

LA REVUE D'HISTOIRE DU QUÉBEC

# CAP·AUX·DIAMANTS

DIPLOMATES, COLONS, HUMORISTES  
RACONTÉS PAR DE JEUNES HISTORIENS



« Guerriers amérindiens, première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle »  
(© Ministère de la Défense nationale du Canada)

Envoi de publication, N° de la convention: 40069616, Port de retour garanti, C.P. 26, Haute-Ville, Québec (Québec) G 1R 4M8 N° 124 | HIVER 2016 9,50 \$



# KIOSQUE NUMÉRIQUE


ARTS VISUELS CINÉMA CRÉATION LITTÉRAIRE CULTURE ET SOCIÉTÉ HISTOIRE ET PATRIMOINE LITTÉRATURE THÉÂTRE ET MUSIQUE THÉORIES ET ANALYSES

**Vous pouvez ajouter les revues culturelles québécoises à votre bibliothèque virtuelle en visitant le site Web de la SODEP.**

**LA CULTURE  
EN REVUES**

**SODEP.QC.CA**

Conseil des arts  
et des lettres

Québec 



Patrimoine  
canadien

Canadian  
Heritage

Canada 



# ARTICLES DE PÉRIODIQUES - Index en ligne

<http://www.sgq.qc.ca> ou <http://www.sgcf.com>

Généalogie - Héraldique  
Histoires de famille

Plus de 500 périodiques  
Plus de 30 000 articles du Québec  
et autres régions du Canada,  
des États-Unis et de la France  
Mise à jour régulière de l'index



Partenariat entre la Société de généalogie de Québec  
et la  
Société généalogique canadienne-française

# Prix littéraire du Gouverneur général

ESSAI

## Jean-Philippe Warren

« Dans *Honoré Beaugrand : la plume et l'épée (1848-1906)*, Jean-Philippe Warren explore les multiples facettes de la personnalité cosmopolite, complexe et fascinante d'une grande figure de l'histoire du Québec. L'auteur allie rigueur intellectuelle et originalité dans sa démarche littéraire. »

Jury, Prix du Gouverneur général

« Un ouvrage substantiel, intelligent et très fouillé. »

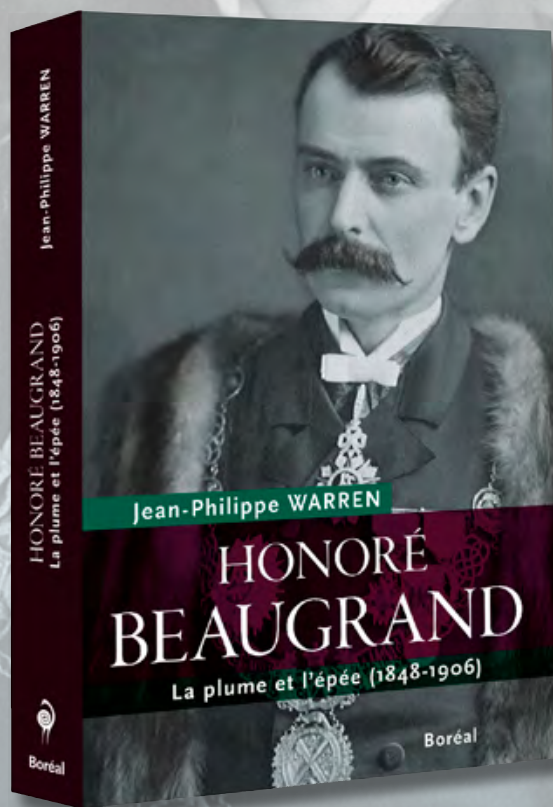
Michel Lapierre, *Le Devoir*

« Honoré Beaugrand est un personnage fascinant. Un livre fantastique. »

Hugo Lavoie, Radio-Canada

« Une formidable biographie. »

Michel Rioux, *L'Action nationale*



Essai

536 pages · 32,95 \$

PDF et ePub : 24,99 \$



**Boreál**

[www.editionsboreal.qc.ca](http://www.editionsboreal.qc.ca)

ISH  
SYLVAIN  
HARVEY



## L'empire du CP à la belle époque du voyage

Beau livre - 200 pages - 230 photos et illustrations - Aussi en version numérique  
[editionssylvainharvey.com/canadienpacifique](http://editionssylvainharvey.com/canadienpacifique)

LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

POUR LES FÊTES,  
OFFREZ UN CADEAU  
TOUT EN IMAGES !

Coffret 20<sup>e</sup> anniversaire:  
- Des fondés et des hommes  
- Naviguer sur le fleuve  
- Œuvres de femmes



[www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca](http://www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca)  
418 643-5150 ou 1 800 453-2100  
[www.facebook.com/PublicationsQuebec](https://www.facebook.com/PublicationsQuebec)

## TC • Transcontinental votre guide dans vos projets marketing

Notre image de marque reflète ce que nous sommes devenus : une entreprise qui active pour ses clients des programmes marketing intégrés faisant appel à des contenus imprimés, électroniques, numériques et interactifs visant à attirer, à joindre et à fidéliser les consommateurs.

Transcontinental Québec, fière partenaire de Cap-aux-Diamants.

**tc** • IMPRIMERIES  
TRANSCONTINENTAL

**TC • Transcontinental Québec**  
2850, rue Jean-Perrin  
Québec (Québec) G2C 2C8  
Téléphone: 418 840-5000  
Sans frais: 1-800-840-5002  
[infoquebec@transcontinental.ca](mailto:infoquebec@transcontinental.ca)



# CLIN D'ŒIL

## GALERIE D'ART MONT SAINTE-ANNE

1, boulevard du Beau-Pré  
Beaupré (Québec) G0A 1E0  
www.galeriemontsteanne.com  
(418) 827-4433



Badioli M.  
Interprétation tête de Picasso.  
Verre de Murano, 11" x 8" x 1.5".

## MUSÉE BEAULNE

96, rue de l'Union  
Coaticook  
819 849-6560  
museebeaulne.qc.ca  
info@museebeaulne.qc.ca

Le Musée Beaulne loge dans le Château Norton, une résidence bourgeoise classée monument historique. Des expositions variées y sont présentées tout au long de l'année.



## RELÈVE DE LA GARDE À LA CITADELLE 6

1, côte de La Citadelle  
Vieux-Québec, (Québec) G1R 3R2  
418 694-2815  
www.lacitadelle.qc.ca

Assistez à la relève de la garde présentée à la Citadelle depuis 1928! L'inspection de la troupe, la fanfare du Royal 22<sup>e</sup> Régiment et le bouc Batisse rythment cette cérémonie. De plus, visitez la forteresse avec ses 300 ans d'histoire du régime français à nos jours et les expositions du Musée Royal 22<sup>e</sup> Régiment. Vues spectaculaires sur Québec et le fleuve.



Credit : Olivier Lavigne-Ortiz

## RENCONTRE DE DEUX MONDES

Everett C. HUGHES



Boréal compact n°276 - 432 pages  
17,95 \$ • PDF et ePub : 12,99 \$

Considérée comme un classique parmi les textes issus de la prestigieuse École de Chicago, cette monographie consacrée à Drummondville a marqué d'une pierre blanche l'étude des mutations de la culture canadienne-française.

Depuis longtemps introuvable, elle est de nouveau disponible en «Boréal compact».

Aux  
petits soins  
pour les  
grandes  
œuvres!

Le Centre  
de conservation  
du Québec :  
une expertise unique  
au service du patrimoine

www.ccq.gouv.qc.ca

Centre  
de conservation  
Québec

Depuis plus de 30 ans,  
les Éditions  
Cap-aux-Diamants  
publie une revue  
trimestrielle  
traitant de l'histoire  
du Québec.

Visitez le site web :  
www.capauxdiamants.org

Tél. : (418) 656-5040 | Téléc. : (418) 656-7282  
revue.cap-aux-diamants@hst.ulaval.ca

Suivez-nous sur Facebook!



# SOMMAIRE

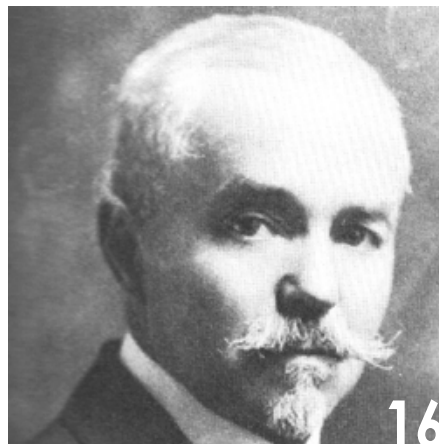
Cap-aux-Diamants | n° 124 | Hiver 2016

## DIPLOMATES, COLONS, HUMORISTES RACONTÉS PAR DE JEUNES HISTORIENS

MOT DE PRÉSENTATION <i>par Gaston Deschênes</i>	3
UN GROUPE « FORT ESTIMÉ DES SAUVAGES », LES CAPITAINES DES TROUPES DE LA MARINE <i>par Louis Lalancette</i>	4
LE PEUPEMENT DU CANTON DE LEEDS AU XIX <sup>E</sup> SIÈCLE DES PIONNIERS DE PASSAGE <i>par Jolyne Rodrigue</i>	8
SEXE ET HOMOSEXUALITÉ DANS LE DISCOURS HUMORISTIQUE DES CYNIQUES, 1965-1972 <i>par Mathieu Laflamme</i>	12
HORMISDAS MAGNAN ET SES MONOGRAPHIES PAROISSIALES <i>par Vicky Lapointe</i>	16
À LA TABLE DE L'ÉLITE DE LA NOUVELLE-FRANCE <i>par Louise Lainesse</i>	19
UN LIEU EMBLÉMATIQUE AU CŒUR DU VIEUX-MONTRÉAL LA CHAPELLE NOTRE-DAME-DE-BON-SECOURS <i>par Simon Desrochers</i>	24
DE L'INDIFFÉRENCE À LA RECONNAISSANCE : L'ÉTAT QUÉBÉCOIS ET LES AUTOCHTONES 1950-1959 <i>par Yanick Turcotte</i>	27

### RUBRIQUES

DE PRÈS ET DE LOIN PARCOURS HISTORIQUES <i>Seneca 1, Eastwood 0</i>	31
PATRIMOINE L'église des Augustines-de- l'Hôtel-Dieu-de-Québec une perspective à mettre en valeur	33
MÉDAILLES La création de la FAO en 1945	35
EXPOSITIONS Nous sommes tous Paul	37
PLACE AUX LIVRES	38
LIVRES REÇUS	44
AU MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC <i>Le pain de sucre en peinture, de Todd à Dynes</i>	45
MÉDIAS DE L'HISTOIRE	47
NOUVELLES	48
JE ME SOUVIENS Saint-Pierre-et-Miquelon : françaises depuis 200 ans	50
À VOTRE AGENDA	51





« Guerriers amérindiens, première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle »  
 (© Ministère de la Défense nationale du Canada)

Cette illustration veut rappeler le rôle d'ambassadeur joué par le militaire Augustin Legardeur de Courtemanche auprès des Amérindiens lors de la Grande Paix de Montréal de 1701.

La revue *CAP-AUX-DIAMANTS* est une production de « Les Éditions Cap-aux-Diamants inc. » et paraît quatre fois l'an.

**Conseil d'administration :** Yves Beaugregard, François Drouin, Sophie Imbeault, Michèle Jean, Jean-Marie Lebel, Pierre Poulin.

**Directeur :** Yves Beaugregard.

**Comité de rédaction :** Yves Beaugregard, François Drouin, Sophie Imbeault, Michèle Jean, Jean-Philippe Jobin, Jean-Marie Lebel, Pierre Poulin, Jacques Saint-Pierre, Alex Lamarche Tremblay, Brigitte Violette.

**Comité consultatif :** Marie-Josée des Rivières, Denis Gagnon, Gilles Gallichan, Madeleine Gauthier, Yves Laberge, Jacques Lacoursière, Michel Lessard, Jocelyne Mathieu, Jean-Claude Robert, Marc Vallières.

**Révision des textes :** Marie Chabot.

**Publicité et promotion :** Pluri Congrès inc. (450 671-9111).

**Secrétariat et comptabilité :** Josée Alain.

**Service des abonnements :** Josée Alain.

**Conseiller juridique :** Dave Tremblay.

**Collaboratrices et collaborateurs :** Yves Beaugregard, Mario Béland, Christian Belhumeur-Gross, Johannie Cantin, Gaston Deschênes, Simon Desrochers, Jean-Nicolas De Surmont, François Drouin, Diane Gaudreault, Kim Gingras, Pascal Huot, Yves Laberge, Mathieu Laflamme, Louise Lainesse, Louis Lalancette, René Laliberté, Alex Lamarche Tremblay, Vicky Lapointe, Serge Pallascio, Denis Racine, Jolyne Rodrigue, Jacques Saint-Pierre, Yanick Turcotte, Brad Weibe.

**Graphisme :** Michaud design

**Impression :** Imprimeries Transcontinental S.E.N.C.

*CAP-AUX-DIAMANTS* remercie l'Université Laval, la Ville de Québec, le Séminaire de Québec, le Conseil des arts et des lettres du Québec, pour leur soutien financier et matériel.

Nous remercions l'aide financière du gouvernement du Canada, par l'entremise du programme Aide à l'éditeur de Patrimoine canadien.

**Dépôt légal :** Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada, ISSN 0829-7983/ISBN 978-2-924353-13-4 (PDF). Toute reproduction ou adaptation interdites sans autorisation. Envoi de publication. N° de la convention 1372165. Port payé à Québec.

**Date de parution :** décembre 2015.

Indexé dans *Repère*, *Hiscabec*, *Journal of American History*, *Études canadiennes*, Érudit.org.

La revue *CAP-AUX-DIAMANTS* est membre de la Société de développement des éditeurs de périodiques culturels québécois (SODEP) [www.sodep.qc.ca](http://www.sodep.qc.ca).

Les opinions émises dans les articles publiés dans ce numéro n'engagent que les auteurs et non le comité de rédaction. Ce dernier est responsable des titres, intertitres, textes de présentation, encadrés, notes, illustrations et légendes.

**Correspondance :**

*CAP-AUX-DIAMANTS*

C.P. 26, Haute-Ville,

Québec (Québec) G1R 4M8

**Administration :** 418 656-5040

**Publicité :** 418 656-5040

**Courriel :** [revue.cap-aux-diamants@hst.ulaval.ca](mailto:revue.cap-aux-diamants@hst.ulaval.ca)

**Site Internet :** [www.capauxdiamants.org](http://www.capauxdiamants.org)

**Distribution :** LMPI (informations : 1 800 463-3246).

**Abonnements :** 1 an (35 \$), 2 ans (60 \$), 1 an (45 \$) institution, 2 ans (80 \$) institution, 1 an (60 \$US) États-Unis, 1 an (80 \$CAN) étranger.

Conseil des arts  
et des lettres  
Québec

Patrimoine  
canadien Canadian  
Heritage

VILLE DE  
QUÉBEC

## Troisième concours...

Le troisième concours de rédaction de la revue *Cap-aux-Diamants* permet à un autre groupe de jeunes disciples de Clio de s'exprimer sur un sujet de leur choix relié à l'histoire du Québec ou de l'Amérique française.

Après les étudiants et diplômés de Laval, en 2010, et ceux de Sherbrooke, en 2012, ce sont les auteurs issus de l'Université de Montréal qui fournissent le plus grand nombre de textes primés et c'est un diplômé de cette institution, Louis Lalancette, qui obtient le premier prix de 500 \$ pour un texte sur les capitaines des troupes de la Marine qui ont servi d'ambassadeurs chez les Amérindiens et joué un rôle décisif en Nouvelle-France de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Titulaire d'un baccalauréat de l'Université Laval, Jolyne Rodrigue remporte la bourse de 300 \$. Son étude montre comment les immigrants britanniques venus dans le canton de Leeds au XIX<sup>e</sup> siècle n'ont été que des pionniers de passage repartis à la recherche de meilleures conditions dans les Prairies, l'Ouest ou les États-Unis.

La troisième bourse (100 \$) est attribuée à Mathieu Laflamme, candidat à la maîtrise à l'Université d'Ottawa, pour une contribution dans un tout autre registre, soit une analyse de l'univers humoristique des Cyniques; il en conclut que le Québec des années 1960 et 1970 était prêt à parler publiquement de sexualité malgré les discours traditionnels de ses élites religieuses.

Quatre autres textes de qualité complètent ce numéro qui constitue une nouvelle courte-



Les membres du jury au travail. (Photo: Josée Alain).

pointe reflétant la variété des champs d'intérêt des concurrents. Vicky Lapointe nous explique comment un ouvrage d'Hormisdas Magnan, *Monographies paroissiales*, contribue à l'histoire de la colonisation au Québec. Louise Lainesse s'est intéressée aux habitudes alimentaires de l'élite en Nouvelle-France, un groupe social qui désirait maintenir le lien culturel métropolitain jusque dans son assiette. Simon Desrochers attire notre attention sur la chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours, un lieu patrimonial méconnu de Montréal. Enfin, Yannick Turcotte dresse un aperçu de la politique autochtone québécoise depuis 1867.

Au nom de la revue, et à titre personnel, je remercie ceux et celles qui ont participé au concours ainsi que Martin Pâquet, professeur au Département d'histoire de l'Université La-

val, qui m'a accompagné dans l'évaluation des manuscrits avec Yves Beauregard, directeur de la revue.

**Gaston Deschênes, président du jury**

# UN GROUPE « FORT ESTIMÉ DES SAUVAGES » LES CAPITAINES DES TROUPES DE LA MARINE

par Louis Lalancette

**A**u moment de mettre le pied à terre en Nouvelle-France à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, peu de capitaines des troupes de la Marine sont conscients que le mandat de certains d'entre eux risque d'outrepasser la sphère guerrière. Certains seront envoyés dans les lointains postes de traite du Pays d'en Haut et devront se servir de leur matière grise plutôt que de leur épée, mais parfois des deux! Entre 1683 et 1739, on a dénombré pas moins de 133 capitaines qui ont commandé les compagnies des troupes de la Marine au Canada. De ce groupe, 57 sont des agents de la diplomatie française auprès des nations amérindiennes, mais les sources n'éclairent le parcours que de 42 d'entre eux. C'est la plupart du temps en tant que commandant d'un poste de traite que les capitaines participent aux ambassades diplomatiques et plus rarement en tant qu'émissaire. Les militaires forment la majorité du corps diplomatique français auprès des Amérindiens dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est pourquoi il est intéressant de souligner leur participation. Cet article présente un aperçu du groupe des capitaines diplomates, représentants de l'Empire français aux confins de l'Amérique.

## LES MOTIVATIONS

Implantés à partir de la deuxième moitié du XVII<sup>e</sup> siècle au fil des grandes explorations commerciales et religieuses, les postes de traite servent d'assise à l'alliance stratégique et commerciale franco-amérindienne. De l'extrémité des Grands Lacs à l'embouchure du Missis-



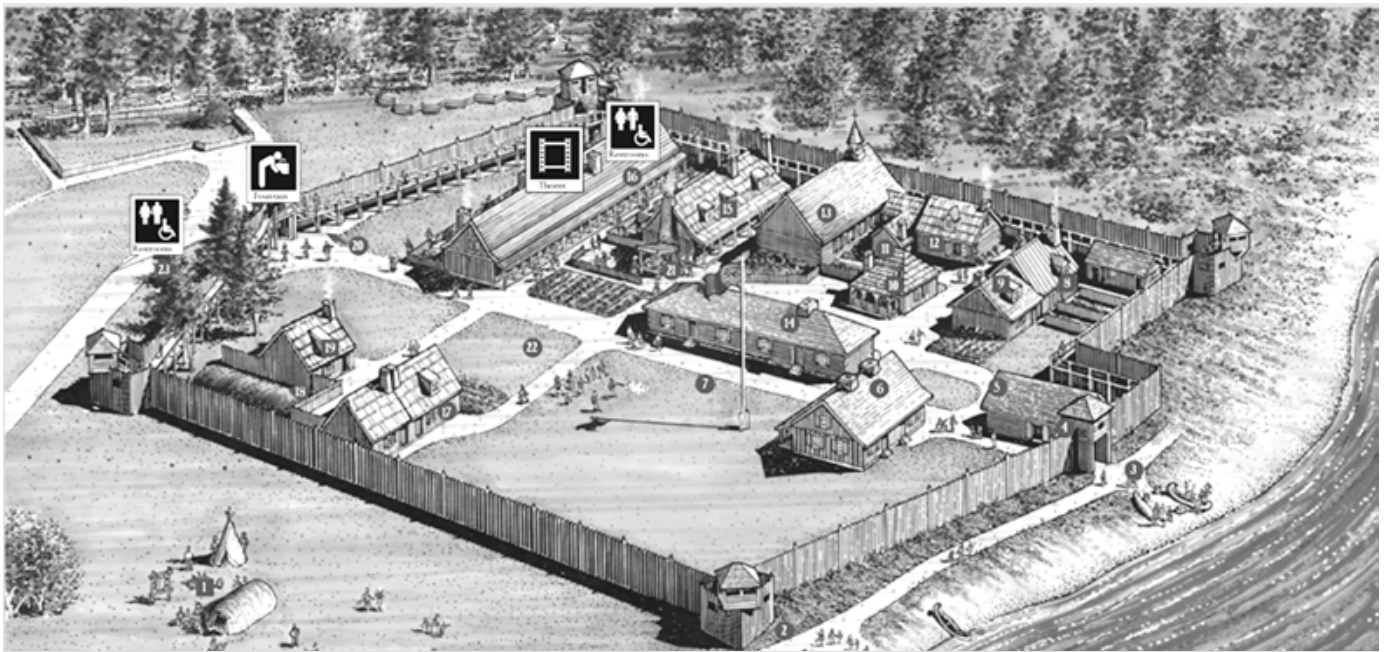
Illustration de Rousselot montrant un officier des troupes de la Marine (1697-1703). (<http://www.troupesdemarine.org/traditions/uniforme/pgs/un000017.htm>).

sippi, l'Empire français des premières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle requiert des hommes de confiance afin de diriger ces précieux postes. Subordonnés aux ordres du gouverneur général, les officiers militaires sont plus à même de suivre la ligne de conduite des autorités plutôt que celle des marchands qui ne pensent trop souvent qu'aux profits et négligent les impératifs diplomatiques. C'est pourquoi, rapidement après l'arrivée des troupes de

la Marine, on choisit les officiers à titre de commandant de poste de traite.

Les gages reçus en tant que capitaine des troupes de la Marine ne suffisent pas à ces hommes pour maintenir le niveau de vie exigé par leur groupe social : la noblesse. La traite, légale comme illégale, permet à ces officiers de tirer des revenus substantiels, parfois même colossaux! C'est pourquoi le service dans les postes sera très convoité. L'expérience acquise dans l'Ouest est souvent mise de l'avant par les officiers eux-mêmes afin d'obtenir les postes les plus lucratifs. Par exemple, en 1711, le capitaine Pierre d'Ailleboust d'Argenteuil souligne au ministre que les nombreuses négociations qu'il a menées avec succès auprès des Amérindiens et ses connaissances des coutumes amérindiennes font de lui un excellent candidat pour commander à Michilimakinac et pour recevoir une pension.

En effet, c'est l'expérience, notamment militaire, qui sera la plus considérée par les autorités lors de l'attribution d'un commandement. À preuve, les postes les plus importants (Michilimakinac, Detroit et Frontenac) sont commandés par des officiers d'expérience, plus souvent nés en métropole. Parfois, les affinités avec des hauts placés à Québec ou à Versailles permettaient de contourner cette exigence. Cependant, commander un poste reste souvent dangereux à cause des risques du voyage, de l'isolement des postes français et de l'hostilité souvent récurrente de la part de certaines nations amérindiennes environnantes. De plus, beaucoup de responsabilités incombaient au commandant.



Reconstitution actuelle du fort français de Michilimackinac. (<http://www.mackinacparks.com/parks-and-attractions/colonial-michilimackinac/colonial-michilimackinac-map/>).

## COMMANDER, SURVEILLER, ÉCOUTER ET NÉGOCIER

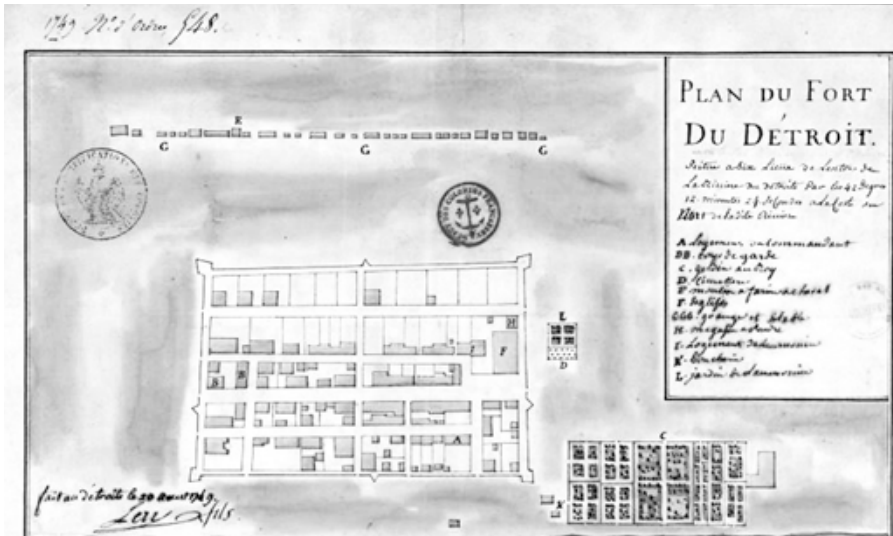
Le mandat des commandants dans le Pays d'en Haut dépasse largement ce à quoi un militaire est habitué en Europe. D'abord, ils doivent s'occuper des affaires domestiques du fort et superviser le commerce des fourrures. Ensuite, en tant que représentants du gouverneur général, et par extension du roi, les commandants exercent une autorité théorique sur tous les Français qui occupent leur fort ou y transitent. Peu après avoir reçu sa lettre de nomination, le gouverneur général transmet des règles précises sur ce qui est attendu de lui dans les affaires du poste, et, notamment, en ce qui a trait à la diplomatie amérindienne. Cette dernière tâche est probablement la plus importante, mais aussi la plus délicate pour un commandant de poste. Comme la colonie a besoin de la traite des fourrures et de l'appui stratégique de ses alliés amérindiens, elle a intérêt à ce que le Pays d'en Haut soit en paix et que l'alliance perdure. Pour ce faire, la France cherche à régler les conflits entre les nations ou à tenter de les résoudre s'ils en viennent aux coups. Il ne faut pas s'y méprendre, la France n'est pas souveraine

dans l'Ouest. Jouissant du statut d'alliés du roi de France, les Amérindiens ne se sont jamais considérés comme ses sujets. C'est pourquoi les Français préfèrent jouer le rôle d'arbitre entre les nations du Pays d'en Haut afin d'y entretenir la paix pour que le commerce des fourrures suive son cours sans trop d'entraves et que l'appui des alliés soit acquis à la France. La tâche première du diplomate est d'abord de faire régner la paix entre les nations alliées, mais aussi entre les alliés eux-mêmes. Certains postes comme Michilimackinac ou Detroit sont de vraies poudrières! Ensuite, ils doivent entretenir constamment les alliances, car suivant les coutumes amérindiennes elles ne sont pas définitives et inviolables. De plus, les commandants ont à convaincre leurs alliés de mener des raids contre un ennemi commun ou négocier les modalités de la participation française à de telles entreprises. Les commandants doivent aussi constamment regrouper les alliés autour de leur poste et punir les actes répréhensibles qui ont lieu dans le territoire sous leur autorité. Toutes ces activités diplomatiques se concluent par un échange de présents qui s'institutionnalise à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. C'est donc à des officiers

triés sur le volet qu'il incombe de gérer un espace géopolitique souvent prêt à s'enflammer.

## LES CAPITAINES INFLUENTS

Les envoyés diplomatiques et les commandants n'inspiraient pas tous le même respect chez les nations amérindiennes et afin que l'alliance perdure avec ces dernières, il fallait que les agents français soient estimés des Amérindiens. Ce fut le cas de Nicolas d'Ailleboust de Manthet qui est « aussy fort estimé des sauvages ». Pour mériter un tel respect, plusieurs parcours étaient possibles pour ces militaires. Pour certains, la respectabilité acquise par le père ou un membre de la famille leur permettait d'être écoutés des nations dont ils étaient proches. Pour d'autres, c'est par leur personnalité, leur expérience militaire et leurs nombreux voyages dans l'Ouest qu'ils ont réussi à obtenir l'écoute des Amérindiens. La moitié de notre échantillon (21/42) jouit d'une réputation exceptionnelle. Un petit nombre d'officiers bénéficie d'un prestige attaché à leur nom de famille auprès des Amérindiens. Aux connaissances de la culture et des langues amérindiennes



Plan du fort Detroit par Gaspard-Joseph Chaussegros de Léry, 1749. (Bibliothèque et Archives Canada : <http://www.bac-lac.gc.ca/eng/discover/exploration-settlement/new-france-archives/Pages/item.aspx?ldNumber=405548>).

transmises par des pères ou des oncles à leurs fils ou neveux s'ajoute la réputation du nom de famille de l'officier ou de l'agent auprès d'une ou plusieurs nations. Des officiers de l'élite militaire coloniale ont un parent qui a été adopté dans le passé par certaines nations. Comme les relations sociales sont basées sur les liens de parenté dans la société amérindienne, les fils de ces hommes profitent également du lien qui unissait leur parent à la nation concernée, faisant d'eux des agents diplomatiques privilégiés et très écoutés. Quelques capitaines des troupes de la Marine sont devenus d'importants agents diplomatiques grâce au crédit qu'ils ont acquis eux-mêmes ou plus souvent par l'entremise de leur paternel.

Par exemple, les fils de Charles Le Moyne : Charles Le Moyne de Longueuil, 1<sup>er</sup> baron de Longueuil, et Paul Le Moyne de Maricourt incarnent la première génération de cette famille qui sert dans les troupes à être redevable de la réputation de leur père auprès des Iroquois. Le capitaine Maricourt est un des artisans de la Grande Paix de Montréal de 1701 par l'influence qu'il a sur la nation iroquoise des Onontagués qui a adopté ce dernier. C'est son aîné, le 1<sup>er</sup> baron de Longueuil, qui reprend le flambeau diplomatique à la mort de Maricourt. Les deux fils du baron, Paul Joseph et le 2<sup>e</sup> baron de Longueuil, tous deux

capitaines dans les troupes de la Marine, hériteront du prestige de leur grand-père et de leur oncle, préservé par leur père. L'adoption n'est pas systématique lorsqu'on a un nom de famille respecté. Pour certains capitaines des troupes, leur nom retentit dans les conseils à cause de la position sociale de leur père dans la colonie. On pense notamment aux Le Ber, Boucher et Vaudreuil. De plus, si un agent important a des frères dans les troupes, les autorités semblent enclines à les mobiliser à leur tour. Toutefois, leur nom de famille devait être reconnu par les nations amérindiennes. C'est pourquoi on trouve plusieurs membres des familles Le Gardeur de Repentigny ou encore les d'Ailleboust dans les rangs d'ambassadeurs. Le crédit acquis par les relations familiales n'est pas la seule façon d'obtenir le respect comme agent diplomatique. Très peu de capitaines sont parvenus à devenir influents grâce à leur connaissance des langues amérindiennes. La plupart des « truchements » (interprètes) viennent des familles marchandes de la colonie, mais certains sont issus de familles de la noblesse militaire coloniale comme les Hertel, Boucher, Robineau de Portneuf, etc. Ils avaient saisi l'importance de comprendre l'autre, constituant ainsi une arme de pouvoir. Comme la guerre est au centre des rela-

tions sociales des nations du nord-est de l'Amérique du Nord, l'officier peut acquérir ce respect grâce à ses actions militaires passées. L'exemple de Jacques Testard de Montigny est notoire. Frères d'armes dans de nombreux raids dans les guerres contre l'Angleterre, les Abénakis, leur chef Nescambiout et de Montigny ont tissé une amitié qui a grandement servi les intérêts français ainsi que ceux des Abénakis. Le zèle de certains capitaines est également reconnu par les Amérindiens. Louis La Porte de Louvigny est certainement un des plus importants agents français qui a été respecté et entendu auprès des nations du Pays d'en Haut et des Iroquois. Il a commandé à plusieurs postes où les tensions politiques étaient palpables et a toujours réussi à les désamorcer. C'est un peu la même situation en ce qui a trait aux capitaines des troupes de la Marine qui ont fait la course des bois avant d'entrer dans l'armée. Des hommes comme Daniel Greyson Dulhut ont été réquisitionnés pour leurs grandes connaissances et l'influence qu'ils avaient auprès des Amérindiens.

## LES CAPITAINES MOINS INFLUENTS

Comme le nombre d'officiers connaissant la culture et les langues amérindiennes est assez limité, les autorités n'ont pas le choix



Fort Frontenac à Cataract, 1685. (Archives nationales de France. Section Outre-mer. Dépôt des fortifications des colonies. De : <http://www.lvec.ca/Images/Figure1.jpg>).

de dépêcher d'autres militaires moins qualifiés dans les nombreux postes de l'Ouest et dans les missions diplomatiques. L'autre moitié des capitaines diplomates n'obtiendra visiblement jamais le même respect de la part des alliés. Néanmoins, nous avons



Jacques Testard de Montigny (1663-1737). (<http://guillectincqmarsfamily.homestead.com/charlotteTrottierFamily.html>).

l'impression que la plupart de ces commandants réussiront à bien exécuter les ordres des autorités.

Chez les Amérindiens, l'échange de présents permet l'établissement d'une relation sociale d'amitié et de confiance. On donne et on reçoit durant les séances de troc et durant les ambassades. Sans ces échanges, il n'y a pas de commerce et les Français comprennent rapidement l'importance de ce rituel d'alliance qu'ils cherchent à instrumentaliser afin de le subordonner à leurs intérêts. La distribution annuelle des présents offerts par le roi aux nations alliées des Français est une des plus importantes activités diplomatiques et est supervisée par le commandant du poste. Cette pratique qui remonte au début de l'expansion vers l'Ouest s'ancre sous le gouvernement de Vaudreuil et permet aux officiers qui ont des connaissances limitées de la culture amérindienne d'obtenir un certain prestige de la part des nations alliées, car la générosité est la qualité la plus admirée

chez ces nations.

C'est entre autres ce qui explique l'envoi d'officiers n'ayant aucune expérience du monde amérindien comme le capitaine Constant Marchand de Lignery à la tête de Michilimakinac, en 1712. En cette période trouble pour le Pays d'en Haut aux prises avec la nation des Renards (Outagamis), Lignery réussit tout de même à remplir les différentes missions que le gouverneur général lui a assignées, malgré quelques bévues.

Par le système d'échange protocolaire, il était possible pour les autorités d'envoyer des ambassadeurs ne possédant aucune connaissance approfondie de la culture ou de la langue amérindienne. Par exemple, le gouverneur général Beauharnois envoie son neveu, le capitaine Claude-Charles de Beauharnois, pour rencontrer les Hurons des Grands Lacs alors qu'il n'a passé que quelques années en Amérique.

Enfin, il y a certains de ces diplomates moins influents qui ont été de mauvais commandants ou ambassadeurs. On pense notamment à Jacques Charles de Sabrevois de Sermonville, capitaine né en France et fort apprécié de ses supérieurs grâce à ses importants états de service, qui obtient le commandement du poste de Detroit de 1715 à 1717. Les Amérindiens vivant près de son poste se plaignent de la poigne de fer avec laquelle il dirige Detroit. Vaudreuil n'hésite pas à le relever parce

que la bonne entente entre les nations autochtones et la France est cruciale.

Un nombre important de capitaines des troupes de la Marine a joué un rôle décisif dans la politique et l'économie de la Nouvelle-France entre 1683 et 1739. Ce groupe assez restreint d'hommes à la hauteur de la tâche exigée par les autorités est sans équivoque. La diplomatie occupe une partie importante de leur carrière militaire, notamment pour ceux issus de l'élite coloniale militaire. Ne leur étant pas exclusif, mais favorable par leur héritage familial, le service dans l'Ouest avait ses attraits même s'il comportait sa part de risques. Si crucial pour la survie de la colonie, ce service ne semble pas avoir été considéré également par l'administration coloniale. En effet, ce ne sont pas tous les agents d'influence qui ont reçu la croix de Saint-Louis comme distinction en fin de carrière, ou encore un poste dans l'état-major...

### Louis Lalancette est détenteur d'une maîtrise en histoire de l'Université de Montréal.

#### Pour en savoir plus :

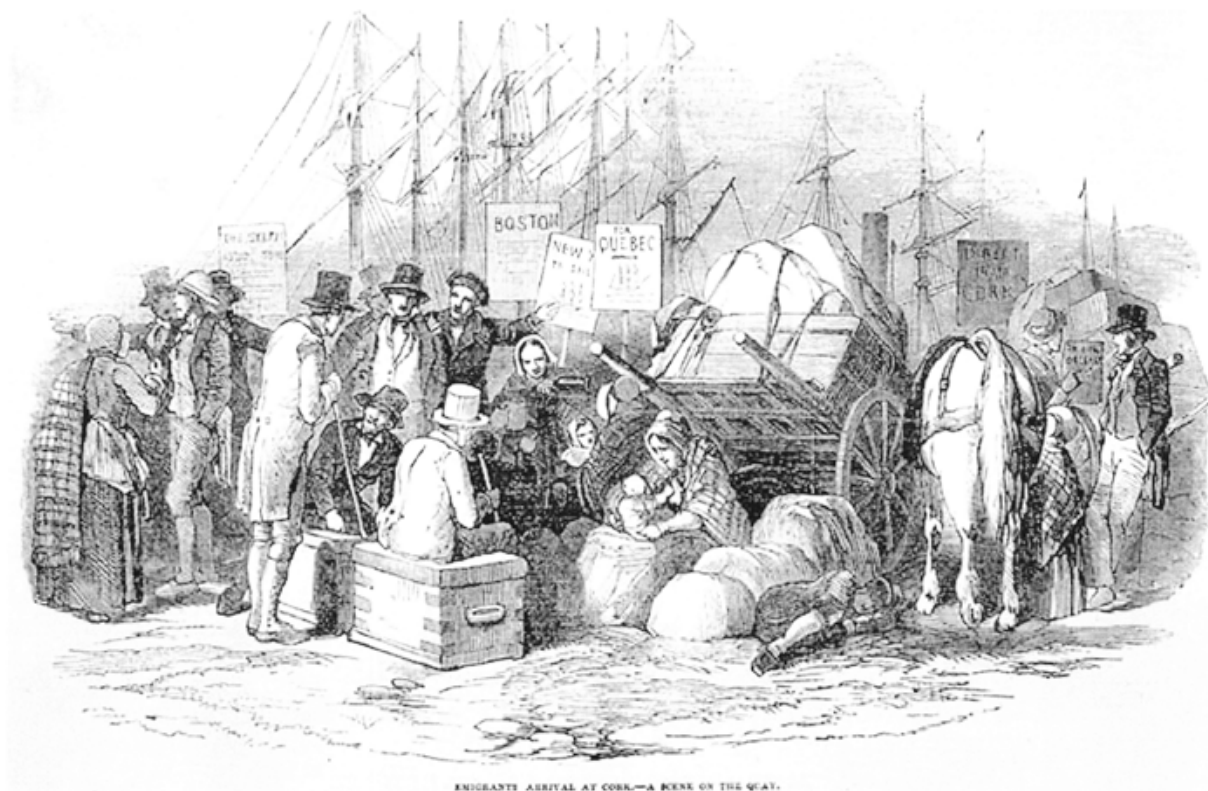
Louis Lalancette. *Les capitaines des troupes de la Marine de 1683 à 1739 : la carrière militaire en Nouvelle-France*. Thèse de maîtrise, Université de Montréal, Département d'histoire, 2015, 201 p.



Plaque honorant Daniel Greysolon Dulhut, installée à Montréal, édifice Dulhut, rue Saint-Sulpice, face à la basilique Notre-Dame. (<http://www.waymarking.com/waymarks/WMGK65> Plaque de Daniel Greysolon sieur du Lhut Montral Quebec).

# LE PEUPEMENT DU CANTON DE LEEDS AU XIX<sup>E</sup> SIÈCLE DES PIONNIERS DE PASSAGE

par Jolyne Rodrigue



Des Irlandais quittent la Grande-Bretagne pour venir en Amérique. Gravure tirée du *Illustrated London News*. (Bibliothèque et Archives Canada, C-003904).

**1** 815. L'Europe sort finalement des guerres napoléoniennes et le Royaume-Uni est l'un des grands vainqueurs. Malgré la nouvelle paix, la situation n'est pas idéale pour bien des Britanniques, qui quittent par vagues vers le Nouveau Monde. Dans les années qui suivent, quelques milliers d'émigrants anglais, irlandais et écossais finissent leur périple dans le canton de Leeds et les alentours, donnant naissance à une communauté multiculturelle dont les traces sont encore bien visibles.

## METTRE LES VOILES

Contrairement à la plupart des autres cantons du Bas-Canada, Leeds ne s'est pas peuplé en accueillant des loyalistes. Situé à la frontière des seigneuries, Leeds était plutôt la porte d'entrée vers les cantons pour les arrivants du Vieux Continent qui fuyaient des conditions socioéconomiques peu intéressantes. En effet, en Angleterre, la fin des guerres réduit la demande pour les produits manufacturés, alors que le

pays est en pleine révolution industrielle et que la population augmente. Le prix du pain grimpe, les petits commerces sont menacés de faillite, les jeunes ne trouvent plus d'emploi. L'Amérique est donc bien attrayante pour ces Anglais, qui n'attendent pas d'avoir tout perdu avant de quitter l'Europe. En Écosse, la situation est semblable et dès 1815, on encourage l'émigration alors qu'auparavant, on essayait de la limiter. Dans les Highlands, les grands propriétaires terriens expulsent les fermiers pour transformer leurs terres en élevages



C.W. Jeffereys. Service de diligence sur le chemin Craig établi entre Québec et Boston, en 1811. (Bibliothèque et Archives Canada).

de moutons. Par crainte de perdre leur statut social, plusieurs Écossais motivés partent avec toute leur famille, séduits par la promesse de terres bon marché. Quant à l'Irlande, elle est au début du XIX<sup>e</sup> siècle une région surpeuplée de gens vivant surtout d'agriculture. La population y a tellement augmenté (de 2,8 millions en 1712 à 8,5 millions en 1841) que les terres sont devenues trop petites pour pouvoir être partagées davantage. Déjà, avant la grande famine, les mauvaises récoltes s'accumulent. Quant aux artisans, ils n'arrivent pas à atteindre les rendements de la nouvelle industrie mécanisée du lin. Les tensions religieuses finissent par convaincre bien des Irlandais, pour la plupart des fermiers protestants, de traverser l'Atlantique. Si les raisons exactes du départ des pionniers de Leeds sont incertaines, une chose est sûre, c'est qu'ils avaient tous quelque chose en commun, l'espoir d'une vie meilleure.

### BUCHANAN, UN AGENT D'IMMIGRATION FUTÉ

Après une traversée de plusieurs semaines dans la cale d'un bateau à voiles surpeuplé, les émigrants mettent le pied à terre à Québec. En général, les Britanniques se dirigent vers la Nouvelle-Écosse ou le Haut-Canada, Québec n'étant qu'une étape vers la destination finale. Seuls quelques-uns se dirigent vers les Cantons-de-l'Est, une région méconnue peu attrayante, étant

située dans un milieu francophone et surtout, difficile d'accès. En effet, s'ils veulent se rendre à Leeds, le canton le plus près, les pionniers doivent louer bœufs et chevaux à des fermiers de Lévis pour transporter leur famille, les bagages et les provisions. Ils empruntent alors le chemin Craig, complété depuis 1811, mais en piètre état. Ce chemin, construit à la demande du gouverneur James Craig, avait pour objectif de relier Québec et Boston pour le commerce. Mais les terres qui le bordent demeurent longtemps inoccupées. Il n'y a donc personne pour en faire l'entretien. De plus, certaines parties sont carrément détruites lors de la guerre de 1812. Les collines, les arbres tombés et les marécages compliquent les déplacements, remarque l'arpenteur Joseph Bouchette.

Dans ces conditions, il semble surprenant que des gens aient choisi de s'établir à Leeds. Il faudra une vingtaine d'années après l'ouverture du chemin Craig pour compter sur un réel peuplement de la région. En fait, c'est grâce à un projet de l'agent d'immigration Alexander C. Buchanan si le canton s'est peuplé très rapidement après 1829. Si vite, qu'en seulement trois ans presque toutes les terres sont occupées! Le gouvernement a avantage à remplir les cantons afin de limiter l'expansion des États-Unis. Buchanan est donc choisi pour prouver que c'est possible de coloniser le Bas-Canada à peu de frais avec des « pauvres ». L'agent est très convaincant : il réussit à détourner les immigrants

de leur destination prévue. En 1828, seul un immigrant sur douze choisit le Bas-Canada, alors qu'en 1830, c'est le cas du tiers. La technique employée est bien simple. Généralement, Buchanan accueille les arrivants au port de Québec et se charge de leur trouver de l'hébergement, une terre, voire un emploi s'ils n'ont pas assez d'argent. Il décourage les gens d'aller au Haut-Canada, soulevant la menace des épidémies de fièvre. Il vante aussi la qualité supérieure des terres de la région et la proximité avec Québec, un excellent marché. Si les colons ne sont pas convaincus, ils partent avec l'agent pour inspecter les terres du canton. Même les journaux s'y mettent. « Prenant en considération les bonnes routes par lesquelles Leeds et Inverness peuvent être rejoints, ainsi que la courte distance de Québec, le type de sol et la salubrité du climat, nous ne pensons pas qu'une meilleure situation puisse être trouvée », rapporte la *Quebec Gazette*. Bien des gens ont été séduits par cette publicité trompeuse et ont fini par quitter le canton après quelques années. Tout de même, Buchanan a réussi sa mission et dirigé plus de 5 300 immigrants vers le



Circuit patrimonial : comté de Mégantic. (<http://quebecheritageweb.com/fr/attraction/circuit-patrimonial-comte-de-megantic>).



Saint-Jacques-de-Leeds : Rectory Alexander construit à partir de 1837 par le révérend James Lynne Alexander. (<http://www.saintjacquesdeleeds.ca/indexFr.asp?numero=42>).

chemin Craig, soit dans les cantons voisins de Leeds, Inverness et Ireland. Et pas n'importe qui, puisque selon lui, il s'agit du « meilleur groupe de colons du Royaume-Uni qui ait jamais peuplé le Bas-Canada »!

### DIFFICILES DÉBUTS DES PIONNIERS

Le canton de Leeds n'était toutefois pas complètement inhabité lorsque la vague de colons poussés par Buchanan s'installe dans le coin. Dès l'ouverture du canton en 1802, de prospères commerçants du domaine de la fourrure, Isaac Todd et Joseph

Frobisher, acquièrent des milliers d'acres de terres. Cependant, ils n'y mettront jamais les pieds. D'autres groupes sont pourtant bien présents dans la région. En effet, les Abénakis utilisaient probablement la région comme terrain de chasse, ce qui ne sera pas sans causer quelques frictions avec les nouveaux venus. La première famille à s'établir dans le canton sera d'ailleurs tuée par les Amérindiens. En outre, la tradition locale rappelle la bravoure d'Archibald McLean, un militaire écossais connu comme le premier pionnier, contre les gels fréquents, les ours ou les Indiens.

Les premiers passants dans le canton sont aussi ceux qui font la route entre Québec et Boston, par le nouveau service de diligence du chemin Craig, établi en 1811. Le trajet, d'une durée de six jours, comprenait un arrêt à Leeds, le lundi, à l'hôtel de John Palmer. Cependant, ni le service de diligence ni l'auberge ne restent en activité plus de quelques années. C'est que la route est trop souvent impraticable et que le confort de l'auberge laisse à désirer. Éventuellement, avec le projet de l'agent Buchanan, le rassemblement des colons autour des services comme le moulin ou l'église donne naissance aux hameaux de Lambie's Mills, Lemesurier, Wilson's Mills et Leeds village.

### PEUPEMENT ET COHABITATION RELIGIEUSE

Si plusieurs cantons voisins accueillent beaucoup de Canadiens français, ce n'est pas le cas de Leeds, qui reste à majorité protestante et anglophone jusque dans les années 1910. La plupart des colons sont des Irlandais protestants; en 1831, seulement deux couples canadiens-français sont recensés. Cela ne veut pas dire que la population de l'époque est homogène pour autant, puisqu'on retrouvait jusqu'à sept dénominations religieuses dans la région. L'un après l'autre, les missionnaires méthodistes, anglicans, presbytériens et catholiques parcourent la région dans l'espoir de recruter de nouveaux fidèles. Cette tâche était assez ardue, vu l'état des chemins et les distances entre les maisons. Un des premiers curés dans la région est particulièrement découragé à ce sujet : « Je voudrais affronter ou braver tous les dangers du missionnaire en Crimée avec toutes les horreurs d'un violent combat; ou si vous le voulez, recommencer mes services à la Grosse-Île comme en 1847, plutôt que de passer une autre journée comme celle que j'ai passée jeudi dernier en allant à cet appel de malade ». Même si les premiers habitants avaient pour réputation de se soucier peu de religion, certains font la route jusqu'à Saint-Nicolas pour pouvoir se marier.

Une première église voit le jour en 1831 grâce à l'appui du révérend anglican James Lynne Alexander. Homme cultivé et entreprenant (il est l'auteur d'un des premiers ouvrages en vers du Haut-Canada), il agit aussi comme instituteur en plus de faire construire le presbytère. La forte présence anglophone dans le canton se manifeste aussi peu à peu par l'apparition de multiples loges de l'ordre d'Orange, une société fraternelle protestante irlandaise à forte vocation communautaire. De manière générale, les fidèles des différentes confessions religieuses ont tendance à s'entraider. Cela se manifeste de diverses façons : appuyer financièrement



Église St. James Anglican Church à Saint-Jacques-de-Leeds. (<http://followshannon.com/murder-in-quebec-brings-down-government/>).

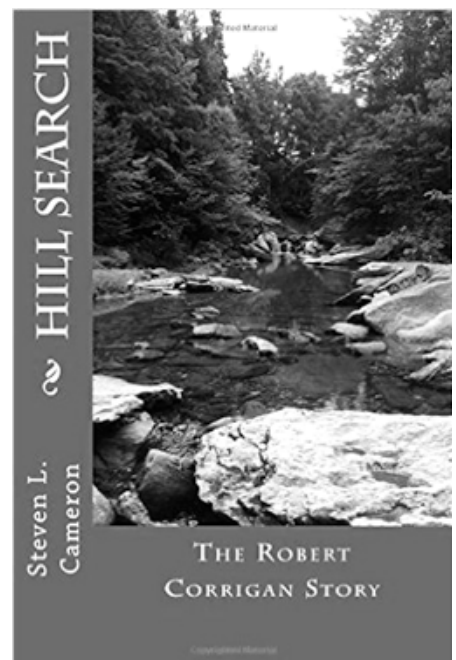
la construction d'une église d'une autre communauté ou partager un lieu de culte à la manière d'un pasteur anglican et d'un presbytérien qui échangent parfois leur pupitre, jusqu'à se faire gronder par leurs supérieurs. Cela dit, l'harmonie ne régnait pas toujours. Par exemple, dans un cas extrême, Robert Corrigan, un Irlandais anglican, est battu à mort par des Irlandais catholiques lors d'une foire agricole, en 1855. Ce décès prendra des proportions énormes au niveau national, jusqu'à faire l'objet d'une commission d'enquête spéciale.

## L'HISTOIRE SE RÉPÈTE

Plus de 200 ans plus tard, il faut être attentif pour déceler le passage de ces pionniers anglophones dans la région, qui est désormais à majorité francophone catholique. C'est un réel revirement de situation qui s'effectue au tournant des XIX<sup>e</sup> et

XX<sup>e</sup> siècles. À cette époque, la situation dans le canton de Leeds est semblable à celle qui prévalait au Royaume-Uni quelques décennies plus tôt; encore une fois, la situation économique pousse les pionniers ou leurs descendants à quitter Leeds. D'une part, après quelques générations, le manque de terres commence à se faire sentir. Il devient impossible de poursuivre le partage de terres habituel entre les enfants de la famille. D'autre part, la vie n'était pas aussi idéale que l'avaient laissé entendre les diverses publicités d'immigration. Le sol est pauvre et rocheux, et les quelques surplus obtenus ne peuvent être vendus qu'au terme d'une longue expédition. De manière générale, les marchés sont éloignés et les possibilités de transport sont limitées, vu l'état toujours lamentable du chemin Craig, l'absence de cours d'eau navigables et la distance du chemin de fer. C'est d'ailleurs l'une des principales raisons qui mènera à la fermeture de la mine de cuivre Harvey Hill, après quelques années d'exploitation. Les raisons de quitter le canton sont donc multiples, et l'attrait pour d'autres régions est très grand. Partant à l'aventure, suivant leur famille, ou à la recherche de meilleures conditions, des centaines de personnes s'en vont vers les Prairies, l'Ouest ou les États-Unis. Cet exode a lieu au même moment où les seigneuries voisines sont réellement surpeuplées. De ce fait, le mouvement d'immigration anglophone laisse toute la place nécessaire dans Leeds pour accueillir le flot de Canadiens français. Le déclin de la population anglophone s'accompagne alors de la fermeture et de la destruction progressive de ses écoles et des lieux de culte protestant. La tenue de rassemblements orangistes, la préservation de quelques églises protestantes et la présence d'une dizaine de familles anglophones dans la région, dont certaines habitent encore fièrement la terre ancestrale, demeurent toutefois la preuve bien vivante du passage de ces pionniers.

**Jolyne Rodrigue détient un baccalauréat en histoire de l'Université Laval.**



En 2014, Steeve Cameron raconte le meurtre de Robert Corrigan, en 1855, dans *Hill Search: The Robert Corrigan Story*.

### Pour en savoir plus :

Joseph Bouchette. *Description topographique de la province du Bas-Canada avec des remarques sur le Haut-Canada et sur les relations des deux provinces avec les États-Unis d'Amérique*, 1815.

Pascal Binet. *Leeds 200 ans d'histoire : 1802-2002*. Saint-Jacques-de-Leeds, Comité des fêtes de 2002, 2002.

Steven L. Cameron. *Hill Tales: Still Searching*. Charleston, 2015.

Simon Jolivet. « Orange, vert et bleu : les orangistes au Québec depuis 1849 ». *Bulletin d'histoire politique*, 18, 3.

Jean-Pierre Kesteman Peter Southam et Diane Saint-Pierre. *Histoire des Cantons-de-l'Est*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1998.

J. I. Little. « A.C. Buchanan and the Megantic Experiment: Promoting British Colonization in Lower Canada », *Histoire sociale*, 45, 12 (2013).

Gwen Rawlings Barry. *A history of Megantic County: downhomers of Quebec's Eastern Townships*. Lower Sackville, 1999.

# SEXE ET HOMOSEXUALITÉ DANS LE DISCOURS HUMORISTIQUE DES CYNIQUES, 1965-1972

par Mathieu Laflamme

« Il n'y a pas de comique en dehors de ce qui est proprement humain »  
Henri Bergson, 1900

En janvier 1963, aux balbutiements de la Révolution tranquille, Marc Laurendeau, Serge Grenier, André Dubois et Marcel Saint-Germain, tous les quatre issus de l'Université de Montréal s'unissent sur scène dans le cadre d'un spectacle étudiant. Ils prennent le nom de Cyniques en référence au mouvement philosophique de la Grèce antique voulant s'affranchir des tabous et des interdits tout en critiquant les élites sociales. En 1965, leur premier spectacle professionnel, *Les abominables Cyniques en spectacle*, est présenté à la Comédie canadienne, rue Sainte-Catherine, à Montréal, et enregistré sur disque. Les Cyniques connaissent ensuite une grande popularité à Montréal et dans l'ensemble du Québec. Ils présentent au public sept spectacles originaux, tous enregistrés sur disque, ils collaborent au *Bye Bye*, en 1971, et participent au film *IXE-13* de Jacques Godbout, en 1972. La même année, ils annoncent leur dissolution après la présentation de leur tout dernier spectacle savoureusement intitulé *Exit*.

Robert Aird, spécialiste de l'histoire de l'humour au Québec, indique avec justesse que « la mort de Duplessis, en 1959, la victoire du Parti libéral, en juin 1960, et les bouleversements qui ont cours dans l'ensemble du monde occidental correspondent à l'apparition au Québec d'un humour critique, engagé et même contes-



Les Cyniques, au début des années 1960. (<http://larevolutiontranquille.ca/fr/les-cyniques.php>).

tataire ». Les Cyniques s'inscrivent parfaitement dans ce contexte d'un humour osant critiquer les institutions traditionnelles du Québec, et particulièrement le clergé, tout en se moquant des nouvelles figures politiques telles que Robert Bourassa et Pierre Elliott Trudeau. Les Cyniques ont fait ce qui était impensable sous le règne de Maurice Duplessis, soit rire du pouvoir et des élites traditionnelles de la Belle Province. Ils n'ont pas seulement fait de l'humour politique leur sujet de prédilection, ils ont osé parler publiquement de sexualité, et même d'homosexualité, dans un Québec où ces sujets étaient encore tabous. Cette utilisation de la sexualité et de l'homosexualité à des fins humoristiques remet ainsi en doute l'idée reçue que le Québec, dans les années 1960, était frigidité et que la sexualité devait rester à l'intérieur des foyers sans pénétrer la sphère publique.

Figure 1  
Thèmes majeurs dans l'humour des Cyniques

Thème	Pourcentage de numéros
Politique	48 %
Fédéralisme	25 %
Religion	39 %
Mœurs des religieux	16 %
Langue	22 %
Identité nationale	22 %
Homosexualité	26 %
État policier	19 %
Libéralisation des mœurs	27 %
Sexualité	54 %



Pochette du premier album du groupe en 1965 : *Les abominables Cyniques en spectacle.*

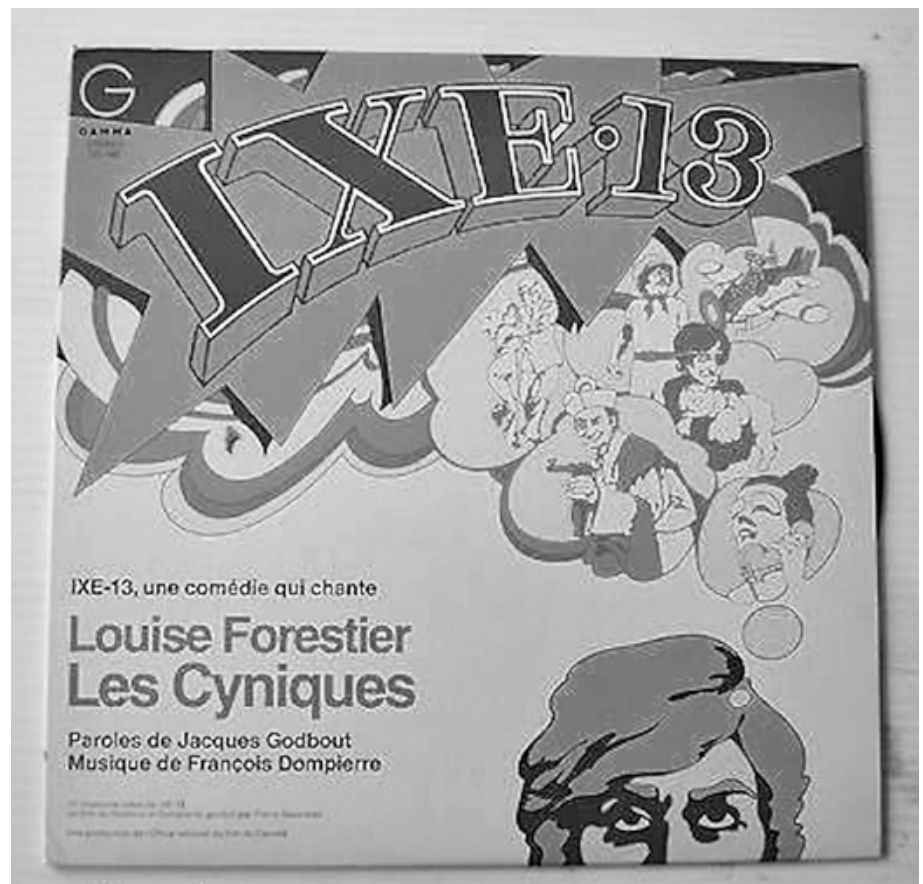
En analysant l'ensemble des numéros produits par les Cyniques et enregistrés sur disque entre 1965 et 1972, nous avons établi que 54 % d'entre eux traitent directement ou indirectement de la sexualité alors que la politique occupe le deuxième rang avec 52 % du corpus (voir figure 1). Au total, 89 numéros ont été analysés. Six ont été écartés de l'étude puisqu'ils dureraient moins d'une minute et qu'ils étaient des moments de transition plutôt que de véritables numéros avec une thématique claire et définie. Pour établir ces données, nous avons écouté à de nombreuses reprises chacun des numéros du groupe, tout en complétant une grille thématique préalablement établie selon une méthodologie inspirée de l'étude de Pierre Ancetil, *À chacun ses Juifs. 60 éditoriaux pour comprendre la position du Devoir à l'égard des Juifs (1910-1947)*. Il est à noter que plusieurs thèmes peuvent se retrouver dans un même numéro.

En quantifiant ainsi l'humour des Cyniques, nous constatons effectivement que la politique, la question nationale et la question linguistique sont des thèmes importants dans leur univers humoristique, ce qui correspond à la théorie de Robert Aird citée précédemment, mais que la sexualité est statistiquement le thème le plus abordé. Lucie Joubert indique avec justesse que « [...] le sexe, au milieu des années 1960, devient l'un des vecteurs d'une société en pleine Révolution tranquille : le clergé perd son emprise sur une population autrefois dominée par les diktats reli-

gieux pendant que les mœurs évoluent à toute vitesse. Les Cyniques participent à ce mouvement de transformation », le sexe passant de tabou à un sujet de conversation normal et mieux accepté socialement dans l'espace public puisqu'ils peuvent, dès la fin des années 1960, sans censure et sans contestation judiciaire, se produire à Mont-réal devant des salles combles, le public étant toujours plus nombreux à déboursier pour assister à leur représentation. Les Cyniques ont rapidement compris que le sexe faisait rire malgré le discours rigide et moralisateur du clergé catholique québécois. Le quatuor a utilisé comme outil humoristique les contraintes familiales imposées par l'Église, notamment son opposition catégorique à la régulation des naissances par la contraception, alors que plusieurs femmes – tout comme plusieurs hommes – revendiquaient ce droit. En 1972, Serge Grenier imitant Camil Samson, fondateur et chef du Parti créditiste, parti reconnu pour son conserva-

tisme social et politique, s'exclame qu'« y a des femmes de chez nous qui se mettent des diaphragmes en plastique transparent, sous prétexte d'avoir des fenêtres panoramiques dans leur salle de jeu! ». Ce numéro est révélateur de l'univers humoristique des Cyniques puisque Grenier se moque à la fois du conservatisme traditionnel québécois qui refuse tout moyen de contraception, tout en parlant de la sexualité comme d'un jeu, quelque chose de banal et de normal, et non pas comme d'un acte du privé devant être occulté à tout prix.

Chez les Cyniques, sexualité et clergé font ironiquement bon ménage. Le quatuor se moque régulièrement des rumeurs entourant les débauches sexuelles des membres du clergé québécois. Ces numéros ont tous eu une réponse plus que favorable de la part du public puisque, comme l'indique Karelle Kennedy, « l'humour s'avère en fait un moyen de dénoncer les injustices de la société ». Le public québécois était désor-



Les Cyniques participent au film *IXE-13* de Jacques Godbout, en 1972.



André Grenier dans une séquence du film *IXE-13*. (Youtube.com).

mais prêt à se moquer de ses anciennes élites politiques et morales sur la base d'une référence commune voulant que le clergé prêche pour une conduite sexuelle stricte alors qu'il était lui-même incapable de pratiquer la chasteté. La chanson *Les frères du Sacré-Cœur* interprétée par Serge Grenier et Marcel Saint-Germain, en 1965, est emblématique de cet esprit contestataire et irrévérencieux chez les Cyniques : « On pratique la pauvreté, la pauvreté d'esprit ost... [...] Par souci d'économie, nous couchons deux dans le même lit [...] nous pratiquons l'amour de l'adolescence que Ti-Paul Gérin-Lajoie nous a confiée. Des jeunes filles en fleurs, leur enseignons la méfiance. Car rien ne vaut, de jolis garçons l'amitié [...] ». Dans cet unique numéro, trois différentes critiques envers le clergé catholique du Québec sont soulevées : la dite faiblesse d'esprit du clergé, l'homosexualité chez les prêtres et les rumeurs de pédophilie chez les membres officiels de l'Église catholique au Québec. Notons

que cette chanson à l'humour corrosif est présente dans le premier spectacle des Cyniques en 1965! Faisant toujours référence aux mœurs sexuelles débridées des religieux, les Cyniques mettent en scène, en 1968, M<sup>gr</sup> Pelletier junior, fils fictif de Georges-Léon Pelletier, évêque de Trois-Rivières de 1947 à 1975, alors que les membres du clergé ne peuvent pas techniquement avoir d'enfant s'ils respectent réellement la pratique de la chasteté. Ce dernier numéro reflète parfaitement la portée du cynisme et de l'humour des Cyniques puisque même un évêque, symbole de l'élite religieuse du Québec, pouvait être victime de ce groupe et de leurs gags grivois.

Encore plus remarquable, des gags sur l'homosexualité sont présents dans le quart des numéros de ce groupe aux lendemains de la Grande Noirceur et avant la décriminalisation de l'homosexualité par le gouvernement libéral de Pierre Elliott Trudeau, en 1969. Malgré le fait qu'il

était toujours mal vu, et condamné par certaines élites politiques et ecclésiastiques de la province, de parler publiquement de sexualité et encore davantage d'homosexualité, le public s'esclaffe lorsque Marc Laurendeau dit « qu'il existe en Afrique certaines tribus de cannibales, c'est-à-dire d'hommes qui mangent d'autres hommes, ce que nous, hommes civilisés, faisons assez rarement... à moins de travailler à Radio-Canada ». Les Cyniques ont également fait du clergé une cible de leurs gags portant sur l'homosexualité. Dans le numéro de *L'horaire du séminaire* de 1965, les Cyniques incluent une période réservée à la masturbation ainsi qu'une autre pour les relations homosexuelles entre novice et curé dans l'emploi du temps du *parfait séminariste*. Dans un contexte social où la sexualité et l'homosexualité sont des sujets rarement discutés dans l'espace public, les gags grivois des Cyniques entrent dans les foyers du Québec et jouent sur les tables tournantes des familles pouvant désormais se procurer ces nouveaux produits culturels.

Pour Lucie Joubert, « par leur insistance à aborder de front la question homosexuelle, les Cyniques l'ont finalement sortie du placard, pour ainsi dire », et ce, même si l'objectif premier était simplement de faire rire et non de provoquer un débat social ni même de mettre en lumière les revendications de certains groupes. En d'autres termes, en se moquant ouvertement et continuellement de l'homosexualité dans leurs spectacles, les Cyniques lui ont donné une certaine visibilité, ce qui était vigoureusement condamné sous l'époque duplessiste où régnait la censure ecclésiastique. Karelle Kennedy affirme que l'humour possède un pouvoir politique certain qui peut faire avancer et développer les débats sociaux. En d'autres termes, l'humour permet d'éclairer certains thèmes ou tabous collectifs relégués dans l'obscurité la plus noire. Rire d'un phénomène permet de débattre – ou au moins de parler – d'un sujet dans la sphère publique, ce que les Cyniques ont fait à propos de l'homosexualité tout au long de leur carrière. En parodiant les groupes de reven-

## LES CYNIQUES



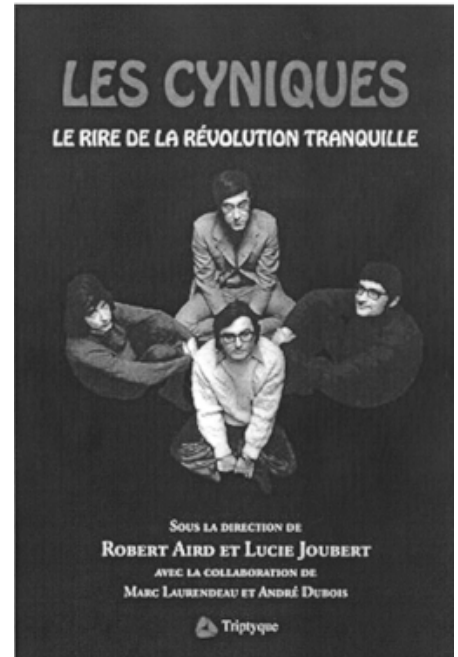
1867-1967

Pochette de l'album *Les Cyniques*, vol. 3, 1967.  
L'illustration est une parodie de la fameuse scène des Pères de la Confédération lors de la Conférence de Québec de 1866.

dication pour les droits des homosexuels, les Cyniques leur ont offert un espace privilégié et surtout une visibilité importante, participant ainsi à la dénonciation de l'ostracisation d'un groupe de la société québécoise, alors que très peu de gens avant eux ont osé en parler publiquement et encore moins en rire.

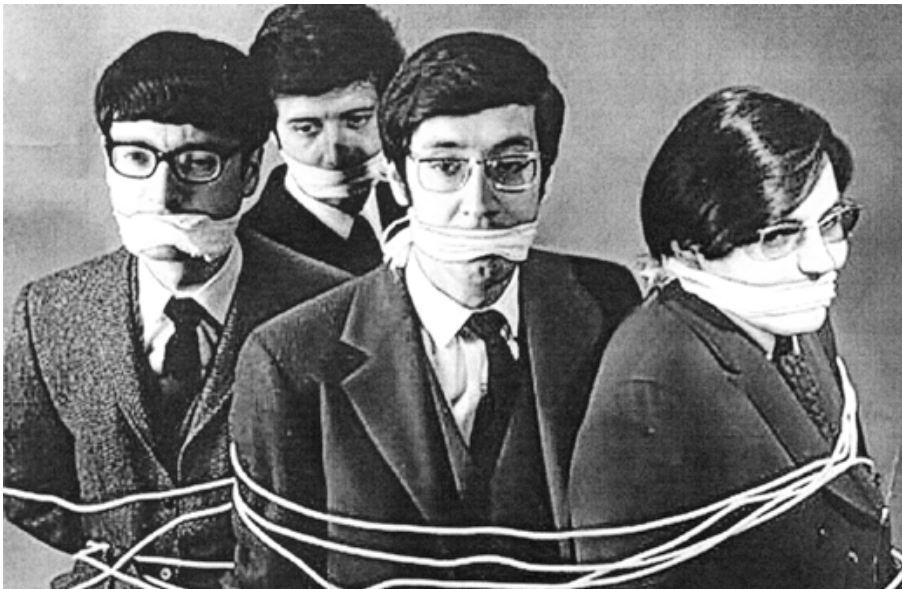
Le rire des Cyniques a permis de constater que les tabous entourant la sexualité et l'homosexualité étaient loin d'être partagés par tous dans le Québec des années 1960-1970. Avec leur univers humoristique où le sexe et l'homosexualité étaient om-

niprésents, ils ont montré que le Québec de cette période n'était pas aussi frigidé et conservateur qu'on aurait pu le croire. Certes, plusieurs élites intellectuelles, politiques et religieuses condamnaient farouchement l'entrée dans la sphère publique de comportements et de sujets autrefois défendus. Malgré les dénonciations, malgré le refus catégorique de certains, un bon nombre de Québécois refusaient ces diktats en se réunissant à la Comédie canadienne pour entendre les Cyniques parler « surtout d'la peau, d'la politique », pour reprendre les termes du premier numéro de leur tout premier spectacle, en 1965. Il faut également noter que les Cyniques entraient directement dans les maisons des familles de la province par la vente de leurs disques, par leurs émissions radiophoniques et par leurs apparitions télévisuelles. Les Cyniques n'étaient pas uniquement un phénomène de scène, mais bien un phénomène culturel présent sur toutes les plateformes de communication à leur portée. « L'humour étant le reflet des états d'esprit d'un peuple » (Kennedy, 2013), il est certain qu'en analysant l'univers des Cyniques, nous pouvons conclure que le Québec des années 1960-1970 était prêt à parler publiquement de sexualité, s'opposant aux discours traditionnels de



Robert Aird et Lucie Joubert (dir). *Les Cyniques. Le rire de la Révolution tranquille*. Montréal, Triptyque, 2013, 498 p.

ses anciennes élites religieuses. Leur humour et leur popularité démontrent également une dichotomie entre les discours d'une certaine élite sociale et les comportements réels d'une partie de la population québécoise désirant s'affranchir du moralisme social et politique traditionnel de l'Église catholique.



Les quatre Cyniques ligotés évoquant la crise d'Octobre ainsi que le désir de leurs opposants de les voir se taire et « disparaître » de l'espace public (<http://www.lapresse.ca/arts/spectacles-et-theatre/humour-et-varietes/201008/14/01-4306527-les-cyniques-la-dure-ecole-du-show-business.php>).

### Mathieu Laflamme est candidat à la maîtrise en histoire à l'Université d'Ottawa.

#### Pour en savoir plus :

Robert Aird. *Histoire de l'humour au Québec de 1945 à nos jours*. Montréal, VLB Éditeur, 2004, 164 p.

Robert Aird et Lucie Joubert (dir). *Les Cyniques : le rire de la Révolution tranquille*. Montréal, Triptyque, 2013, 498 p.

Karelle Kennedy. *L'appréciation de l'humour engagé et de l'humour absurde au Québec : une étude exploratoire comparative*. Thèse de maîtrise en communication, Université d'Ottawa, 2013.

Lucie Joubert. *Humour québécois*. Paris, Corhum, 2007, 174 p.

# HORMISDAS MAGNAN ET SES MONOGRAPHIES PAROISSIALES

par Vicky Lapointe

Le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation a été créé au Québec en 1888 par le gouvernement d'Honoré Mercier. Sa vocation change en 1897 avec la création distincte du département de l'Agriculture et du département de la Colonisation et des Mines. En 1901, ce dernier devient le département de la Colonisation et des Travaux publics puis, en 1905, le ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries. Ainsi, la Colonisation a un ministre titulaire au Québec jusqu'en 1973. Ce ministère a d'ailleurs publié de nombreuses monographies sur la colonisation. Nous nous intéressons ici à l'une d'elles, soit *Monographies paroissiales* d'Hormisdas Magnan, publiée en 1912 puis rééditée l'année suivante. Il s'agit d'un guide des paroisses de colonisation du Québec. Cet ouvrage nous permet d'en savoir plus sur l'histoire de la colonisation au Québec dans les années précédant la Grande Guerre.

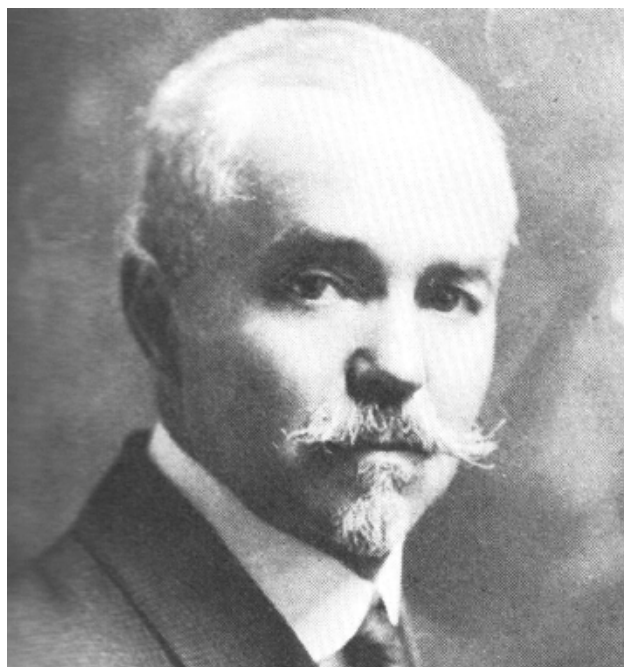
## LES PUBLICATIONS DU MINISTÈRE DE LA COLONISATION

Le département de la Colonisation publie dès 1896 des monographies vantant la colonisation. Rédigées par Arthur Buies, Eugène Rouillard et Alfred Pellan, ces publications mettent en valeur les régions du Québec, que ce soit le Lac-Saint-Jean, l'Outaouais ou la Matapédia. Le ministère publie aussi des guides à l'intention des colons, par exemple *La colonisation dans la province de Québec. Esquisse des régions à coloniser. Tarifs de faveur pour le transport des colons et de leurs effets, en vigueur pour 1910-11* d'Alfred Pellan.

Hormisdas Magnan publie *Monographies paroissiales* peu avant le déclenchement de la Grande Guerre alors que Charles Ramsay Devlin est ministre de la Colonisation dans le cabinet de Lomer Gouin. À propos du ministre Devlin, Alexander Reford écrit dans le *Dictionnaire biographique du Canada* : « En tant que ministre, il veilla surtout à encourager le peuplement de parties inhabitées de la province de Québec et à construire des routes et des chemins de fer pour desservir les nouvelles localités ». *Monographies paroissiales* reflète cela.

## HORMISDAS MAGNAN

*L'Action catholique*, dans un article publié le 10 juillet 1935, jour du décès d'Hormisdas Magnan, retrace son parcours. Magnan est né en 1861 à Sainte-Ursule, en Mauricie. Après des études classiques au collège de Nicolet, il entre chez les Jésuites où il restera de 1884 à 1895. Il gravite ensuite pendant quelques années dans le milieu du journalisme, travaillant pour *Le Soleil*, *Le Progrès du Saguenay* et *L'Action catholique*. Il est engagé en 1911 au ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries où il est nommé responsable de la publicité. Hormisdas Magnan est l'auteur de nom-



Hormisdas Magnan (1861-1935). Louis-Alexandre Bélisle. *Références biographiques*, 1978, vol. 4, p. 62-63.

breux ouvrages, dont *Notes historiques sur la banlieue de Québec* (1915), *Histoires de Saint-Nicolas et de la famille Pâquet* (1918), *Dictionnaire historique et géographique des paroisses, missions et municipalités de la province de Québec* (1925) et *La vie et les œuvres de Charles Huot, artiste-peintre* (1932) ainsi que de plusieurs brochures sur la colonisation. Il a aussi collaboré au *Bulletin des recherches historiques* et à la revue *Le terroir*. Il a été directeur du *Bulletin de géographie de Québec* et membre de la Société historique de Montréal. *Monographies paroissiales* est son premier livre.

## PREMIÈRE ÉDITION DE MONOGRAPHIES PAROISSIALES

Grâce à une publication comme *Monographies paroissiales*, le ministère de la Colo-

nisation veut inciter les gens à s'installer dans les régions de colonisation plutôt que dans les centres urbains ou à l'extérieur de la province. Cette publication de 149 pages vise à informer les agents de colonisation, les colons et les étrangers quant aux terres disponibles, aux ressources à exploiter et aux industries à établir dans ces régions de colonisation.

Magnan précise dans la préface les sources utilisées : questionnaires envoyés aux curés, recensement de 1911 et publications gouvernementales. L'ouvrage se poursuit par une section nommée « Renseignements divers » où il présente de façon succincte des informations sur l'agriculture, l'industrie laitière, les travaux de colonisation, les industries ainsi que des statistiques concernant la population du Québec. Ensuite vient le cœur du sujet, les paroisses, auxquelles une centaine de pages sont consacrées. Cent soixante-treize missions et paroisses réparties dans 30 comtés sont brièvement présentées dans la première édition de *Monographies paroissiales*. Les comtés de Labelle, Lac-Saint-Jean, Matane et Témiscamingue sont particulièrement présents avec respectivement 21, 16, 16 et 15 paroisses. Quelles informations le livre *Monographies paroissiales* transmet-il à propos des paroisses de colonisation? Chacune a droit à un exposé qui suit sensiblement le même modèle. D'abord, la paroisse est située géographiquement. Magnan indique s'il y a à proximité un bureau de poste, une gare, un chemin de fer, un lac, etc. Ensuite, il signale l'année de fondation de la localité ainsi que le nom de son curé. Habituellement, il s'agit de paroisses catholiques. S'il y a des protestants, leur nombre est indiqué. Notons que peu de paroisses ayant des citoyens protestants sont incluses dans ce recueil. S'agit-il d'une paroisse populeuse? Y a-t-il eu augmentation de la population au cours des dernières années? Grâce au recensement de 1911, l'auteur répond à ces questions.

Chaque texte contient aussi le nombre de lots disponibles et leur localisation ainsi que la valeur des terres et des biens-fonds. La fertilité des terres est sommairement

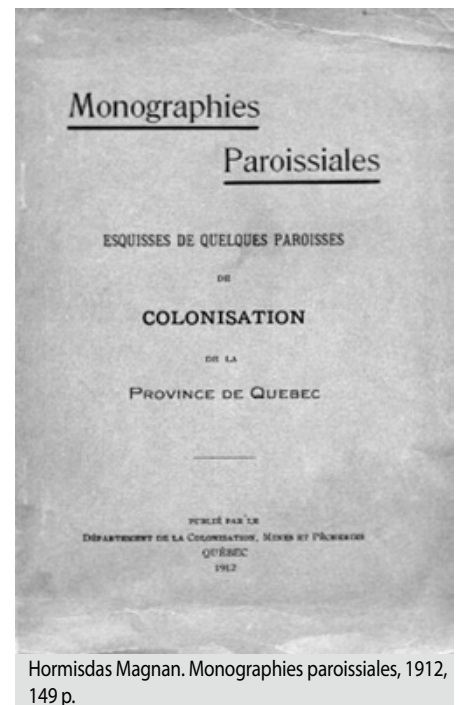
commentée. On sent aussi la méfiance de Magnan envers la forêt qui risque d'accaparer les colons au détriment de la terre arable. Dans une rare remarque personnelle, il écrit, pour la paroisse de Saint-Lucien, comté de Drummond : « Quand les cultivateurs auront compris que la culture paie bien plus sûrement et plus que le travail dans les chantiers, la paroisse sera sûrement dans la voie de la prospérité qui demeure ». La présentation se poursuit avec un aperçu des industries, des institutions d'enseignement, des professionnels de la paroisse (notaire, médecin, etc.) et de la présence de forces hydrauliques. Les difficultés que peuvent rencontrer les colons comme l'infertilité des terres, le manque de chemins adéquats ou le climat ingrat sont rarement évoquées. Pour terminer, Magnan indique ce que la municipalité recherche. La plupart du temps, les paroisses ont besoin de colons agriculteurs (parfois, on précise « courageux ») et de professionnels (ex. : médecin). Plusieurs paroisses profitent de l'occasion pour exprimer le souhait que des industries viennent s'implanter sur leur territoire. Le livre se conclut avec d'autres renseignements comme le nombre de paroisses catholiques dans la province, une liste des agences des terres de la couronne, une table alphabétique des paroisses et des bureaux de poste ainsi qu'une liste des agents des terres de la couronne. Il y a peu d'images dans la première édition de *Monographies paroissiales*. Neuf photographies représentant entre autres des écoliers, un chemin de colonisation, un pont couvert, etc., et une peinture agrémentent l'ouvrage.

### LA RÉÉDITION EN 1913

Une seconde édition est publiée en 1913 sous le titre de *Monographies paroissiales. Esquisses des paroisses de colonisation de la province de Québec*. Ce livre est doté d'une nouvelle préface, toujours signée par Hormisdas Magnan. Cette fois-ci, Magnan insiste beaucoup sur l'expansion de la « race canadienne-française » qui doit se faire par la paroisse, sous l'œil vigilant

de l'Église catholique.

Cette réédition veut aussi mettre en lumière l'action positive du ministère quant à la colonisation. Magnan précise d'ailleurs que le ministère de la Colonisation consacre la majorité de ses subventions aux paroisses. Plus de 50 paroisses et missions ont été fondées depuis l'élection du premier ministre Lomer Gouin en 1905. Cette fois-ci, ce sont 274 paroisses et missions, réparties dans 43 comtés, qui sont présentées. Les Cantons-de-l'Est, presque neuf paroisses de la région étaient présentées – sont pleinement mis en valeur avec une quarantaine de paroisses. On y fait aussi la promotion de futures paroisses situées dans le comté de Témiscamingue. Les publics visés cette fois-ci sont les Canadiens, les « compatriotes exilés aux États-



Hormisdas Magnan. *Monographies paroissiales*, 1912, 149 p.

Unis » et les étrangers. Dans la nouvelle préface, Magnan publie des statistiques sur l'expansion de la « race canadienne-française » au Canada. Il écrit d'ailleurs : « La province de Québec a besoin de tous ses enfants pour remplir les vastes cadres qu'elle comprend. [...] Notre générosité à l'égard des autres provinces ne doit pas aller jusqu'à la prodigalité. Il ne faut pas que notre province s'affaiblisse par une

émigration irréfléchie. [...] Et le meilleur moyen de nous maintenir nombreux et unis dans notre province, c'est d'assurer la prépondérance de notre population rurale, et nous y arriverons en facilitant le défrichement du sol, la base essentielle de l'œuvre de la paroisse canadienne ». Ensuite, Magnan consacre quelques pages à faire l'éloge de la paroisse canadienne. Il revient sur les ancêtres qui ont apporté la foi catholique et la langue française, sur la survivance de la « race » due à sa fidélité au catholicisme et aux traditions françaises et sur le rôle du clergé canadien dans l'établissement des paroisses. La paroisse participe à la perpétuation de l'identité française et catholique. Magnan insère ensuite des témoignages de diverses personnalités, dont Henri Bourassa. Il souligne qu'il faut former surtout des cultivateurs et non des hommes de profession. Il démontre, statistiques à l'appui, qu'il y a eu augmentation de la population dans les paroisses québécoises entre 1906 et 1911. Les sources d'informations demeurent à peu près les mêmes que pour la première édition : questionnaires envoyés aux curés qui ont aussi fourni cette fois-ci plusieurs photographies, recensement canadien de 1911 et publications gouvernementales du ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, dont le *Guide du colon* d'Alfred Pellan, publié en 1909. Les monographies de paroisses sont sensiblement les mêmes que pour la première édition, mais certaines informations ont été ajoutées, par exemple le diocèse d'appartenance et la liste des curés. Magnan encourage les localités qui empêchent la vente d'alcool, qualifiée de « peste ». Il écrit d'ailleurs, dans la présentation de Chicoutimi : « Les villes et les villages qui comprennent leurs véritables intérêts se débarrassent aujourd'hui, sans pitié, de cette plaie sociale ». Les paroisses demandent presque toutes des colons agriculteurs, mais l'établissement d'industries, la présence d'élevages d'animaux de boucherie ainsi que la venue de médecins, de notaires et d'autres professionnels sont aussi souhaités. En appendice, on retrouve divers rensei-



Charles Ramsay Devlin (1858-1914), avocat, homme politique. Élu député de Nicolet à l'Assemblée législative du Québec, il occupera la fonction de ministre des Mines, de la Colonisation et des Pêcheries dans le cabinet Gouin de 1907 à 1914. (Louis-Alexandre Bélisle. *Références biographiques*, 1978, vol. 2, p. 89 et 91).

gnements comme les sommes dépensées pour les travaux de colonisation, la liste des publications du ministère de la Colonisation depuis 1896 ainsi que celle des brochures en préparation. Pour terminer, il y a la liste des cantons arpentés, des statistiques sur la population catholique au Canada, une courte présentation de l'agriculture au Québec et la liste des agents des terres de la couronne. Cette seconde édition se distingue surtout en ce qui concerne les photographies. D'abord, la quantité : une centaine de photographies ont été incluses, dix fois plus que pour la première édition. Cette deuxième mouture de *Monographies paroissiales* s'attarde à montrer des vues des villages, des écoles, des églises, des cours d'eau et quelquefois des industries. L'église paroissiale apparaît sur la majorité des photographies. Notez que les photos ont été fournies par les curés des paroisses concernées. Les paroissiens sont généralement absents des photos à l'exception des écoliers de Saint-Euphémie, photographiés en présence de l'inspecteur ou du curé, ainsi que des colons qui ont participé à l'ouverture d'un chemin

de colonisation dans le comté de Témiscamingue en Abitibi. Ces photos montrent que l'occupation du territoire est déjà bien entamée; le colon n'arrivera pas dans une localité où tout est à bâtir; le colon pourra pratiquer sa foi et éduquer ses enfants et les hommes d'affaires trouveront un terrain fertile pour le développement économique. Cette édition de *Monographies paroissiales* permet aussi de faire revivre des localités depuis disparues, rebaptisées ou fusionnées depuis comme Sainte-Rufine, Saint-Agricole, Lac-des-Commissaires et Matalik.

### D'AUTRES PUBLICATIONS SUR LA COLONISATION

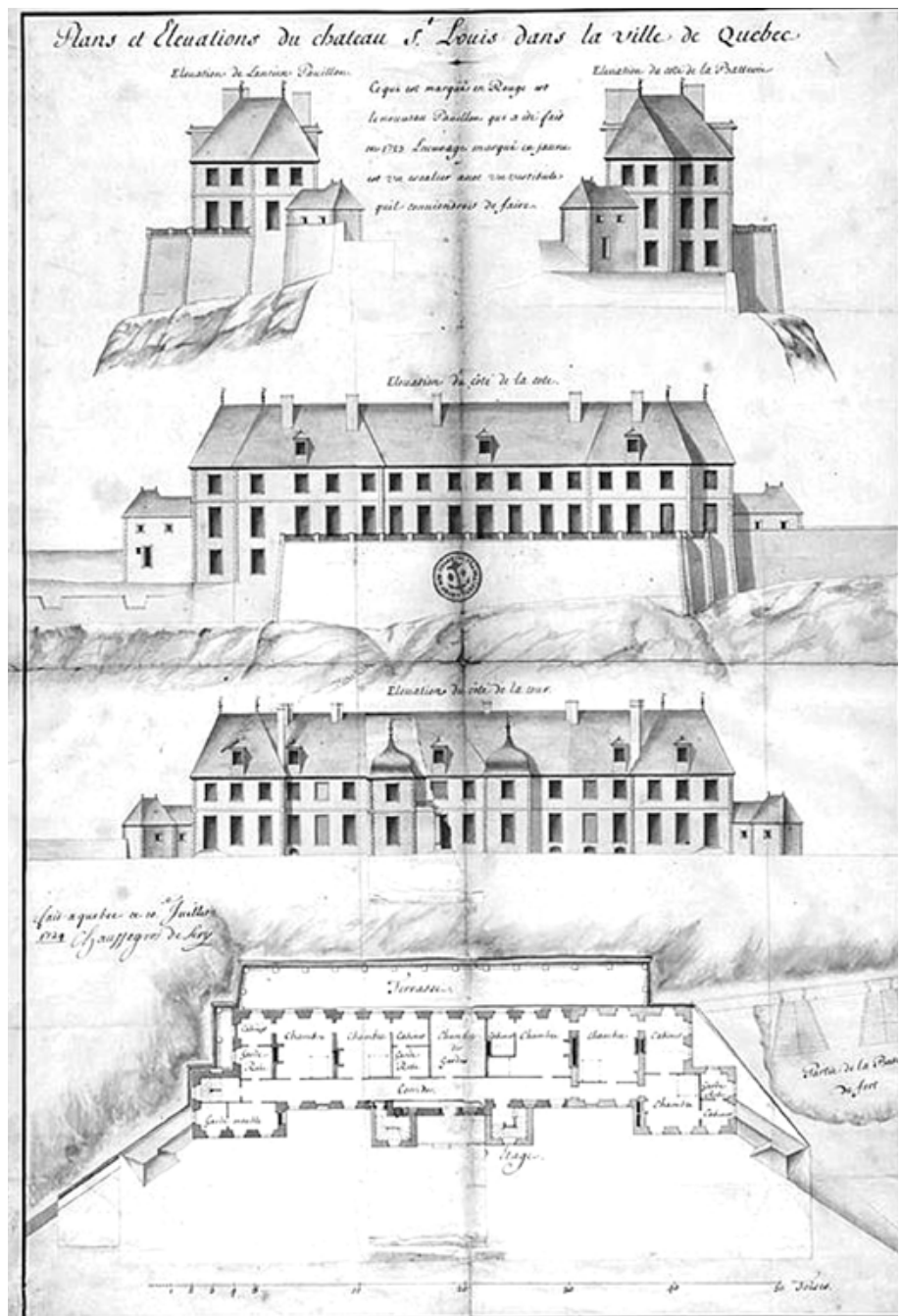
Les autres publications d'Hormisdas Magnan pour le ministère de la Colonisation ne verront le jour qu'après la Grande Guerre. Entre-temps, le ministre de la Colonisation, Charles Ramsay Devlin, décède le 1<sup>er</sup> mars 1914; Honoré Mercier fils lui succède. C'est en 1920 que Magnan, toujours pour le ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, signe une série de brochures sur les régions de colonisation. Ces brochures traitent de Gaspé et de Bonaventure, de la vallée de la Matapédia, du Témiscamingue, de la région de Labelle, de la vallée de la Gatineau, du sud-est du Québec et des Cantons-de-l'Est. En 1925, il publie le *Dictionnaire historique et géographique des paroisses, missions et municipalités de la province de Québec* qu'il qualifie « d'histoire abrégée, mais complète, de la colonisation dans la province de Québec ». Son dernier ouvrage en lien avec la colonisation est le *Guide du colon de la province de Québec*, publié en 1932 alors que les lots disponibles se font de plus en plus rares. Ces lots se trouvent alors en Abitibi-Témiscamingue et dans l'Est du Québec. Hormisdas Magnan conclut ainsi sa contribution à l'histoire de la colonisation au Québec.

**Vicky Lapointe est détentrice d'une maîtrise en histoire de l'Université de Sherbrooke.**

# À LA TABLE DE L'ÉLITE DE LA NOUVELLE-FRANCE

par Louise Lainesse

**P**ratique individuelle mais aussi collective, l'alimentation, au-delà de sa fonction nutritive, possède une fonction sociale essentielle et est porteuse de symboles et de sens (Fischler, 1993). Bien sûr, l'alimentation de l'élite de la Nouvelle-France laurentienne ne fait pas exception à cette règle. Groupe social trônant au sommet de la hiérarchie de la Nouvelle-France, l'élite était composée de gens au service du roi par la plume ou par l'épée ainsi que de grands marchands et négociants. Les membres de l'élite n'étaient pas forcément nobles, mais « se reconnaiss[ai]ent plutôt] à leur attitude, à leur prestige, à leurs privilèges, à leur niveau de vie et à leur conversation » (Lachance, 2004). Ce sont les mariages entre membres de l'élite qui assuraient la cohésion au sein de ce groupe dont les membres avaient des statuts sociaux distincts (Gadoury, 1991). En fait, c'est véritablement grâce à « ses normes culturelles, ses goûts, ses manières et ses comportements caractéristiques » que l'élite se reconnaissait (Ferland, 2005). Le château Saint-Louis et le palais de l'intendant à Québec étaient le centre névralgique autour duquel évoluait l'élite de la Nouvelle-France. En effet, plusieurs réceptions où l'on faisait bombance et bonne chère s'y tenaient, auxquelles étaient conviés les gens de qualité. Étudier l'alimentation de l'élite, en dégager les symboles, permet sans aucun doute de mieux la comprendre. Nous nous pencherons sur



Plans et élévations du château Saint-Louis en 1724 par Gaspard-Joseph Chaussegros de Léry. ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Château\\_Saint-Louis#/media/File:Plans\\_et\\_elevations\\_du\\_chateau\\_Saint-Louis\\_par\\_Chaussegros\\_de\\_Lery.jpg](https://fr.wikipedia.org/wiki/Château_Saint-Louis#/media/File:Plans_et_elevations_du_chateau_Saint-Louis_par_Chaussegros_de_Lery.jpg)).



« Un souper chez un grand seigneur canadien au XVIII<sup>e</sup> siècle », tirée de Henri Julien, *Album*, Montréal, Librairie Beauchemin limitée, 1916, p. 156. (Bibliothèque et Archives nationales du Québec).

la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle caractérisée par une richesse et une population suffisantes pour que se développe une cuisine raffinée (Fournier, 2004). C'est également à ce moment que la Nouvelle-France atteint son paroxysme de maturité avant la Conquête de 1760.

### LA TABLE DE L'ÉLITE LAURENTIENNE

Certains aliments étaient consommés par l'élite tout autant que par le peuple. Ainsi en était-il du pain de blé, des viandes et des légumes tirés du potager. Bien sûr, le calendrier liturgique, avec ses restrictions alimentaires (les jours maigres), a influencé l'alimentation de la population, en forçant cette dernière à manger beaucoup de laitages, d'œufs et de poissons. Heureusement, la vallée du Saint-Laurent, riche en ressources poissonneuses, pouvait subvenir aux besoins alimentaires. L'ensemble de la population, élite comprise, a emprunté aux Autochtones cer-

tains aliments dont la citrouille, la courge et les fèves de haricot qui, peu répandus en France, étaient cultivés couramment par certaines nations amérindiennes établies dans la vallée du Saint-Laurent. Des méthodes de conservation héritées des Autochtones, comme le fumage des viandes et des poissons, ont également été intégrées chez la population coloniale, tout en conservant tout de même le salage si répandu en France. D'autres pratiques alimentaires témoignent, à l'opposé, d'une distanciation par rapport au modèle amérindien. En effet, si au XVII<sup>e</sup> siècle, le maïs, LA céréale des Amériques, était courant dans l'alimentation coloniale et notamment chez l'élite, au XVIII<sup>e</sup> siècle, sa consommation est marginalisée au profit du blé qui n'était pourtant pas une céréale aussi adaptée au climat de la colonie (Wien, 1990). Ainsi, il semble qu'au moment où le développement de la colonie permettait de dépasser l'agriculture de subsistance, on a tendu à se rapprocher du modèle français, notam-

ment par la consommation massive de blé à travers le pain de blé froment. L'élite a poussé plus loin encore ce rapprochement du modèle français en abandonnant progressivement la consommation de viandes de gibier, davantage considérées comme étant des solutions de



Iroquoises au travail pilant des grains et des fruits secs (gravure de 1664). (François DuCreux. *Historiae Canadensis*).

# LE CUISINIER ROYAL ET BOURGEOIS;

QUI APPREND A ORDONNER TOUTE  
forte de Repas en gras & en maigre, &  
la meilleure maniere des Ragoûts les plus  
delicats & les plus à la mode.

Ouvrage tres-utile dans les Familles, &  
singulierement necessaire à tous Maîtres  
d'Hôtels, & Ecuïers de Cuisine.

Nouvelle Edition, revûe, corrigée & beaucoup  
augmentée, avec des Figures.



A PARIS,

Chez CLAUDE PRUDHOMME, au Palais, au sixième  
Pilier de la Grand' Sale, vis-à-vis la Montée de la  
Cour des Aides, à la Bonne-Foi couronnée.

M. DCCV.

AVEC PRIVILEGE DU ROY.

François Massiolot (1660-1733). *Le Cuisinier royal et bourgeois, qui apprend à ordonner toute forte de Repas en gras & en maigre, & la meilleure maniere des Ragoûts les plus delicats & les plus à la mode. Ouvrage tres-utile dans les Familles, & singulierement necessaire à tous Maîtres d'Hôtels, & Ecuïers de Cuisine*, Paris, Claude Prudhomme, 1705.

rechange au manque de viandes d'élevage comme le bœuf, le porc, l'agneau et le poulet (Desloges, 2009).

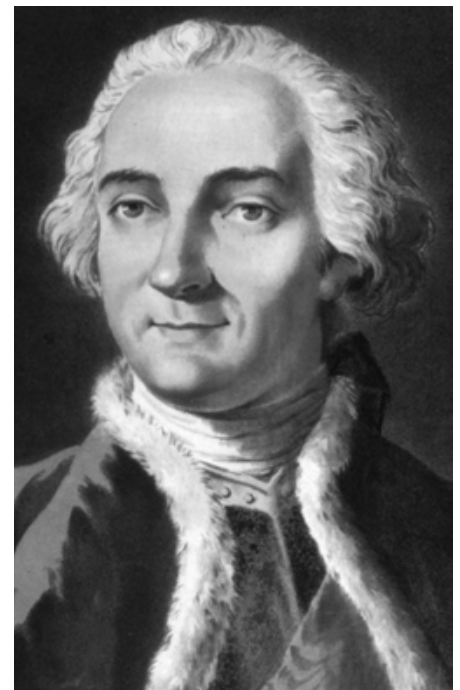
Le pain de blé, le sel et le vin étaient « des éléments indispensables dans l'alimentation française « normalisée » de l'époque » (Desloges, 2009). Même si ces aliments étaient consommés par l'ensemble de la population coloniale, des différences notables existaient entre gens du peuple et élite. En effet, compte tenu de ses ressources financières, l'élite pouvait toujours se permettre d'avoir du pain de qualité, même quand le prix montait, et ne se privait jamais de sel, contrairement aux moins nantis. Quant au vin, il faisait partie intégrante des repas des gens de qualité, alors qu'il n'était servi que lors de fêtes d'impor-

tance chez le peuple. Le « seuil minimal du « bon goût » » était le vin de Bordeaux, qui était le vin de tous les jours pour l'élite, mais le vin de célébration chez les autres (Ferland, 2010). En fait, l'élite n'appréciait vraiment que le vin et les vins de liqueur, boissons à forte teneur en alcool et très sucrées, laissant au peuple le cidre et la bière. Pour l'élite, « plus une boisson [était] rare, plus elle [était] chère et peu accessible aux moins nantis, plus elle dev[enait] recherchée » (Ferland, 2005).

Quant à la culture fruitière, loin d'être généralisée, elle se concentrait surtout chez les représentants du roi, certains bourgeois et les communautés religieuses qui produisaient des melons, des cerises, des poires, des pommes et des prunes dans la région de Québec (Fournier, 2004). Peu d'habitants cultivaient leurs propres fruits; ils se contentaient plutôt de fruits sauvages, lesquels étaient aussi consommés par l'élite. Une différence notable de la table de l'élite laurentienne réside dans la structure de ses repas. En effet, à l'occasion de réjouissances ou lorsqu'on avait des invités, il était coutume, chez les bien nantis, d'employer la méthode du service à la française (Lafrance et Desloges, 1989). Cela consistait à proposer une variété de mets aux invités en disposant sur la table divers plats à chacun des services, laissant ainsi aux convives le soin de se servir eux-mêmes selon leurs goûts et leur faim. Une table de marque était généralement constituée de quatre services : le potage, les viandes variées avec leurs accompagnements, les entremets comme le laitage aux amandes et, pour terminer, le dessert. Même les privations en temps de guerre n'étaient pas suffisantes pour empêcher l'élite de faire preuve de ce luxe de la diversité des plats, Louis-Joseph de Montcalm recevant, en plein cœur de la guerre de la Conquête, dix personnes avec un potage, quatre grosses entrées, une épaule de veau, une pièce d'entremets froid, sa seule concession étant de servir le tout ensemble, en un seul service, à la demande du gouverneur Vaudreuil! (Desloges, 2009)

## LE SYMBOLISME INHÉRENT À CETTE ALIMENTATION

La table de l'élite de la Nouvelle-France du XVIII<sup>e</sup> siècle renferme des symboles nous renseignant sur la société de l'époque. Claude Fischler (1993) le souligne d'ailleurs : « les aliments sont porteurs de sens, et ce sens leur permet d'exercer des effets symboliques et réels, individuels et sociaux ». La marginalisation de la consommation du maïs au XVIII<sup>e</sup> siècle peut s'expliquer non seulement par un désir de rapprochement du modèle culturel français, mais aussi par les théories de la nutrition de l'époque influencées par la physiologie humorale. Selon ces théories, le maïs était plus difficile à digérer que le blé froment et c'est pourquoi on considérait qu'il ne convenait « qu'aux personnes d'un tem-



Louis-Joseph, marquis de Montcalm, par Antoine François Sergent-Marceau. (Wikimédia Commons).

pérament fort robuste » (Desloges, 2009). Cette physiologie humorale explique aussi pourquoi les dames buvaient de l'eau et rarement du vin pour éviter qu'elles ne s'échauffent les sangs, ce qui aurait causé un déséquilibre dans leurs humeurs, le sang et la chaleur étant associés aux

hommes (Ferland, 2010; Douville et Casanova, 1982). Un changement s'est aussi produit dans les normes culinaires du XVIII<sup>e</sup> siècle chez l'élite. En effet, il y a eu « une transposition [dans la colonie] du régime alimentaire usuel de la métropole » (Desloges, 2009). Cette transposition n'est pas étonnante, puisque les gens de qualité tels que le gouverneur, l'intendant et l'évêque bénéficiaient du travail de cuisiniers français. Cette importation du talent et du raffinement culinaire français allait de pair avec celle des plus récents livres de cuisine à la mode, dont *Le cuisinier royal et bourgeois*, écrit par François Massialot, et *La cuisinière bourgeoise* de Menon (Lachance, 2004). Au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'élite transposait donc l'art culinaire français en sol colonial, le-

quel s'exprimait non seulement par une sélection d'aliments et d'épices, mais aussi par un code de bienséance et de civilité selon lequel on se devait de manger à l'aide d'une fourchette et de mettre à la disposition des invités des serviettes de table pour s'essuyer les mains.

L'alimentation de l'élite coloniale au XVIII<sup>e</sup> siècle était également largement tributaire des réseaux de commerce locaux et internationaux. L'élite s'approvisionnait au marché de la ville et chez les bouchers, mais également chez les boutiques de détaillants qui leur procuraient les denrées importées. En consommant des produits importés à la fois de la France et des Antilles, l'élite coloniale contribuait à la prospérité du commerce triangulaire tout en affichant sa distinction sociale, puisque le coût n'était pas à la portée de tous. Ces denrées étaient recherchées par l'élite pour leur rareté et leur coût faroucheux qui permettaient d'afficher une

# LA CUISINIÈRE BOURGEOISE, SUIVIE DE L'OFFICE,

A l'usage de tous ceux qui se mêlent  
de dépenses de Maisons.

Contenant la manière de disséquer, con-  
noître & servir toutes sortes de Viandes.

NOUVELLE ÉDITION,

Augmentée de plusieurs Ragoûts des plus nouveaux  
& de différentes Recettes pour des Liqueurs.



A BRUXELLES.

Chez FRANÇOIS FOPPENS, Imprimeur  
Libraire.

M. DCC. LVI.

Menon. *La Cuisinière bourgeoise*, Paris, Guillyn, 1746, 1 vol. in-12.

aisance financière. Elles obtenaient « l'appréciation d'une certaine clientèle à l'aise qui recherch[ait] le raffinement dans l'élaboration des mets » (Desloges, 2009). Ce raffinement pouvait également s'exprimer par la consommation de certains produits du pays qui étaient luxueux du fait de leur provenance lointaine, comme les pêches du Niagara, les pacanes de l'Illinois, les huîtres fraîches de l'Acadie ou le riz sauvage, aussi nommé « folle avoine ». Ainsi, rien de tel à l'époque pour impressionner les invités et faire bonne chère que de disposer sur la table des aliments rares et peu accessibles.

L'alimentation de l'élite agissait également comme un étendard de sa distinction sociale. D'abord, les repas de l'élite étaient l'occasion de sociabiliser entre gens de la haute société lorsqu'ils réunissaient plusieurs convives. De plus, ces repas permettaient, notamment au gouver-

neur et à l'intendant qui étaient au sommet de la hiérarchie sociale, « de faire montre d'apparat pour assurer le prestige de leur poste ainsi que pour faire sentir le pouvoir dont ils étaient dépositaires » (Fournier, 2004). Ce prestige était démontré de diverses façons, notamment par l'usage exclusif chez l'élite d'argenterie ou de vaisselle faite de porcelaine, plutôt que de couverts d'étain ou de poterie comme le menu peuple employait. Bien sûr, la disposition sur la table, selon la méthode du service à la française, de multiples plats variés composés d'ingrédients luxueux et coûteux illustrait aussi la richesse de l'hôte (Lachance, 2004). Même la consommation de boissons alcooliques était l'occasion de se distinguer socialement, notamment en buvant frais, c'est-à-dire en ajoutant de la glace pour rafraîchir sa boisson. En effet, l'élite tentait de perpétuer en Nouvelle-France les mœurs françaises quant au boire et d'ainsi

démontrer son appartenance à la « civilité française » (Ferland, 2005). De plus, en choisissant de consommer des boissons alcooliques de même que des denrées importées qui étaient hors de prix, l'élite créait volontairement une distance entre elle-même et le peuple et voulait démontrer sa supériorité tant économique que sociale. Le partage, par les membres de l'élite, des mêmes mets et des mêmes boissons alcooliques agissait en quelque sorte comme un « ciment social » (Ferland, 2004) et le refus de boire de la bière ou du cidre de même que la consommation de vin, habitude provenant de la France, permettait de marquer son appartenance à la culture française, à l'élite et au monde dit civilisé. Le potager était lui aussi l'occasion de mettre en lumière son prestige à l'instar du roi de France. C'est ainsi qu'au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, les jardins du gouverneur, dont l'utilité première était la production de légumes destinés à la consommation

alimentaire, se sont transformés en symboles d'apparat, devenant autant décoratifs que productifs, « car ils avaient aussi pour fonction de refléter le prestige du roi » (Fournier, 2004) dont le gouverneur était le représentant.

Finalement, l'élite, ce groupe au sommet de la hiérarchie de la société coloniale laurentienne, avait, au XVIII<sup>e</sup> siècle, une table qui se caractérisait par sa diversité de mets servis à la française ainsi que par le raffinement et le luxe de ses ingrédients. Consommant beaucoup d'aliments importés, mais également des produits issus de la culture, de l'élevage et des ressources naturelles de la colonie, l'élite tentait de perpétuer dans la vallée du Saint-Laurent un art culinaire gastronomique hérité de la France. L'alimentation de l'élite était également influencée par les théories humorales qui avaient cours à cette époque de même que par l'étendue des réseaux commerciaux internationaux. En somme, l'élite désirait maintenir

le lien culturel français... jusqu'à dans son assiette!

**Louise Lainesse est diplômée en sciences historiques et études patrimoniales et candidate à la maîtrise à l'Université Laval.**

**Pour en savoir plus :**

Yvon Desloges. *À table en Nouvelle-France. Alimentation populaire, gastronomie et traditions alimentaires dans la vallée laurentienne avant l'avènement des restaurants.* Québec, Les éditions du Septentrion, 2009, 231 p.

Raymond Douville et Jacques-Donat Casanova. *La vie quotidienne en Nouvelle-France. Le Canada, de Champlain à Montcalm.* 2<sup>e</sup> édition, Montréal, Librairie Hachette, 1982 (1964), 272 p.

Catherine Ferland. « Le nectar et l'ambrosie. La consommation des boissons alcooliques chez l'élite de la Nouvelle-France au XVIII<sup>e</sup> siècle ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 58, 4 (printemps 2005), p. 475-505.

Catherine Ferland. *Bacchus en Canada. Boissons, buveurs et ivresses en Nouvelle-*

*France, XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles.* Québec, Les éditions du Septentrion, 2010, 413 p.

Claude Fischler. *L'omnivore. Le goût, la cuisine et le corps.* 2<sup>e</sup> édition, Paris, Éditions Odile Jacob, 1993 (1990), 414 p.

Martin Fournier. *Jardins et potagers en Nouvelle-France. Joie de vivre et patrimoine culinaire.* Sillery, Les éditions du Septentrion, 2004, 242 p.

Lorraine Gadoury. *La noblesse de Nouvelle-France. Familles et alliances.* La Salle, Éditions Hurtubise HMH ltée, 1991, 208 p. Coll. « Les cahiers du Québec - Collection histoire », n°102.

André Lachance. *Vivre à la ville en Nouvelle-France.* Outremont, Libre Expression, 2004, 306 p.

Marc Lafrance et Yvon Desloges. *Goûter à l'histoire. Les origines de la gastronomie québécoise.* Montréal, Éditions de la Chenelière, 1989, 160 p.

Thomas Wien. « "Les travaux pressants". Calendrier agricole, assolement et productivité au Canada au XVIII<sup>e</sup> siècle ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 43, 4 (1990), p. 535-558.



Collections de Place-Royale, Québec. « La table à la française entre 1720 et 1760 ». Réseau Archéo-Québec. Photo : Jacques Beardsell.

# UN LIEU EMBLÉMATIQUE AU CŒUR DU VIEUX-MONTRÉAL

## LA CHAPELLE NOTRE-DAME-DE-BON-SECOURS

par Simon Desrochers

**P**ourquoi faire un retour sur l'histoire de la chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours? Des fouilles archéologiques récentes pourraient fournir de nouvelles informations sur ce site historique et patrimonial montréalais. Un nouveau regard sur ce lieu si riche d'histoire semblait s'imposer.

### LA FONDATION

Marguerite Bourgeoys naît à Troyes, en 1620 (Simpson, p. 14). Il semblerait que dans ses jeunes années, elle ne se dispose pas particulièrement à la vie religieuse. Pourtant, en 1640, lors d'une procession en l'honneur de la Vierge Marie, elle décide de son avenir : elle va vouer sa vie à suivre son exemple. Les premières années ne sont pas faciles : Marguerite Bourgeoys est refusée dans les couvents de religieuses. Elle se fait donc enseignante pour une congrégation, sans toutefois en faire partie, jusqu'en 1653, date à laquelle, à la demande de Paul Chomedey de Maisonneuve, elle s'embarque pour la Nouvelle-France et plus particulièrement pour Ville-Marie afin de devenir la première enseignante de la jeune colonie fondée en 1642 (Simpson, p. 28-29).

À Ville-Marie, en 1653, il n'y a pas assez d'enfants pour mettre sur pied une école. Marguerite Bourgeoys se voit donc contrainte d'attendre. Elle élabore alors un autre projet qui laissera une marque importante dans l'histoire de Montréal jusqu'à nos jours : la fondation d'une chapelle de pèlerinage. En effet, Marguerite Bourgeoys a décidé de consacrer sa vie à



Pierre Le Ber. Portrait de Marguerite Bourgeoys, huile sur toile. (Musée Marguerite-Bourgeoys).

la Vierge Marie et elle se retrouve désormais dans une jeune colonie érigée elle aussi à la gloire de cette femme : Ville-Marie. Or, Marguerite réalise qu'aucun lieu de pèlerinage dédié à la Vierge n'est en place dans la colonie. Dans les faits, il existe un lieu de pèlerinage au pied du mont Royal, mais il est long et périlleux de s'y aventurer, alors peu de colons le fréquentent. Marguerite Bourgeoys, soucieuse de trouver une solution à ce problème, façonne le projet d'une chapelle de pèlerinage dédiée à la Vierge Marie. Au milieu des années 1650, elle obtient la permission des Jésuites d'entamer la construction de l'édifice, mais, dès 1657, les Sulpiciens débarquent à Montréal et demandent à Marguerite Bourgeoys d'arrêter les travaux. Il faudra attendre 1673

pour les poursuivre avec l'autorisation des prêtres sulpiciens et c'est en 1678 que la construction de la chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours sera terminée. Le projet de Marguerite Bourgeoys est enfin devenu réalité.

### LA PREMIÈRE CHAPELLE NOTRE-DAME-DE-BON-SECOURS

La chapelle, dès ses débuts, accueille les colons de Ville-Marie tous les jours avec un franc succès. Il s'agit, pour les Montréalais (c'est ainsi qu'on nommait les habitants de Ville-Marie à l'époque), d'un lieu de pèlerinage facilement accessible. Aujourd'hui, nous savons peu à quoi ressemblait le bâtiment. Des fouilles, réalisées en 1996-1997, ont permis de mettre au jour les murs de la chapelle. Nous savons ainsi qu'elle était de dimension très restreinte, mais il est difficile d'aller plus loin dans les détails. Pourtant, très récemment, en février 2015, des archéologues ont entrepris des fouilles sur le site qui, espérons-le, nous permettront d'en savoir plus sur l'architecture du bâtiment.

Rapidement, la chapelle qui se trouvait au milieu des bois accueille de nouveaux voisins. À l'aube du XVIII<sup>e</sup> siècle, le quartier Bonsecours est déjà formé, tirant son nom de la chapelle qui en est, en quelque sorte, le centre. Une palissade de bois est même érigée pour protéger l'endroit et les murs de pierre de la chapelle serviront en même temps de muraille pour la jeune ville. Le quartier se développe, des gens de diverses professions artisanes s'installent autour de la chapelle. En 1734, une mala-



Paul Chomedey de Maisonneuve, 1612-1676. Premier gouverneur de Montréal. (Bibliothèque et Archives nationales du Québec/52327/1956779).

die inconnue tue neuf sœurs de l'Hôtel-Dieu et une laïque et, comme l'Hôtel-Dieu a brûlé la même année, les Hospitalières décident d'enterrer les leurs sous la chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours le plus rapidement possible afin que la maladie ne se répande pas. Jusqu'à aujourd'hui, nous n'avons trouvé aucune source nous informant que les religieuses enterrées ont été déplacées. Les fouilles archéologiques de février 2015 nous éclaireront peut-être à ce sujet!

En 1754, un incendie pour lequel nous avons peu d'informations dans les archives se déclare à l'intérieur de la chapelle (Simpson et Pothier, p. 60). Le bâtiment brûle et devra être reconstruit, mais les temps sont durs en ce milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle : c'est la guerre de Sept Ans. Ainsi, la reconstruction de la chapelle n'est pas une priorité.

## LA DEUXIÈME CHAPELLE NOTRE-DAME-DE-BON-SECOURS

Avec la guerre de Sept Ans, le projet de reconstruction de la chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours n'avance pas. Montréal capitule, les Anglais débarquent et les militaires doivent être logés, ce qui cause plusieurs problèmes. Afin d'y remédier, l'armée britannique élabore un projet de construction de casernes à l'emplacement même où se trouvait la chapelle quelques années plus tôt. À vrai dire, les

ruines s'y trouvent toujours, en ce milieu des années 1760, mais cela fait plus de dix ans maintenant que l'endroit a brûlé et rien n'a été reconstruit. Les Sulpiciens, qui possèdent le terrain, refusent toutefois poliment de le vendre et, en 1771, entament la reconstruction de la chapelle. Les moyens sont limités, alors la construction sera plutôt simple, bien que la nouvelle chapelle fasse environ trois fois la taille de l'ancienne. En effet, en cette deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, la population de Montréal a beaucoup augmenté et reconstruire une chapelle aussi petite que la première n'aurait probablement pas répondu aux besoins de la population.

Dès 1773, Notre-Dame-de-Bon-Secours attire un nouveau groupe dans ses murs : les catholiques anglophones. Ceux-ci, arrivés récemment, n'ont pas encore construit la basilique Saint-Patrick et ont besoin d'une église pour se réunir. C'est la chapelle qui sera leur centre religieux jusqu'à la construction de la basilique Saint-Patrick, en 1847. Avec toutes les messes qui sont célébrées à la chapelle, son rôle de lieu de pèlerinage est toutefois graduellement oublié jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle devient plutôt une église paroissiale, sans toutefois en être une officiellement. C'est à partir de 1848 que les habitants catholiques de Montréal redécouvriront la vocation première de Notre-Dame-de-Bon-Secours, à la suite de l'initiative de



La chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours avant 1885. (Bibliothèque et Archives Canada/c24183).

l'évêque de la ville, M<sup>gr</sup> Ignace Bourget. Celui-ci avait été frappé par l'épidémie de typhus de 1847, une maladie apportée d'Irlande par des bateaux de migrants fuyant la famine à l'époque, et il n'était pas seul. Beaucoup de gens du Canada-Uni, à l'époque, sont morts de cette maladie. Alors qu'il est malade, M<sup>gr</sup> Bourget promet plusieurs choses à la chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours si la population de Montréal et lui-même sont sauvés du typhus. En 1848, l'épidémie s'apaise jusqu'à disparaître, ayant causé environ



Omar Bakar. Graph Architecture inc. Reconstitution virtuelle de la chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours vers 1680. (© Musée Marguerite-Bourgeoys).

200 000 décès dans tout le Canada-Uni. L'évêque de Montréal décide de tenir ses promesses et va notamment travailler à refaire de Notre-Dame-de-Bon-Secours un lieu de pèlerinage pour la population catholique de la ville (Simpson et Pothier, p. 94). L'initiative est marquée par le succès et des pèlerinages s'organisent jusqu'à la chapelle. Des cœurs votifs accrochés aux murs de la chapelle, c'est-à-dire de petits cœurs métalliques donnés par des pèlerins, nous démontrent qu'effectivement, de 1848 jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle, des pèlerins se sont rendus à cet endroit.

Toujours au XIX<sup>e</sup> siècle, la ville de Montréal grandit. Son port est un centre majeur d'importation et d'exportation de marchandises au Canada-Uni. Or, il s'avère que la chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours se trouve juste à côté de ce port important. Il est tout près du marché Bonsecours. Ainsi, de nombreux marins catho-



Monseigneur Ignace Bourget, évêque de Montréal de 1840 à 1876, Dion & frères. (Bibliothèque et Archives Canada /C-010671).

liques ont l'habitude de s'y rendre. L'un de ces marins est un zouave pontifical, c'est-à-dire un soldat du pape. À la fin des années 1860, il s'embarque pour l'Italie pour défendre les terres du pape lors de la guerre de réunification. En 1870, toutefois, le pape abandonne et les zouaves du Canada sont envoyés en Angleterre, puis, à bord de l'*Idaho*, aux États-Unis. C'est lors du voyage entre l'Angleterre et les États-Unis qu'une tempête frappe l'*Idaho*, sans causer de naufrage. Il semblerait toutefois que les marins ont craint la mort et ont



Nadine Chénier, l'une des archéologues qui a participé à fouiller les fondations de la première chapelle en 2015. Photo : Radio-Canada/Sarah Champagne.

promis, en ce moment de détresse, d'offrir un *ex-voto* à la chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours s'ils étaient sauvés. En 1872, un bateau miniature est offert à la chapelle par ces mêmes zouaves en remerciement. Dans les décennies qui suivent, plusieurs autres marins poursuivent cette tradition.

## LA CHAPELLE JUSQU'À NOS JOURS

De la fin du XIX<sup>e</sup> siècle au début du XX<sup>e</sup> siècle, des travaux de rénovation et de décoration ont lieu à la chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours. On peint notamment le plafond (deux fois!), on refait les vitraux, un nouvel orgue est ajouté en 1910, etc. Au milieu et à la fin du XX<sup>e</sup> siècle également, quelques modifications sont apportées. Marguerite Bourgeoy devient officiellement sainte au début des années 1970 et, en 2005, son corps est déplacé dans la chapelle. Bref, l'endroit se renouvelle constamment. En 1996, des fouilles archéologiques dans le sous-sol permettent de mettre au jour les murs de l'ancienne chapelle, celle construite de 1675 à 1678. D'autres fouilles, mineures, ont lieu en 2005 et, plus récemment (février 2015), des fouilles additionnelles ont été réalisées. Toutes ces fouilles ont pu apporter quelques informations sur le passé de la ville et de la chapelle.

**Simon Desrochers est étudiant à la maîtrise en enseignement à l'Université de Montréal et détient un baccalauréat en histoire.**

### Pour en savoir plus :

« Historique de la plus ancienne chapelle de Montréal, Notre-Dame-de-Bon-Secours ». Musée Marguerite-Bourgeoy et chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours, <http://www.marguerite-bourgeoy.com/fr/chapelle/historique.asp> (page consultée le 12 octobre 2015).

Répertoire du patrimoine culturel du Québec, « Collection d'objets du site archéologique de la chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours : valeur patrimoniale », ministère de la Culture et des Communications du Québec, [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=197102&type=bien#Vh8Nnvl\\_Okp](http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=197102&type=bien#Vh8Nnvl_Okp) (page consultée le 12 octobre 2015).

Répertoire du patrimoine culturel du Québec, « Épidémie de typhus de 1847 : synthèse », ministère de la Culture et des Communications du Québec, [http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=24091&type=pge#Vh-gqfl\\_Oko](http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=24091&type=pge#Vh-gqfl_Oko) (page consultée le 12 octobre 2015).

Patricia Simpson. *Marguerite Bourgeoy : l'audace des commencements*, Montréal, Fides, 2009, 114 p.

Patricia Simpson et Louise Pothier. *Notre-Dame-de-Bon-Secours : une chapelle et son quartier*. Montréal, Fides, 2001, 151 p.

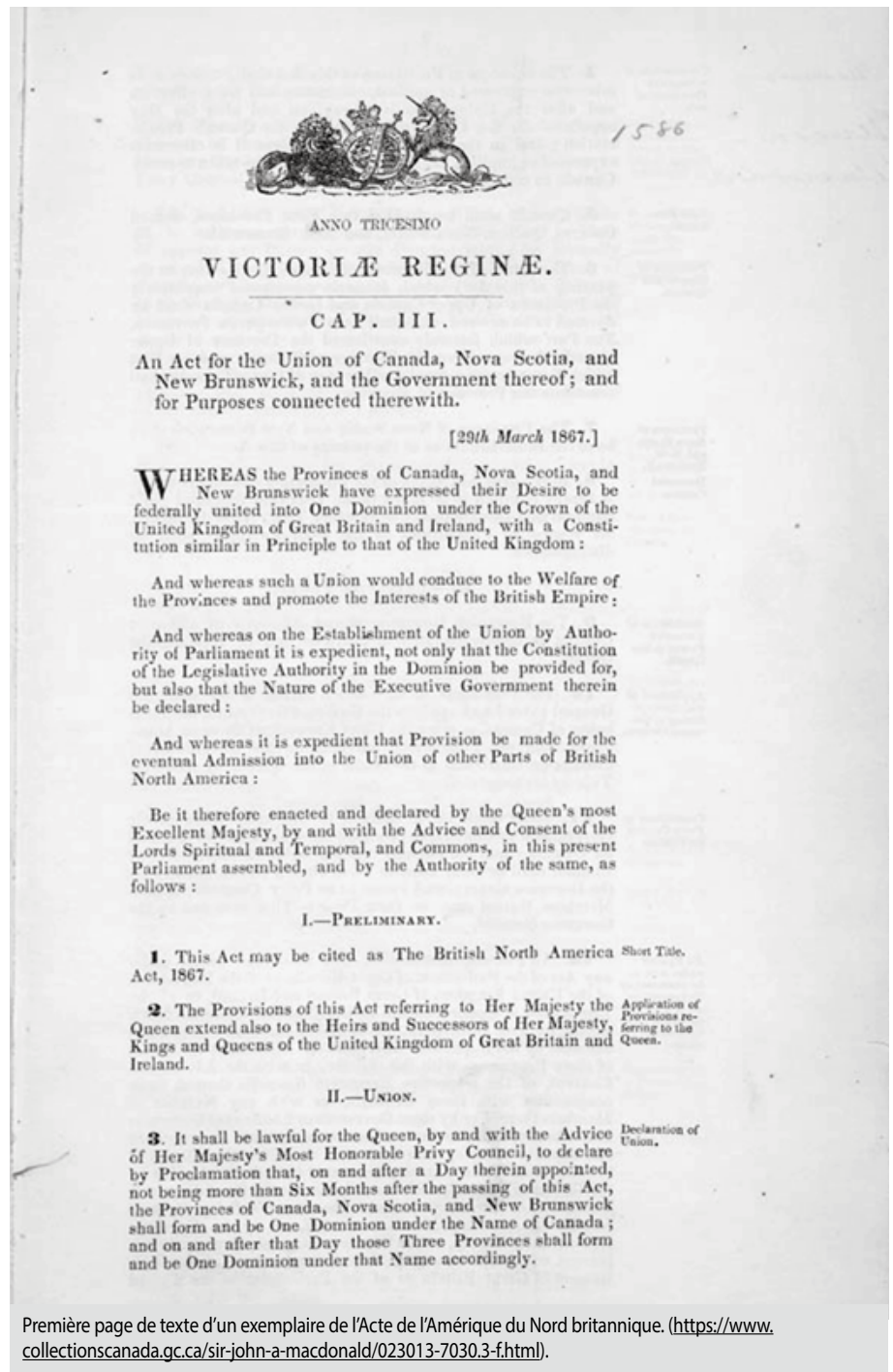
# DE L'INDIFFÉRENCE À LA RECONNAISSANCE L'ÉTAT QUÉBÉCOIS ET LES AUTOCHTONES

par Yanick Turcotte

**E**n ces temps de Plan Nord et d'Idle No More, et 25 ans après la crise d'Oka, il est pertinent de se remémorer les grandes lignes et les moments marquants de l'histoire des relations entre l'État québécois et les Autochtones habitant son territoire. L'élaboration de la politique autochtone du gouvernement québécois se divise historiquement en quatre grandes périodes, de longueurs inégales, marquée chacune par des événements qui influenceront son évolution.

Avant d'étudier ses différentes périodes, il convient de rappeler quelques faits. D'abord, le cadre constitutionnel de cette politique n'est pas favorable au gouvernement québécois. En effet, selon l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, la responsabilité concernant les Autochtones canadiens revient au gouvernement fédéral. Ce cadre juridique attribue la primauté au fédéral en ce qui a trait au bien-être et au développement des communautés autochtones, priorités qui prendront la forme d'une politique assimilatrice et intégrationniste jusque dans les années 1960.

Ensuite, rappelons le rôle que jouent les Autochtones eux-mêmes dans l'élaboration de cette politique provinciale, du moins en l'influençant de l'extérieur. Stéphane Savard utilise l'expression rapport de force afin de décrire la relation qui se crée entre l'État québécois et les Autochtones. À plusieurs reprises, c'est à la suite des impulsions provenant des communautés autochtones elles-mêmes que le gouvernement se doit de réorienter ses politiques. Notons, par exemple, les pressions des Cris et des Inuits face aux projets hydroélectriques du gouvernement Bourassa en 1971 qui mèneront, comme



Première page de texte d'un exemplaire de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. (<https://www.collectionscanada.gc.ca/sir-john-a-macdonald/023013-7030.3-f.html>).

nous le verrons plus loin, à la négociation de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ), en 1975.

## CHASSE, PÊCHE ET NORD QUÉBÉCOIS, 1867-1960

Bien qu'aucune politique autochtone ne soit élaborée par le gouvernement québécois avant les années 1960, voire 1970, il est intéressant de mettre en lumière les rapports existants entre les deux acteurs dans les années qui suivent la Confédération pour la dynamique qui en ressort. L'absence d'une politique officielle n'empêche pas l'État d'établir, souvent à contrecœur, des relations avec sa population autochtone, notamment dans ses champs de compétence. Donnons-en un exemple. Comme nous le démontre Sio-monn Pulla, les politiques de conservation et de régulation des provinces visant la chasse et la pêche vont grandement affecter la vie des Autochtones dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et les premières décennies du XX<sup>e</sup>. Ces politiques concernaient la préservation naturelle de territoires où on empêchait la chasse et la pêche, de même que l'exploitation des ressources naturelles. Les terres visées se trouvaient généralement sur des territoires de chasse ancestraux et les Autochtones, face aux lois provinciales qui affectaient directement leur style de vie, tentèrent de défendre leurs droits qu'ils jugeaient violés en demandant l'aide du gouvernement fédéral qui, en tant que tuteur, se devait de les défendre. Ce dernier demanda par la suite aux provinces d'adoucir leurs lois afin de permettre aux Autochtones de continuer à chasser sur ces territoires. Un deuxième événement marque cette période, soit l'expansion des frontières québécoises, en 1912, vers le Nord, et ce, jusqu'aux limites qu'on connaît aujourd'hui. Les territoires ajoutés à la province sont majoritairement habités à l'époque par des Autochtones, les Cris autour de la baie James et les Inuits plus au Nord dans ce qu'on nomme aujourd'hui le Nunavik. Un aspect important de ce transfert qui reviendra plus tard est que l'État



En 1907, le gouvernement de Lomer Gouin demande à Ottawa que le territoire du Québec soit agrandi vers le nord afin d'inclure tout le district d'Ungava. C'est chose faite en 1912, mais la frontière entre le Québec et le Labrador demeure floue et source de conflits. (<http://www.paricilademocratie.com/approfondir/territoire-et-constitutions/366-1912-le-district-d-ungava-integre-au-quebec>).

québécois s'engage à consulter les populations locales dans tout développement important du territoire. Jusqu'au début des années 1960, le gouvernement québécois refuse d'assumer ses responsabilités envers les populations autochtones du Nord, allant même devant les tribunaux, dans les années 1930, afin de faire changer le statut des Inuits (qui n'étaient pas considérés comme des « Indiens » au sens de la loi de 1876) et d'en rejeter la responsabilité sur le gouvernement fédéral. C'est donc

une attitude d'indifférence qui s'installe entre le gouvernement québécois et ses populations autochtones jusqu'à la Révolution tranquille.

## DE LA RÉVOLUTION TRANQUILLE À LA CONVENTION DE LA BAIE-JAMES, 1960-1975

C'est véritablement dans cette deuxième période que s'établissent les bases d'une politique autochtone propre au gouver-



Les communautés autochtones au Québec. Secrétariat aux affaires autochtones du Québec. (<http://www.paricilademocratie.com/approfondir/pouvoirs-et-democratie/1530-pouvoir-et-democratie-depuis-1867>).

nement québécois comme le démontre l'historienne Émilie Ducharme dans son mémoire de maîtrise. Deux forces parallèles influencent cette évolution : une provenant du haut, du gouvernement, et l'autre provenant du bas, des Autochtones eux-mêmes qui, loin d'être passifs, défendent avec plus de vigueur leurs intérêts dans la deuxième moitié des années 1960.

Le changement dans la politique autochtone émane d'une volonté nouvelle du gouvernement de Jean Lesage de refonder l'État provincial afin qu'il devienne l'outil de développement premier de la nation québécoise. Dans cette optique, le territoire québécois revêt une nouvelle importance qui s'avère primordiale. De canadienne-française à québécoise, la nation se redéfinit, entres autres, en mettant dorénavant l'accent sur le territoire québécois et son État comme lieu de son épanouissement. Le gouvernement pro-

vincial décide donc de créer, en 1963, la Direction générale du Nouveau-Québec (DGNQ) qui vise à établir sur ce large territoire nordique un cadre administratif permettant désormais à Québec d'intervenir auprès des populations locales, populations qui recevaient des services (aussi limités fussent-ils) offerts par le gouvernement fédéral. Une véritable lutte administrative s'enclenche entre les deux ordres de gouvernement pour savoir qui avait la compétence première pour y intervenir, les Autochtones n'ayant à l'époque pas été consultés. En plus de cette volonté d'étendre son contrôle sur l'entièreté de son territoire, le gouvernement québécois s'intéressait de plus

en plus aux importantes ressources naturelles du Nord. C'est selon cette logique que Robert Bourassa lance, au début de la décennie 1970, son projet de développement hydroélectrique de la baie James. À la grande surprise du gouvernement, les Cris et les Inuits habitant ce territoire contestent dès le début ce projet étant donné qu'ils n'avaient pas été consultés au préalable. Ils revendiquent la clause du traité de 1912 sur la cession du territoire où il est dit que le gouvernement québécois se doit de consulter avant d'entreprendre un développement extensif de la région. Les Cris décident, devant le silence des autorités, d'entreprendre des démarches judiciaires afin d'arrêter les travaux déjà commencés et de forcer le gouvernement à s'asseoir pour négocier. Victorieux dans un premier jugement, ils sont déboutés en Cour suprême. Le gouvernement québécois prend toutefois très au sérieux ces démarches

des Cris qui remettent en question sa légitimité d'agir sur son propre territoire et décide finalement, en 1974, de négocier avec les communautés crées et inuites la CBJNQ qui sera signée en novembre 1975. Ce traité moderne établit les bases d'une nouvelle administration du Nord-du-Québec où la coopération avec les communautés autochtones sera de mise, du moins dans le discours des deux acteurs en place. En pratique, par contre, les Autochtones devront forcer la main du gouvernement à plusieurs reprises afin que celui-ci tienne ses promesses.

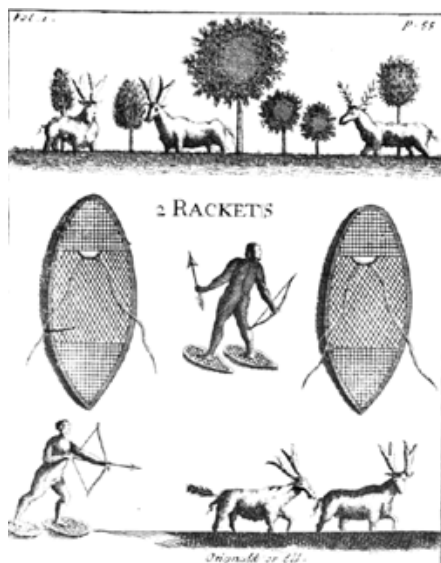
C'est donc pendant cette période que le gouvernement québécois démontre un certain intérêt à établir de bonnes relations avec les Autochtones habitant son territoire et à développer une politique concrète à leur égard. Ces derniers seront une force importante dans sa formulation comme le démontre la négociation de la CBJNQ.

### L'INSTITUTIONNALISATION D'UNE POLITIQUE, 1975-1990

À la suite de la signature de ce premier traité moderne et de l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement péquiste de René Lévesque, en 1976, l'État québécois affiche une nouvelle volonté d'établir des relations constructives avec les communautés autochtones de son territoire. D'abord, en 1978, l'ancienne Direction générale du Nouveau-Québec devient le Secrétariat des activités gouvernementales en milieu amérindien et inuit (SAGMAI). Cette transformation démontre la volonté du gouvernement d'étendre ses relations avec tous les Autochtones québécois et non plus seulement avec ceux établis dans son territoire nordique. Le SAGMAI vise aussi à généraliser l'application des politiques sociales en milieu amérindien qui était à l'époque, et demeure encore aujourd'hui, un milieu défavorisé.

Les négociations en vue du rapatriement de la Constitution débutées par Ottawa, au début des années 1980, rapprochent pendant un certain temps le gouvernement péquiste et les Autochtones de tout

le Canada, qui deviennent des alliés temporaires dans la lutte contre le fédéral. En effet, les deux contestent en partie le processus. Les Autochtones veulent voir leurs droits ancestraux inscrits dans la Constitution alors que le Québec désire être reconnu comme distinct et autonome. C'est dans ce contexte de débat constitutionnel que le gouvernement québécois présente, en 1983, les *15 principes* et, en 1985, la *Reconnaissance des onze nations amérindiennes vivant en territoire*. Ces deux textes visaient à établir les bases d'une relation où les deux côtés se reconnaissent mutuellement comme nation distincte, statut d'où découlent des droits particuliers. Les langues autochtones sont reconnues par le gouvernement québécois de même que la particularité des cultures autochtones. En 1988, le gouvernement québécois « publie son premier document officiel définissant la politique gouverne-



Amérindiens à la chasse en raquettes. (Louis-Armand de Lom d'Arce, baron de Lahontan. *Nouveaux voyages*. La Haye, 1702).

mentale en matière autochtone » comme le met de l'avant Émilie Guilbeault-Cayer dans son ouvrage sur la crise d'Oka. Ce document s'inscrit dans la continuité de ces *15 principes* et de la reconnaissance de 1985, et réitère la volonté du Québec d'établir des relations constructives avec les nations autochtones. S'il y a volonté de réitérer ceci, c'est bien parce que des tensions font jour entre les deux.

La fin des années 1980 annonce la série de crises qui remet en question, dans la décennie suivante, la politique autochtone de l'État québécois. La fin de l'alliance entre le Québec et les Autochtones dans le débat constitutionnel se fait dans le contexte de l'échec de l'Accord du lac Meech et de celui de Charlottetown où les deux ne réussissent pas à s'entendre sur les positions à adopter. Des crises locales éclatent aussi, notamment en Gaspésie et sur la Côte-Nord, et ramènent à la surface des tensions profondes jamais réglées entre les deux acteurs.

### CRISE ET REMISE EN QUESTION 1990-2015

C'est sur une crise connue que s'ouvre cette dernière grande période de l'évolution de la politique autochtone québécoise, la crise d'Oka. Cette crise, qui éclate à l'été 1990, a comme trame de fond un litige territorial jamais réglé entre les Mohawks de Kanesatake et les Sulpiciens d'abord, la municipalité d'Oka ensuite. Une confrontation éclate entre les forces de l'ordre et les Mohawks qui mène à un siège du territoire autochtone d'une durée de 78 jours. Sans rentrer dans les détails complexes de cette crise, notons qu'elle remet profondément en question les fondements de la politique autochtone québécoise qui s'avère incapable de régler pacifiquement le conflit. Cette période, marquée par une série de crises, notamment avec les Cris de la baie James, démontre à la fois les limites de la politique établie dans les années 1980, incapable de répondre adéquatement aux demandes des Autochtones, et l'intransigeance des gouvernements qui ont de la difficulté à s'adapter à ce renouveau militant autochtone.

Plus récemment, comme nous l'avons mentionné plus haut, deux événements ont marqué l'évolution de la politique autochtone québécoise. Du côté étatique, l'annonce du Plan Nord, en 2011, par le premier ministre de l'époque, Jean Charest, démontre une intention renouvelée de la part du gouvernement de dévelop-



Lors de la crise d'Oka, en 1990, un warrior affronte un soldat du Royal 22<sup>e</sup> Régiment sous la surveillance des médias. ([n.wikipedia.org/wiki/Oka\\_Crisis#/media/File:Oka\\_lasagna\\_stare\\_down.jpg](https://n.wikipedia.org/wiki/Oka_Crisis#/media/File:Oka_lasagna_stare_down.jpg))

per le territoire nordique du Québec, et ce, comme en 1971, sans consulter les populations autochtones. Du côté autochtone, le mouvement Idle No More de 2012 représente un certain renouveau dans un contexte où les vieux problèmes restent toujours présents, malgré les tentatives depuis 30 ans de faire changer les choses.

### Yanick Turcotte est étudiant à la maîtrise en histoire à l'Université de Montréal.

#### Pour en savoir plus :

Émilie Ducharme. « L'État québécois et les Autochtones : la construction d'une politique, 1960-1970 ». Mémoire de maîtrise en histoire (Université du Québec à Montréal), 2009, 127 p.

Émilie Guilbeault-Cayer. *La crise d'Oka : au-delà des barricades*. Québec, Les éditions du Septentrion. 2013, 200 p.

Siomonn Pulla. « *Resisting Regulation: Conservation, Control, and Controversy over Aboriginal Land and Resources Rights in Eastern Canada, 1880-1930* », dans *Revue internationale d'études canadiennes*, n<sup>os</sup> 45-46 (2012), p. 467-494.

Stéphane Savard. « Les communautés autochtones du Québec et le développement hydroélectrique : un rapport de force avec l'État, de 1944 à aujourd'hui », dans *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. 39, n<sup>os</sup> 1-2 (2009), p. 47-60.

## SENECA 1, EASTWOOD 0



Rencontre de *bootleggers* sur les quais de Yarmouth en Nouvelle-Écosse, vers 1930. Yarmouth était le port d'attache du *W.H. Eastwood*, contrebandier bien connu des autorités américaines. Photo gracieuseté des archives : Yarmouth County Museum.

Le 15 février 1926, au large de Long Island, dans l'État de New York, le *USS Seneca*, navire de la garde côtière américaine, tire plusieurs balles et obus sur le *W.H. Eastwood*, une goélette canadienne de la Nouvelle-Écosse. L'*Eastwood* larguait régulièrement les côtes américaines avec des cargaisons illégales de boisson. À l'époque, six ans après l'entrée en vigueur de la prohibition aux États-Unis, l'alcool canadien entre illégalement aux États-Unis par automobile, avion et bateau (surtout le long de la côte dans ce dernier cas). On n'a qu'à lire *Crache à pic*, d'Antoine Maillet, pour se rappeler l'incroyable manne que représente le commerce de

l'alcool pour les *bootleggers*-navigateurs acadiens. C'est le cas de maints capitaines et marins de tout la côte Est. Or, pour empêcher ce trafic, la garde côtière américaine patrouille en haute mer et fouille les bateaux, confisque leur cargaison et passe même parfois à l'attaque. L'équipage de l'*Eastwood* décrit l'incident comme une attaque non provoquée. Le *Seneca*, quant à lui, nie cette affirmation. Le commandant de la vedette douanière admet qu'elle a procédé à des « exercices de tir » à proximité de l'*Eastwood* et affirme l'avoir atteint par erreur. Si l'on en croit les dommages rapportés par le *Morning Chronicle* d'Halifax, dans son numéro du 20 fé-

vrier, cette prétendue erreur a presque coulé le navire : « Le pont a été partiellement crevé, les voiles criblées d'obus et de balles de mitrailleuse, le réservoir de carburant défoncé et les dommages importants. »

Il est presque certain que l'*Eastwood* contrevenait à la loi américaine et que la garde côtière a tiré à dessein sur les trafiquants présumés. Les agissements de la goélette méritaient-ils pareil traitement? C'est là une autre question. Le traité contre le trafic de contrebande signé en 1924 entre les États-Unis et les pays du Commonwealth avait agrandi les limites territoriales où les Américains pouvaient

procéder à des fouilles et des saisies. Ainsi, la garde côtière avait le droit d'arrêter les trafiquants présumés jusqu'à une heure de navigation de la côte, bien plus que la limite traditionnelle de trois milles. Cet accord entre diplomates n'a toutefois pas entièrement survécu au test des considérations d'ordre politique.

Dans sa plainte auprès du gouvernement canadien, le propriétaire de la goélette, originaire de Yarmouth, en Nouvelle-Écosse, adopte un ton patriotique, affirmant que le devoir civique pousse à répliquer à tout agresseur qui ose s'en prendre aux navires arborant les couleurs de l'Union Jack. Ses paroles, rapportées par la presse, sont empreintes d'une rhétorique faisant référence au nationalisme canadien. Les politiciens, les journalistes et les citoyens du Canada reconnaissent une dissonance entre intérêts britanniques et canadiens. Une telle attaque ne peut être tolérée par les Canadiens aussi facilement que par les diplomates britanniques qui contrôlent toujours partiellement les relations étrangères du Canada. Même si les Canadiens sont nombreux à déplorer le trafic de rhum, la force excessive ne leur semble pas justifiée. Les Néo-Écossais, en particulier, s'indignent des agissements du navire américain. À la Chambre des communes, l'opposition demande au gouvernement comment il entend résoudre la question et le trafic illicite d'alcool. À l'époque, le gouvernement minoritaire libéral de William Lyon Mackenzie King est déjà fragile sur cette question. Début février 1926, le député

conservateur de l'opposition Henry Stevens s'en prend vivement au gouvernement par des affirmations sensationnelles de corruption et de participation au trafic d'alcool. Selon lui, « le cœur, le pivot, le foyer de corruption » du travail se trouve dans le district de Montréal. Le scandale, dans lequel la région de la métropole joue un rôle de premier plan, allait mener à la dure la campagne électorale de 1926. Dans les délibérations parlementaires entourant le scandale, le député du Cooperative Commonwealth Federation, J.S. Woodsworth, demande au ministre James Robb si son gouvernement a pour politique de protéger les trafiquants de rhum entrant illégalement aux États-Unis sous les couleurs de l'Union Jack. La réponse du ministre est directe et brève : « Non. » Quelle est donc alors la politique du gouvernement à l'égard de l'attaque sur l'*Eastwood*?

Le cabinet de King y voit sans doute une occasion de montrer aux Britanniques, et surtout aux Américains, que le Canada n'allait pas plier devant l'intimidation. Une telle attitude servirait également à détourner l'attention des allégations de corruption et de méfait au sein du gouvernement. Les diplomates britanniques sont d'avis qu'il faut rapidement et sans heurts répondre à cet incident problématique. Plutôt que de les appuyer dans leur démarche, le gouvernement canadien défend la réclamation du propriétaire de l'*Eastwood* et remet en question la sévérité des agissements du *Seneca*. Priant l'ambassadeur britannique de re-

voir sa lettre, le gouvernement canadien lui suggère une version donnant autant de légitimité au témoignage des trafiquants néo-écossais qu'à celui de la garde côtière. Or, ni les Américains ni les Britanniques ne veulent mettre sur un pied d'égalité trafiquants canadiens et personnel militaire américain. C'est pourtant ce que fait le gouvernement du Canada, affichant par là une certaine indépendance.

Le problème se résout à l'amiable en septembre, après que le département d'État américain eut émis une directive à l'intention des commandants de la garde côtière : gardez-vous de procéder à des tirs de pratique « irresponsables » à proximité de navires étrangers. S'il n'y a aucune excuse officielle, aveu de culpabilité ou offre d'indemnité, l'incident donne tout de même au Canada l'occasion de montrer qu'il est résolu à se faire prendre au sérieux sur la scène internationale. Ce simple incident impliquant une goélette néo-écossaise pousse le Canada à prendre plus de responsabilités dans ses relations avec les États-Unis, son partenaire international le plus important. Rappelons que la frontière canado-américaine a 8 730 km de longueur. Les avenues de contrebande et donc de discorde entre les deux puissances sont innombrables. D'autres incidents, d'autres mésententes auront lieu le long de la frontière. Il s'agit d'une histoire à suivre.

**Brad Weibe, étudiant à la maîtrise et stagiaire au Musée canadien de l'histoire**

**La banque d'images,  
un trésor à découvrir!**

LA REVUE D'HISTOIRE DU QUÉBEC  
**CAP-AUX-DIAMANTS**

**UNE  
IMAGE  
VAUT  
1000  
MOTS**

Pour vos besoins en images  
contactez-nous :  
**418-656-5040**



L'église des Augustines-de-l'Hôtel-Dieu-de-Québec, qu'on voyait auparavant seulement en s'aventurant dans la rue Charlevoix est maintenant visible depuis la côte du Palais, une des principales voies d'accès à la haute-ville. (Photo : Antoine Blais-Laroche).

## L'ÉGLISE DES AUGUSTINES-DE-L'HÔTEL-DIEU-DE-QUÉBEC UNE PERSPECTIVE À METTRE EN VALEUR

**D**epuis le printemps 2011, les habitants de la Vieille Capitale redécouvrent avec plaisir la petite église des Augustines-de-l'Hôtel-Dieu-de-Québec. Sa jolie façade immaculée qui ne pouvait être vue que de la rue Charlevoix peut maintenant être admirée dans

la côte du Palais. Paradoxalement, c'est le projet d'agrandissement de l'Hôtel-Dieu de Québec – décrié par plusieurs protecteurs du patrimoine – qui a créé une percée visuelle sur les lieux en menant à la destruction du pavillon de l'enseignement de cet hôpital et d'un immeuble de loca-

tion de voitures qui occultaient jusqu'alors la vue sur l'église bicentenaire. Cette nouvelle perspective, qui ne devait s'avérer que temporaire, s'offre maintenant aux passants depuis quatre ans en raison de l'abandon du projet d'agrandissement de l'Hôtel-Dieu et amène à se poser des ques-

tions sur l'avenir du site devenu propriété de la Ville de Québec.

Il s'agit en effet d'une belle occasion de mettre en valeur un patrimoine riche et porteur de sens. Cette église rappelle la contribution des Augustines à la société québécoise et au développement de la médecine en Amérique du Nord. Construite entre 1800 et 1803, vraisemblablement d'après les plans de l'abbé Philippe Desjardins, aumônier de la communauté, cette chapelle conventuelle desservait jadis les Augustines, les malades et les citoyens. Elle évoque ainsi une époque où les chapelles monastiques faisaient office de succursales des églises paroissiales de la ville. La façade dépouillée de l'église est l'œuvre de Thomas Baillaigé. Après avoir conçu le décor architectural des lieux et y avoir travaillé lui-même à titre de sculpteur – fait rare dans la carrière de l'architecte –, il s'attèle, dans les années 1830, à créer un nouveau portail davantage conforme au goût du temps. Baillaigé encadre ainsi la porte de pilastres ioniques surmontés d'une imposte vitrée et de deux *oculi* et dessine une corniche à modillons pour souligner la pente du toit. Le décor – très sobre – donne un esprit néoclassique aux lieux tout en faisant « penser aux petites églises paroissiales de la Nouvelle-France », au dire de l'historien Jean-Marie Lebel.

La valeur patrimoniale de l'endroit est d'ailleurs reconnue depuis 1961, date à laquelle l'église et 33 de ses biens mobiliers furent classés par la Commission des monuments historiques de la province de Québec. Depuis, le site, l'aile du jardin, l'aile du noviciat et le chœur des religieuses ont également été classés et les Augustines travaillent à donner une nouvelle vie aux lieux tout en en mettant de l'avant leur valeur patrimoniale. En 2009, elles ont en effet créé la Fiducie du patrimoine culturel des Augustines, une fiducie d'utilité sociale qui a pour mandat d'assurer la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine et de la mémoire de la communauté religieuse. Pour ce faire, les cellules des Augustines ont été reconverties en 65 chambres de type monastique afin d'offrir des séjours

respectant l'esprit des lieux aux visiteurs désireux de trouver un havre de paix où ils pourront se ressourcer. La fiducie a également créé un musée pour mettre en valeur les quelque 40 000 objets accumulés durant près de quatre siècles par les religieuses et un centre d'archives qui contiendra à terme près d'un kilomètre linéaire de documents et de livres rendant compte de l'évolution des soins de santé depuis les débuts de la colonie. La percée visuelle créée en 2011 sur l'église des Augustines-de-l'Hôtel-Dieu-de-Québec constitue donc une occasion en or d'offrir un écrin digne de ce nom à l'initiative des Augustines.

En détruisant les bâtiments faisant le coin de la côte du Palais et de la rue Charlevoix, on a, sans le vouloir, créé un espace qui fait ressortir davantage cette chapelle conventuelle aux yeux des passants comme cela se fait ailleurs pour mettre en valeur des bâtiments remarquables. C'est ce qu'on fait les Gantois en vue de l'exposition universelle de 1913 pour embellir le centre historique de leur ville en dégagant le beffroi ainsi que les églises Saint-Nicolas et Saint-Bavon des maisons qui les enserraient. C'est également le principe qui a guidé l'action du baron Georges-Eugène Haussmann dans les travaux de modernisation qu'il a menés à Paris sous le Second Empire (1852-1870). En perçant le tissu urbain très dense de la Ville lumière de grands boulevards, il a créé de nouvelles percées visuelles sur différents monuments importants de la ville et les a ainsi ceinturés d'un écrin d'espace. On n'a qu'à penser à la perspective sur le Panthéon créée par le réaménagement de la rue des Gobelins ou à celle sur l'Opéra Garnier qu'offre l'avenue éponyme pour s'en convaincre. L'Europe est pleine de petites rues qui offrent un point de vue superbe sur ses éléments les plus remarquables. Pourquoi ne pas profiter de celui offert par un concours de circonstances sur la chapelle conventuelle des Augustines pour la mettre en valeur?

**Alex Tremblay Lamarche**



L'église des Augustines-de-l'Hôtel-Dieu-de-Québec, qu'on voyait auparavant seulement en s'aventurant dans la rue Charlevoix est maintenant visible depuis la côte du Palais, une des principales voies d'accès à la haute-ville. (Photo : Antoine Blais-Laroche) (détail).

## LA CRÉATION DE LA FAO EN 1945

Nous sommes à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les Alliés doivent imaginer le monde au lendemain de la défaite nazie. Le 1<sup>er</sup> janvier 1942, les Américains, les Anglais, les Soviétiques et les Chinois, alors en guerre contre les puissances de l'Axe, élaborent la Déclaration des Nations unies, qui s'inspire des principes de la Charte de l'Atlantique d'août 1941. Le lendemain, 22 pays adhèrent à la Charte. En 1945, les délégués de 45 pays se réunissent à San Francisco et signent la Charte des Nations unies, le 26 juin 1945. L'ONU est créée le 24 octobre 1945 et remplace la Société des nations.

Dans les années 1940, Québec a été un rendez-vous international pour d'importantes réunions stratégiques. Deux de ces conférences ont eu lieu à Québec en 1943 et en 1944. Puis, en juin 1945, la Conférence de l'Organisation internationale du travail (OIT) s'y réunit.

En mai 1943, une conférence internationale sur l'alimentation et l'agriculture, réunie à Hot Spring (Virginie), constatait à la fois le faible état des réserves alimentaires mondiales et les graves pénuries dans plusieurs pays, alors que la science et les techniques d'agronomie s'amélioreraient sans cesse. Une nouvelle conférence se réunit donc au Château Frontenac le 16 octobre 1945 avec 600 délégués représentant 32 pays, qui donne lieu à la fondation de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Une plaque commémorative a été apposée par la suite sur le mur extérieur de l'hôtel, près de l'entrée principale.

Il n'en fallait pas plus pour donner l'idée au maire de l'époque, Lucien Borne, de proposer la construction du Palais des Nations unies sur les plaines d'Abraham. Des plans sont préparés par les architectes Adrien Dufresne et Édouard Fiset. Mais rapide-

ment, il devra déchanter une première fois lorsque New York sera choisie comme siège de l'ONU, en décembre 1946. Puis, dans la foulée de la fondation de la FAO, Borne souhaite que celle-ci désigne Québec pour y établir ses bureaux. Après quatre ans de tractations, ce sera la ville de Rome (Italie) qui sera choisie. Québec devra attendre quelques dizaines d'années avant d'avoir un bureau de l'Unesco tandis que Montréal aura la main plus heureuse avec le siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) dès sa création, en 1947. On rattache à la nouvelle Organisation des Nations unies, la Cour internationale de justice, dont le siège est à La Haye (Pays Bas), mais on désire aussi ajouter des organismes spécialisés. C'est ainsi qu'est fondée la FAO, puis l'Unesco la même année et l'Organisation mondiale de la santé en 1948.

Aujourd'hui, la FAO compte 197 membres. Sa devise est *Fiat panis* (qu'il y ait du pain pour tous). Elle a pour mission de contribuer à éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, à éliminer la pauvreté, à favoriser le progrès social et économique pour tous, à gérer et à utiliser de manière durable les ressources naturelles, y compris la terre, l'eau, le climat et les ressources génétiques au profit des générations présentes et futures. En novembre 1979, les pays membres de la



Avers de la médaille de la FAO.  
(Coll. de l'auteur).

FAO instituent la Journée mondiale de l'alimentation dont la date est celle de sa fondation, le 16 octobre.

En 1970, à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de la création de la FAO, une médaille en or, en argent et en bronze fut émise. Elle est d'un diamètre de 72 millimètres, bombée vers le centre. La médaille en argent a un poids de 264,8 grammes. Une plus petite médaille d'un diamètre de 35 mm fut aussi frappée.

L'avers présente un épi de blé sur sa bordure droite et un épi d'avoine cultivée (*avena sativa*) au centre sur un fond de carte du Québec. En bas, la devise indique 1945 – 16 octobre – 1970 au-dessus de la mention Québec.

Le revers représente un globe terrestre muni de ses latitudes et de ses longitudes où on peut voir une gerbe de blé dans chacune des cases et une autre gerbe plus grande au centre. Près de la bordure supé-

rière est inscrit *Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture* et en bas, l'acronyme *FAO*.

La médaille a été réalisée par Sylvain Bret. Né en 1937, il est diplômé de l'École Boulle à Paris. Il a réalisé notamment les médailles des pompiers de Monceaux-les-Mines, du ministère de l'Agriculture et des Pêches, de Nicolas Léonard et Sadi Carnot en 1985, de la France à la semeuse et l'avvers d'une pièce commémorative de 100 francs en vue de la Coupe du monde de football de 1998.

En 1995, l'Italie émet des pièces commémoratives de 100 et 500 lire pour commémorer le 50<sup>e</sup> anniversaire de la FAO tandis que plusieurs autres pays (Vatican, Espagne) ont aussi frappé des pièces représentant les symboles de la FAO.

Le 10 octobre 1995, la Ville de Québec a inauguré la place de la FAO à l'intersection des rues Saint-Paul et Saint-Pierre. Le concept de la place publique a été élaboré

par l'architecte paysagiste André Plante. L'œuvre d'art, intitulé *La Vivrière*, est signée par Carmelo Arnoldin, Richard Purdy et François Hébert. On peut lire sur la plaque apposée près du monument : « *La Vivrière* poursuit l'évocation du thème en faisant naître du sol un témoin imaginaire de l'histoire portuaire de Québec : une figure de proue portant dans ses bras des produits alimentaires venant de tous les continents, symbole de la générosité, de l'abondance et de la fécondité de la terre. »

**DENIS RACINE AIG**



Revers de la médaille de la FAO.  
(Coll. de l'auteur).



**LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE QUÉBEC**  
(fondée en 1937)

**FIER PASSÉ OBLIGE**

---

- pour **RECEVOIR** régulièrement des publications de haute qualité
  - le bulletin *Québecensia*
  - le Calendrier des vues anciennes de Québec
  - la revue *Cap-aux-Diamants* (membres privilégiés)
- pour **RENCONTRER** d'autres passionnés de l'histoire
- pour **ASSISTER** gratuitement aux activités organisées par la SHQ
  - les conférences publiques
  - les expositions présentées par la Société historique
- pour **PROFITER** de notre centre de documentation
- pour **BÉNÉFICIER** d'un tarif préférentiel
  - sur le prix courant de nos publications
  - sur nos excursions et visites patrimoniales

---

**Communiquez avec nous ou visitez notre site Internet**

6, rue de la Vieille-Université, local 158, Québec (Québec), G1R 5X8  
 téléphone : 418-694-1020 poste 256  
 courriel : shq1@bellnet.ca  
 www.societehistoriquedequebec.qc.ca



Association des professeurs et des professeurs d'histoire des collèges du Québec

**Un regroupement de professeurs et professeurs d'institutions de niveau collégial publiques et privées, francophones et anglophones, qui contribue au rayonnement de l'histoire dans leurs milieux.**

Pour information : Jean-Louis Vallée  
 (418) 248-7164 poste 117 - jlvallee@cec.montmagny.qc.ca



**Centre d'Archives Régionales**  
SÉMINAIRE DE NICOLET

**... témoins de notre histoire...**

**DÉMÉNAGÉ**

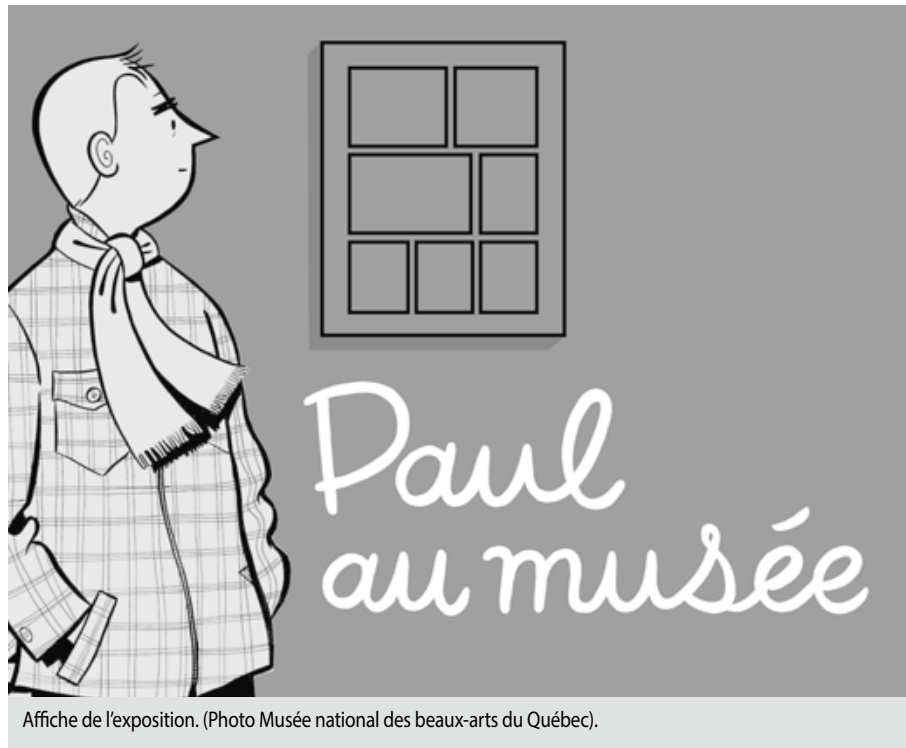
Heures d'ouverture :  
 du lundi au vendredi  
 de 9 h à 12 h  
 de 13 h à 16 h 30

645, boul. Louis-Fréchette, Nicolet J3T 1L6  
 Téléphone : (819) 293-4838 Télécopieur : (819) 293-4543  
 Courrier électronique : seminairedenicolet@sogetel.net  
 Site internet : <http://archivesseminairenicolet.wordpress.com>

# NOUS SOMMES TOUS PAUL

Qui l'eût cru? Après quinze ans de tribulations et de péripéties au cours desquelles on l'a suivi dans le métro, à l'école, en appartement, à la pêche, au parc, à son travail d'été, à la campagne et à Québec, voici maintenant que le destin de Paul s'est enrichi d'un nouvel épisode, mais dans une mise en scène tout à fait différente puisque, du 17 septembre au 1<sup>er</sup> novembre dernier, le personnage fétiche du bédéiste montréalais Michel Rabagliati s'affichait sur les murs du Musée national des beaux-arts du Québec.

L'événement *Paul au musée* nous fait pénétrer dans l'univers de Michel Rabagliati et met en évidence sa démarche créative. Le résultat est surprenant à plus d'un point de vue. La mise en espace est à la fois esthétique et efficace. Sur les quatre murs de la salle d'exposition, une centaine d'œuvres – de grands papiers blancs appelés « planches » sur lesquelles on a disposé selon une mise en page horizontale de petites images qu'on appelle « cases » – ont été regroupées organiquement et disposées de façon à créer une ligne elle aussi horizontale qu'on pourrait associer à une ligne du temps reconstituant l'itinéraire du bédéiste. Ainsi, le premier mur donne à voir des planches de *Paul à la campagne* et *Paul en appartement*, des originaux des couvertures anglaise et néerlandaise des aventures de notre personnage ainsi qu'un surprenant masque africain, à la fois héritage et hommage du bédéiste à l'un de ses « maîtres à dessiner » Georges Rémi, dit Hergé, et particulièrement à son album *Tintin au Congo*. Enfant d'Hergé (Tintin; Jo, Zette et Jocko), de Franquin (Gaston Lagaffe; le Marsupilami) et de l'illustrateur tchèque Miroslav Sasek, dont les albums illustrés de voyage sur les grandes villes de l'Europe ont fait la notoriété des éditions Casterman, Michel Rabagliati reconnaît l'incontournable influence de l'esthétique de la ligne claire si chère à Hergé. Dessins dont l'épuration est accentuée par l'utilisation permanente du noir et blanc, décors minimalistes, jeux d'ombre quasi inexistant. Le bédéiste montréalais fait observer à



Affiche de l'exposition. (Photo Musée national des beaux-arts du Québec).

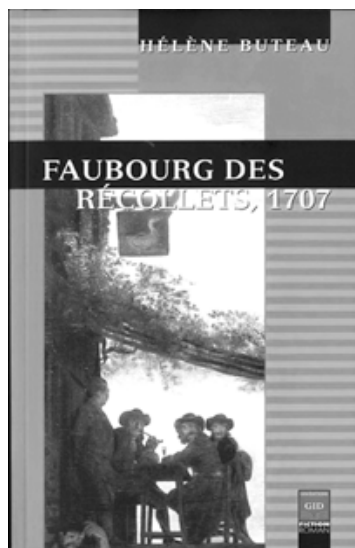
quel point Hergé était préoccupé par l'efficacité communicationnelle de ses récits auprès de ses lecteurs. À preuve les nombreux crayonnés qui accompagnent chaque album de Tintin et qui témoignent de l'obsession de son auteur pour l'enchaînement et la cohérence des images. « La bande dessinée est comme une partition musicale », lance-t-il. Ainsi va l'événement *Paul au musée* avec ses planches gravitant autour de l'album et du film *Paul à Québec*, ses dessins complémentaires de Cyril Doisneau qui révèlent la face cachée du tournage du film réalisé par François Bouvier, ses cahiers de croquis et ses dessins inédits de Michel Rabagliati. L'exposition surprend par son originalité, car la centaine de planches retenues pour l'événement ne sont rien d'autre que des documents de travail faisant partie d'un processus de production. Et pourtant, on ne peut en douter, la mise en scène ainsi que la mise en cadre de celles-ci en font de véritables œuvres d'art alors que le noir et blanc expressif des planches se prolonge avec intelligence dans le blanc

des passe-partout et le noir des cadres. La bande dessinée est le 9<sup>e</sup> art et elle n'a rien d'un art mineur.

Parce qu'il ressemble à monsieur Tout-le-monde, Paul est un véritable antihéros. Parce que les albums de Michel Rabagliati sont profondément ancrés dans la réalité québécoise, Paul est un personnage universel. Parce que les thèmes abordés par le bédéiste s'inspirent de l'incontournable vie quotidienne, Paul est intemporel.

Michel Rabagliati n'imagine pas sa vie sans un espace de création. Si la bande dessinée n'existait pas, il serait peintre ou écrivain, avoue-t-il, tout en faisant part de son admiration pour l'auteur Georges Simenon. Le créateur considère d'ailleurs que la bande dessinée est un art hybride à mi-chemin entre littérature et peinture. Un point de vue qu'il synthétise dans cette ultime et sublime métaphore : « La bande dessinée, c'est du cinéma de papier imprimé. »

**Serge Pallascio**



Hélène Buteau. *Faubourg des Récollets*. Québec, Les Éditions GID, 2014, 539 p. Après *La fille du tanneur*, paru en 2011, la romancière et archéologue Hélène Buteau nous convie à un nouveau voyage dans le Montréal du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le faubourg des Récollets, où se déroule l'action de ce nouveau récit, était situé à l'extérieur des fortifications de la ville, du côté ouest. On y accédait par la porte des Récollets jouxtant le monastère de cette communauté religieuse. Celle-ci a joué un rôle important dans le ministère paroissial et dans l'évangélisation des Amérindiens à l'époque de la Nouvelle-France. Comme le premier, ce roman met en parallèle une fouille archéologique menée dans ce secteur de la ville et le drame dont il a été le théâtre au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Et il nous fait découvrir deux femmes, Colette, une brillante archéologue passionnée pour son métier, et Agnès, une âme dévouée dont l'existence sera bouleversée par la disparition de tous les membres de sa maisonnée. L'histoire d'Agnès commence dans le cabinet de l'apothicaire des Récollets et les plantes occuperont une place capitale dans le roman. Quant à l'intrigue elle-même, elle s'amorce avec la mise au jour, au fond d'un puits, d'une chevette (un pot de pharmacie), ensuite d'une hachette et, enfin, d'un squelette! La suite est digne des meilleurs polars. Ce second roman possède toutes les qualités qu'on retrouvait dans le premier. Les

lieux sont bien décrits, les atmosphères bien rendues et les personnages bien campés. Dans ses descriptions et ses dialogues, l'auteure révèle toute sa sensibilité, son amour des mots et son érudition. À travers son personnage de Colette, elle nous fait partager sa passion pour l'archéologie et pour l'histoire.

Les principaux personnages sont fictifs, mais d'autres ont réellement existé. Le lieutenant général civil et criminel Jacques-Alexis de Fleury Deschambault, qui était avocat, le capitaine Constant Le Marchand de Lignery et le gouverneur Philippe de Rigaud de Vaudreuil sont des acteurs importants du terrible drame qui afflige la pauvre Agnès.

Le roman historique est définitivement très populaire au Québec actuellement. Il faut s'en réjouir au moment où l'édition traverse une période difficile. Faut-il y voir une réponse au besoin de renouer avec ses racines face aux défis que la société québécoise devra relever dans l'avenir? Probablement.

#### Jacques Saint-Pierre



Michel Barcelo. *Rues de Montréal*. Québec, Les Éditions GID, 2013, 279 p. Autrefois professeur d'urbanisme, Michel Barcelo (1938-2013) était aussi un peintre de talent, ayant été formé auprès de son oncle, le célèbre Marc-Aurèle Fortin (1888-1970). Tel un recueil de plus d'une centaine d'aquarelles, *Rues de Montréal* se présente comme une sorte de catalogue coloré montrant successivement une rue différente de Montréal.

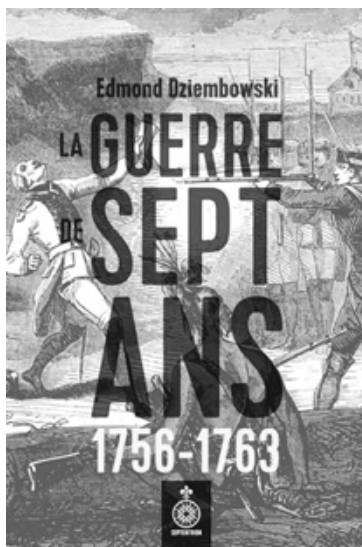
Parmi les plus représentatives, signalons : la rue Saint-Denis, la rue Prince-Arthur, le chemin de la Côte-des-Neiges, l'avenue des Pins (sous trois angles différents), le boulevard De Maisonneuve, ou encore le « Cœur villageois historique » de Pointe-aux-Trembles (p. 82). Centrée sur le Plateau Mont-Royal, toute une section porte sur « les rues avec longs escaliers extérieurs » (p. 150-172). La dernière moitié du livre porte sur le Vieux-Montréal et certaines artères commerciales comme le boulevard Saint-Laurent, la rue Sherbrooke et la rue Sainte-Catherine.

Les pages introductives de *Rues de Montréal* décrivent savamment les particularités urbaines de la métropole comme les tracés, la chaussée, ses trottoirs afin de mieux saisir « la rue comme espace social ». Michel Barcelo justifie ainsi sa sélection de sites : « je les choisis comme représentatives de mes préjugés sur l'espace, sans pour autant vouloir être exhaustif » (p. 19). Les textes d'accompagnement (dans chaque page de gauche) de Michel Barcelo commentent peu les œuvres et s'attardent plutôt à rappeler certains faits historiques plus ou moins précis, par exemple pour l'avenue Docteur-Penfield, qui se nommait McGregor au XIX<sup>e</sup> siècle (p. 34).

D'une œuvre à l'autre, le style de Michel Barcelo reste uniforme, relativement précis sans être hyperréaliste, parfois naïf (p. 52, 81, 89), montrant une maison pittoresque, les façades des maisons en rangées, ou un immeuble à logements multiples du siècle précédent (p. 263). Significativement, aucun gratte-ciel n'est représenté ici. Est-ce parce qu'il est par ailleurs urbaniste, mais Michel Barcelo parvient souvent à capter l'essence d'une rue typique qui devient par son art facilement reconnaissable, même pour ceux qui ne sont pas Montréalais. C'est ce systématisme dans les représentations picturales — ajouté à son unité de ton — qui fait la force de ce beau livre-cadeau. Cependant, et ce n'est qu'un détail, la capacité de Michel Barcelo de reproduire adéquatement les automobiles reste limitée et semble moins précise (p. 53, 122, 139, 175, 184).

Par ses cadrages bien choisis, Michel Barcelo réussit toujours à nous faire apprécier le pittoresque des rues montréalaises montrées sous leur meilleur jour. On comprend en regardant ces aquarelles l'esprit de chaque quartier, l'architecture exclusive de chaque rue ou presque. *Son Rues de Montréal* est un bel exemple de jonction entre art, environnement, et commentaire urbanistique. On regrette que Michel Barcelo ait eu tout juste le temps de voir la sortie de son ultime livre.

**Yves Laberge**



Edmond Dziembowski. *La guerre de Sept Ans, 1756-1763*. Québec, Les éditions du Septentrion, 2015, 680 p.

Par la plume adroite d'Edmond Dziembowski, professeur d'histoire moderne à l'Université de Franche-Comté et spécialiste d'histoire politique et culturelle du XVIII<sup>e</sup>, le lecteur obtient une très bonne vue d'ensemble de la guerre de Sept Ans et de ses dynamiques particulières. En effet, cette synthèse du conflit sera certainement une référence sur la question pour plusieurs années puisqu'elle innove sur de nombreux aspects. Entre autres, c'est la première synthèse sur l'ensemble du conflit issue d'un auteur francophone réussissant à concilier les dynamiques nord-américaines et européennes, jusqu'à traitées séparément.

Le livre est structuré en quatre parties qui

se succèdent selon une logique chronologique. Ces parties sont divisées en chapitres qui, parfois, délaissent la progression chronologique pour une approche plus thématique. La première partie, « Une guerre pour des objectifs chétifs », explore notamment les situations diplomatiques, militaires et coloniales des deux belligérants à l'origine du conflit : la France et l'Angleterre. Intitulée « Le moment français », la seconde partie aborde la diffusion des combats en Europe ainsi que les débuts du conflit, qui sont favorables à la France. Cela dure jusqu'au renversement de l'avantage des armes consacré à Rossbach et Leuthen à la fin de l'année 1757. Dans la troisième partie, « Albion victorieuse », on observe les succès de l'Angleterre et de la Prusse dans les multiples théâtres d'opérations ainsi que la perte du Canada par la France. La dynamique du conflit dans les comptoirs en Inde y est également abordée dans les premiers chapitres. La fin du conflit ainsi que les négociations de paix concluent la partie. La quatrième et dernière partie nommée « L'entrée dans un monde nouveau » s'intéresse aux conséquences du conflit pour les belligérants ainsi qu'aux changements touchant l'ordre mondial et européen. Le nouvel ordre hégémonique dans les Indes occidentales et orientales suivant le conflit y est très bien présenté. L'excellente explicitation des divers événements du conflit rend la lecture aisée et figure parmi ses points forts. Ce qui m'apparaît le plus intéressant est la présentation du point de vue des divers acteurs concernés, autant dans les métropoles que dans les colonies, par une analyse de l'opinion publique. Ainsi, nous voyons par exemple les pressions exercées par les marchands sur la conduite des opérations dans les comptoirs d'Inde ainsi que l'influence et l'utilisation des gazettes anglaises sur le déroulement des affaires politiques britanniques. L'exploration par l'auteur de cette facette du conflit, couplée à d'autres aspects non moins intéressants, fait de cet ouvrage un incontournable.

**René Laliberté**



Henri Dorion et Pierre Lahoud. *Le Québec autrement dit et un tour du monde en surnoms*. Montréal, Les Éditions de l'Homme, 2013, 268 p.

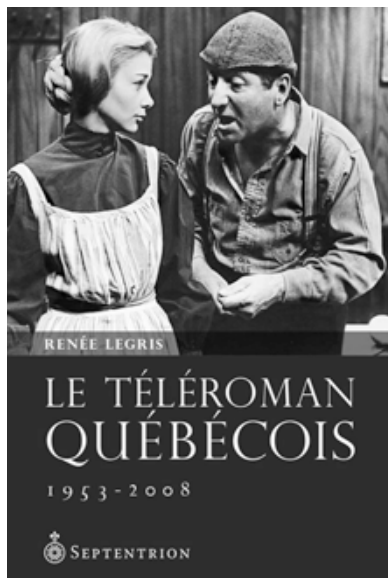
Pourquoi appelle-t-on le Québec « la Belle Province »? Depuis quand surnomme-t-on Montmagny « la capitale de l'oie blanche »? (p. 120). Et d'où vient la référence au Gibraltar d'Amérique lorsqu'on parlait de la ville de Québec? Seul le géographe et toponymiste Henri Dorion pouvait répondre à toutes ces questions et en faire un livre! Plus d'une centaine de lieux québécois, célèbres ou méconnus, sont ici visités et interprétés à partir de leurs surnoms respectifs, comme une manière plus familière de nommer le pays. Ces villes, ces régions, ces sites ont reçu une sorte d'étiquette, de *branding*, qui leur collerait à la peau, pour le meilleur ou pour le pire. Ainsi, Asbestos et Thetford Mines ont longtemps rivalisé pour le titre de « capitale mondiale de l'amiante », un surnom qu'aucune municipalité ne se disputerait plus aujourd'hui (p. 136).

Comme toujours avec Henri Dorion et Pierre Lahoud, *Le Québec autrement dit* permet de découvrir et de mieux connaître toutes les régions du Québec, que ce soient « les pays-d'en-haut » (les Laurentides, p. 72) ou la « capitale de la poésie » : Trois-Rivières (p. 212). On ne sait pas toujours à quel moment chaque endroit aurait adopté son surnom; on peut supposer que bien souvent, ce sont les gens de ces régions qui ont progressi-

vement adopté tel ou tel surnom pour qu'il passe dans l'usage. Mais les découvertes sont quelquefois surprenantes; par exemple pour Granby, devenue en 1988 « la capitale de l'omelette géante » (p. 190) ou Saint-Émile, la « capitale de la pantoufle » (p. 170).

Voilà un autre beau livre d'Henri Dorion et Pierre Lahoud, après leur magnifique *Québec : 40 sites incontournables* (Les Éditions de l'Homme, 2004). Les textes sont instructifs et vivants; les photographies sont toujours adéquatement choisies. On apprécie particulièrement les nombreuses images aériennes et la précision des cadrages de Pierre Lahoud. Et à cette entreprise pratiquement infinie, les auteurs ajoutent en annexe un répertoire substantiel de plusieurs variantes et autres surnoms relativement moins fréquents, par exemple « le Berceau de la Nouvelle-France » (pour désigner la ville de Québec) (p. 263) ou la « reine de l'Estrie » pour surnommer Sherbrooke (p. 265).

### Yves Laberge



Renée Legris. *Le téléroman québécois. 1953-2008*. Québec, Les éditions du Septentrion, 2013, 430 p.

Renée Legris est passionnée par les communications radio et télévisuelles depuis bien longtemps déjà. Elle n'en est d'ail-

leurs pas à son premier livre sur le sujet. Elle a notamment écrit plusieurs ouvrages sur la radio, en plus d'être enseignante, chercheuse, réalisatrice et animatrice.

Il est intéressant de voir comment elle décortique les styles d'émissions et comment elle explique les différences générationnelles. Malheureusement, la lecture de cette œuvre est quelque peu alourdie, justement, par ce désir de comparaison entre les genres de téléromans. Bien que le sujet soit des plus fascinants, le lecteur a parfois du mal à s'y retrouver. Le livre s'adresse donc davantage à un public initié qu'à monsieur ou madame Tout-le-monde qui souhaiterait se remémorer de bons souvenirs.

Il s'agit bien plus d'une étude comparative à travers les époques. Une étude qui présente une théorie fort intéressante, soit celle du miroir déformant de la société. Le Québec se transforme et l'image véhiculée dans les téléromans ne reflète parfois pas du tout ces nombreux changements de valeurs.

Il aurait sans doute été intéressant de présenter les styles en regroupant les émissions du même genre. De plus, l'intégration de certains éléments visuels aurait sans doute apporté une touche de dynamisme. Revoir certains décors ou certains personnages célèbres aurait pu ajouter de l'intérêt à cette analyse critique.

Certes, il s'agit d'une recherche très étoffée et il ne viendra à l'idée de personne de mettre en doute les connaissances de l'auteur sur le sujet tant les angles d'approche sont diversifiés. Le mépris des intellectuels pour le téléroman, l'influence littéraire sur les productions télévisuelles, le nouveau visage de la télé depuis les années 1980, les valeurs véhiculées selon les époques, le rôle des hommes et des femmes dans la société, les distinctions entre la ville et la campagne, la sexualité et les différences de culture ne sont que quelques exemples des aspects étudiés. Le lecteur avisé y trouvera son compte, car l'analyse est très bien faite et elle incite à une réflexion plus poussée sur l'influence des téléromans sur notre quotidien. Ne serait-ce que pour s'arrêter à cette ques-

tion et pour redonner à la télévision la place qui lui revient, la lecture de ce livre est recommandée.

### Johannie Cantin



Mario Brodeur (dir.). *Guide des cimetières du Québec*. Montréal, Les Éditions de la Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal, 2012, 335 p.

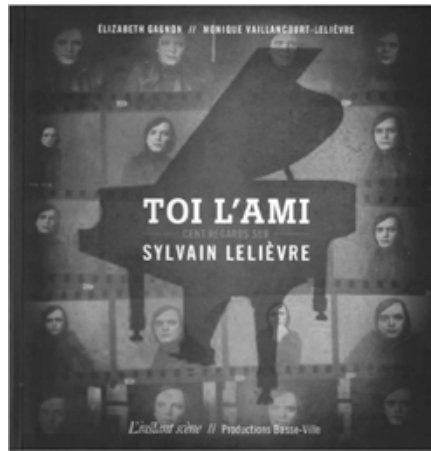
Témoins de la mémoire collective, les cimetières du Québec ont un riche patrimoine à offrir au présent. S'ils étaient régulièrement fréquentés autrefois, il en va tout autrement aujourd'hui. L'architecte et conseiller stratégique en patrimoine Mario Brodeur, qui souhaite mieux faire connaître et apprécier ces lieux de recueillement, propose avec ce guide une vision d'ensemble des cimetières existant sur le territoire québécois. De fait, l'ouvrage n'est pas un essai théorique, mais bien un outil pratique pour repérer sur le terrain les lieux de sépulture. De la sorte, il propose, à partir des divisions des régions touristiques, la liste des entrées géographiques et le géopositionnement des cimetières de la province. De plus, des pictogrammes permettent un repérage rapide des intérêts appréciables de certains cimetières et un renvoi cartographique donne la pos-

sibilité de les situer sur les cartes détachables qui complètent l'ouvrage.

Pour bonifier ce recensement géographique et rendre le tout moins aride, l'ouvrage inclut vingt courts textes, où des spécialistes québécois synthétisent certains aspects liés à la composante funéraire des cimetières. L'historien Ollivier Hubert raconte une part souvent méconnue de l'évolution des pratiques funéraires en révélant que « ce n'est qu'au XIX<sup>e</sup> siècle qu'apparaîtra la coutume, empruntée aux Anglo-protestants, de marquer la tombe d'une planche signalant l'identité du disparu. Antérieurement, les corps étaient enterrés indistinctement et le cimetière appartenait collectivement aux habitants » (p. 46-47). L'historien Michel Lessard y va d'une nomenclature des matériaux utilisés pour marquer l'immortalité, l'ethnologue Bernard Genest explique l'aménagement de l'espace social, la géographe Lorraine Guay fait émerger tout le patrimoine que recèlent les cimetières marins du Saint-Laurent et le conservateur Jacques Des Rochers expose les diverses représentations des cimetières en art. Ces auteurs et les autres présentés dans l'ouvrage donnent ainsi au promeneur les principales clés de connaissance pour lui permettre d'interpréter et de mieux apprécier les subtilités des sites au cours de ses visites et de bien saisir l'originalité des spécificités liées aux développements des régions. Ce guide vient combler un manque en étant un excellent compagnon de route pour l'exploration de ces lieux de sépulture, archives à ciel ouvert.

### Pascal Huot

Élizabeth Gagnon et Monique Vaillancourt-Lelièvre. *Toi l'ami. Cent regards sur Sylvain Lelièvre*. Québec, L'instant même et Productions Basse-Ville, 2013, 238 p. « Petit matin », « Marie-Hélène » sont des chansons bien logées dans nos mémoires, mais dont on oublie parfois le nom du compositeur. Voilà une réalité que les spé-



cialistes de la chanson connaissent bien. En l'occurrence, cet ouvrage en hommage à Sylvain Lelièvre vient nous apprendre qu'il n'est pas oublié de tous. L'ouvrage que publie ici L'instant même ne s'inscrit pas dans les grandes lignes éditoriales de l'éditeur, à preuve l'intérêt qu'il a suscité. Il est coédité par les Productions Basse-Ville, un nom qui rappelle Sylvain Lelièvre, lui qui a grandi à Limoilou, quartier de la basse-ville de Québec. C'est la veuve du chanteur, Monique Vaillancourt-Lelièvre et l'animatrice Élizabeth Gagnon qui, à la suggestion de Laurent Lavigne, ont rassemblé les témoignages de proches, de personnes influencées par l'œuvre de Lelièvre. On retrouve dans les témoignages des fans, Jacques Boulanger, animateur de radio et ancien camarade de classe, Paulette Dufour, relationniste bien connue de Québec, Jacques Ouimet attaché de presse, Jean Giroux, Nicole Paradis, des amis, des élèves de l'atelier de chanson devenus professeur comme Michelin Cambron, des chansonniers comme Gilles Vigneault, Claude Gauthier, Pierre Calvé, Pierre Létourneau et Mario Chénart, mais aussi une ancienne coiffeuse. Les photos nous montrent des souvenirs de voyages en famille, avec les scouts, des programmes de concerts, des billets de spectacles, etc. Par conséquent, ce livre est à la fois un recueil de témoignages et d'artefacts du spectacle et aussi l'édition d'un spicilège, d'un album de photos, de pages de journaux intimes, de manuscrits, de correspondances manuscrites et tapuscrites. Des photos de la plus tendre en-

fance de Lelièvre sont ainsi publiées pour la première fois, faisant de cet ouvrage malléable et agréable visuellement, un document historique. Les articles de journaux nous apprennent par exemple que Lelièvre s'est ouvert à la poésie en lisant *Pieds nus dans l'aube* de Félix Leclerc. Colliger un ensemble de témoignages aussi variés, dont je n'ai livré ici qu'un échantillon, constitue une initiative originale qui contraste avec les ouvrages collectifs, les miscellanées ou les hommages de tous types auxquels on nous a habitués. Avec un parc Sylvain-Lelièvre, inauguré en 2004, et ce bel ouvrage, nul doute que le chansonnier entrera dans l'histoire du Québec.

### Jean Nicolas De Surmont



André Gaudreault et Laurent Le Forestier (dir.). *Méliès, carrefour des attractions, suivi de Correspondance de Georges Méliès (1904-1937)*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, 536 p. (Coll. « Colloques de Cerisy »).

Georges Méliès, homme de théâtre, dessinateur, prestidigitateur et illusionniste, fut un personnage de spectacle complet. Il a laissé son empreinte dans l'histoire du monde cinématographique. Son œuvre, dorénavant internationalement reconnue, a vu se multiplier les recherches et les études.

Les directeurs de la publication *Méliès, carrefour des attractions, suivi de Corres-*

pondance de Georges Méliès (1904-1937), André Gaudreault et Laurent Le Forestier, en collaboration avec Stéphane Tralongo, rassemblent en une monographie les actes d'un troisième colloque dans la commune de Cerisy, en 2011.

Cette étude exhaustive de l'imaginaire de Georges Méliès interroge et analyse son œuvre avec pour objectif de porter un regard neuf sur ses travaux et ses expérimentations cinématographiques. Ceci à travers le prisme de son milieu culturel, économique et scientifique.

Les intervenants et les acteurs du colloque élaborent un discours parallèle à son œuvre, réfléchissant sa démarche, son mode de production et de projection. Ses créations cinématographiques influençant sa production, ses expérimentations animées ont un impact direct sur sa création théâtrale.

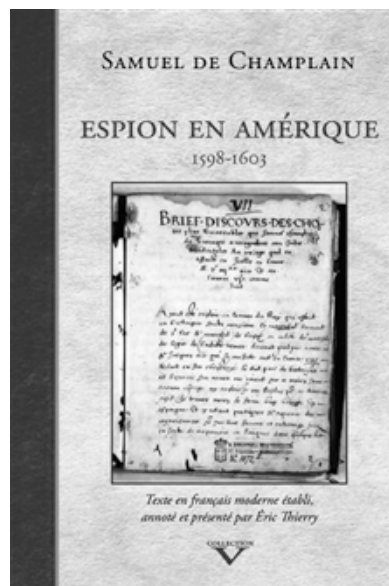
La publication s'adresse d'abord à un public avisé, voire spécialisé. De nombreuses annotations accompagnent les textes. Deux index nous permettent d'accéder plus aisément à l'objet de recherche. La rédaction claire, concise et raisonnée ainsi que l'approfondissement des motivations d'exploration de Georges Méliès menant à ses travaux en font un outil de référence pour tous les passionnés d'histoire du cinéma.

Suivant les actes du colloque, en dernière partie du volume, Jacques Malthête introduit, par un texte descriptif, 200 lettres sélectionnées et présentées par ordre chronologique de rédaction. Les échanges épistolaires de Georges Méliès éclairent sur ses activités multiples, ses goûts esthétiques et sur l'idée qu'il se fait du cinéma.

### Diane Gaudreault

Éric Thierry. *Samuel de Champlain. Espion en Amérique. 1598-1603*, texte en français moderne établi, annoté et présenté par Éric Thierry, Québec, Les éditions du Septentrion, 2013, 220 pages.

Les premiers voyages de Samuel de Champlain en Amérique nous sont ici présen-



tés par Éric Thierry, professeur d'histoire au Lycée Paul-Claudé de Laon. Celui-ci débute son œuvre par une biographie de Samuel de Champlain qui n'est pas uniquement événementielle. Elle juxtapose le quotidien de Champlain au contexte européen pour nous expliquer son parcours et ses influences. Pour ce faire, l'auteur s'appuie sur une myriade d'études et de sources pertinentes. Ce dernier traduit et annote deux textes exposant les premiers voyages de Champlain au Nouveau Monde. Il débute avec le *Bref discours des choses les plus remarquables que Samuel de Champlain, de Brouage a reconnues aux Indes occidentales au voyage qu'il a fait en celles-ci en l'année 1598 et en l'année 1601, comme suit* qui est le récit du premier voyage outre-Atlantique de Champlain. Le jeune explorateur nous décrit alors son voyage dans les Caraïbes en traitant notamment de la configuration de certaines îles, de leurs ports, de leurs villes, de leur faune et de leur flore. De plus, le *Bref discours* contient quelques dessins illustrant ses observations. Le discours est doté d'une mirobolante quantité de notes infrapaginales modernes complétant et précisant le texte de Champlain. À l'instar de ce discours, le second texte annoté et traduit en français moderne, *Des sauvages ou voyage de Samuel de Champlain, de Brouage, fait en la France Nou-*

*velle, l'an mil six cent trois*, se structure et se compose de manière similaire, mais Champlain traite cette fois de la vallée laurentienne et de l'Acadie. L'analyse de ces deux voyages nous permet de comprendre les intentions de l'explorateur en Amérique.

### Kim Gingras



Hugues Théorêt. *Les Chemises bleues. Adrien Arcand, journaliste antisémite canadien-français*. Québec, Les éditions du Septentrion, 2012, 410 p.

La période de l'entre-deux-guerres fut un terreau des plus fertiles pour les idéologies totalitaires en Occident. Face à la grande dépression et à la crise de légitimité du libéralisme qui en découle, de nombreux mouvements politiques émergent au sein des sociétés démocratiques, dont le fascisme. Inspirés de l'Allemagne nazi et de l'Italie de Benito Mussolini, ces mouvements proposent une alternative politique et sociale au libéralisme et à la démocratie parlementaire, et se présentent comme un rempart contre le socialisme et le communisme. Évidemment, le Canada, et plus particulièrement le Québec, n'échappe pas à cette tendance. Dans cet ouvrage, Hugues Théorêt, journaliste et historien de formation spécialisé dans l'étude du fascisme, nous propose un survol de la

mouvance fasciste au Canada français et de son principal leader, Adrien Arcand. L'auteur s'intéresse d'abord aux origines d'Arcand et de son parti, le Parti national social chrétien du Canada. Une brève biographie du personnage décrit ses premiers pas en tant que journaliste dans les grands quotidiens montréalais des années 1920 tels *La Patrie*, le *Montreal Star* et *La Presse*. Durant cette période, Arcand côtoie les milieux syndicaux. Il tente d'ailleurs de former un premier syndicat de journalistes à *La Presse*, ce qui lui vaut son congédiement en 1929. Selon Théorêt, cet épisode le change à jamais et développe chez lui un profond ressentiment envers l'ordre établi (p. 43). C'est à ce moment qu'il sombre dans l'antisémitisme et fonde *Le Miroir*, *Le Goglu*, puis *Le Patriote*. Théorêt expose ensuite le rôle d'Arcand et de ses journaux dans la sphère politique durant les premières années de la décennie 1930. Essentiellement en phase avec les milieux cléricaux nationalistes de l'époque, mais proposant un antisémitisme beaucoup plus virulent, Arcand se fait l'allié de diverses campagnes à saveur nationaliste, dont celle d'*Achats chez nous*, et il soutient, avec ses journaux, certains partis politiques dont l'Union nationale et le Parti conservateur de Richard Bedford Bennett. L'auteur démontre d'ailleurs, correspondances à l'appui, les liens étroits entre les organisateurs conservateurs et Arcand. Ce qui en ressort, c'est essentiellement l'instrumentalisation par les milieux nationalistes et conservateurs du mouvement fasciste. Dans les chapitres suivants, il s'attarde à l'organisation des Chemises bleues et à la création du PCNC et ensuite du Parti de l'unité nationale du Canada qui vise à regrouper les mouvances fascistes pancanadiennes. Les derniers chapitres sont consacrés à son internement durant la guerre et à son action politique durant les années 1950 et 1960. L'auteur nous montre que loin de renier ses idéaux, il profite de l'anticommunisme d'après-guerre pour ramener à l'avant-plan ses thèses antisémites et antilibérales à l'aide d'un nouveau journal, *l'Unité nationale*.

De façon générale, l'auteur présente Arcand comme le produit direct de son époque. La crise a essentiellement agi comme un catalyseur chez ce dernier. Fortement nationaliste et pratiquant un antisémitisme dont la source trouve ses racines dans le catholicisme, Arcand fut poussé vers le fascisme et ses dérives haineuses dans le contexte de la grande dépression. Le capitalisme, la démocratie libérale et les Juifs sont apparus à ce dernier comme les grands responsables des malheurs du monde.

Théorêt n'est bien sûr pas le premier à parler du *führer canadien* et de l'extrême droite canadienne-française. Outre Jean-François Nadeau, qui a publié une monographie sur Adrien Arcand il y a quelques années, de nombreux historiens, dont Gérard Bouchard et Pierre Trépanier, se sont intéressés au personnage; l'auteur présente d'ailleurs un court chapitre sur les débats historiographiques liés à cette question. Ce qui retient particulièrement l'attention dans cet ouvrage est la dimension internationale du personnage d'Arcand. Loin d'être un élément marginal dans la mouvance antisémite, on évoque ses liens officiels et officieux avec les diverses organisations fascistes à l'étranger, et ce, autant durant les années 1930 que dans l'après-guerre. Ce dernier y est présenté comme un rouage important du fascisme et de l'antisémitisme sur la scène internationale, surtout dans l'après-guerre, et son influence dépasse les frontières canadiennes. À travers l'étude de sa correspondance, Théorêt montre que ses écrits, dont la *Clé du mystère*, sont d'ailleurs largement diffusés dans les milieux fascistes anglo-américains et dans les cercles négationnistes. C'est là, à notre sens, l'aspect le plus intéressant de l'ouvrage. Malgré la présence de certains détails parfois superflus qui alourdissent la lecture, il s'agit d'un ouvrage particulièrement rigoureux qui représente un apport important à l'étude des courants idéologiques au Québec.

**Christian Belhumeur-Gross**



**WWW.CAPAUxDIAMANTS.ORG**

**À VOS SOURIS!  
VISITEZ LE SITE WEB!**

LA REVUE D'HISTOIRE DU QUÉBEC

**CAP·AUX·DIAMANTS**

## Histoire

Bertrand, Luc. *Trois histoires de bravoure. Le Canada français et la Croix de Victoria*. Préface du major général Alain Forand. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2015, 204 p.

Bock, Michel et François Charbonneau (dir.). *Le siècle du Règlement 17. Regards sur une crise scolaire et nationale*. Sudbury, Éditions Prise de parole, 2015, 460 p. (Coll. « Agora »).

Cadrin, Gaston. *Les excommuniés de Saint-Michel-de-Bellechasse au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Québec, Les Éditions Gid, 2015, 405 p.

Charland, Jean-Pierre. *Une histoire du Canada contemporain. De 1850 à nos jours*. Nouvelle édition. Montréal, Bibliothèque québécoise, 2015, 338 p.

Fonck, Bertrand et Laurent Veyssière (dir.). *La chute de la Nouvelle-France. De l'affaire Jumonville au traité de Paris*. Québec, Les éditions du Septentrion, 2015, 587 p.

Hébert, Yves. *Une histoire d'appartenance. Lévis*. Québec, Les Éditions Gid, 2015, 216 p.

Lapointe, Pierre Louis. *L'homme et la forêt. L'exemple de l'Outaouais*. Québec, Les Éditions Gid, 2015, 431 p.

## Art, patrimoine et culture

Bourdeau, Laurent et Pascale Marcotte (dir.). *Les routes touristiques*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2015, 254 p. (Coll. « Géographie Référence »).

Guertin, Rémi. *Clin d'œil sur cinq quartiers de Québec*. Québec, Les Éditions Gid, 2015, 215 p.

Levasseur, Adrien. *L'art populaire dans le paysage québécois*. Québec, Les Éditions Gid, 2015, 347 p.

Ribordy, Geneviève. *La Maîtrise des petits chanteurs de Québec. 100 ans de chant et de tradition*. Québec, Les Éditions Gid, 2015, 151 p.

Robitaille, Denis, Pierre Bernier et Claire Dufour, photographes. *Mémoires d'un monastère. Regards sur le quotidien des Augustines de l'Hôtel-Dieu de Québec*. Québec, Les Éditions Gid, 2015, 171 p.

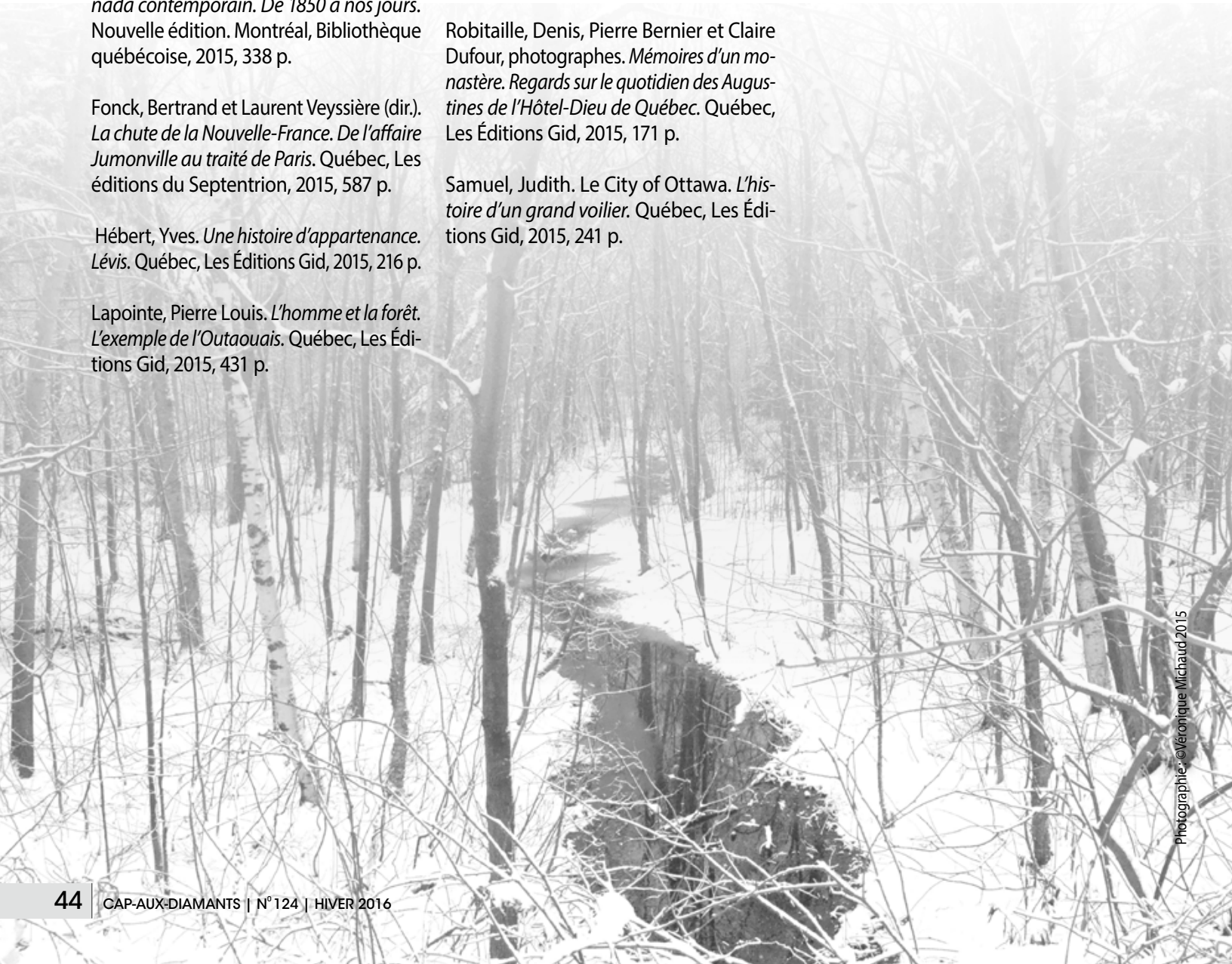
Samuel, Judith. *Le City of Ottawa. L'histoire d'un grand voilier*. Québec, Les Éditions Gid, 2015, 241 p.

## Littérature

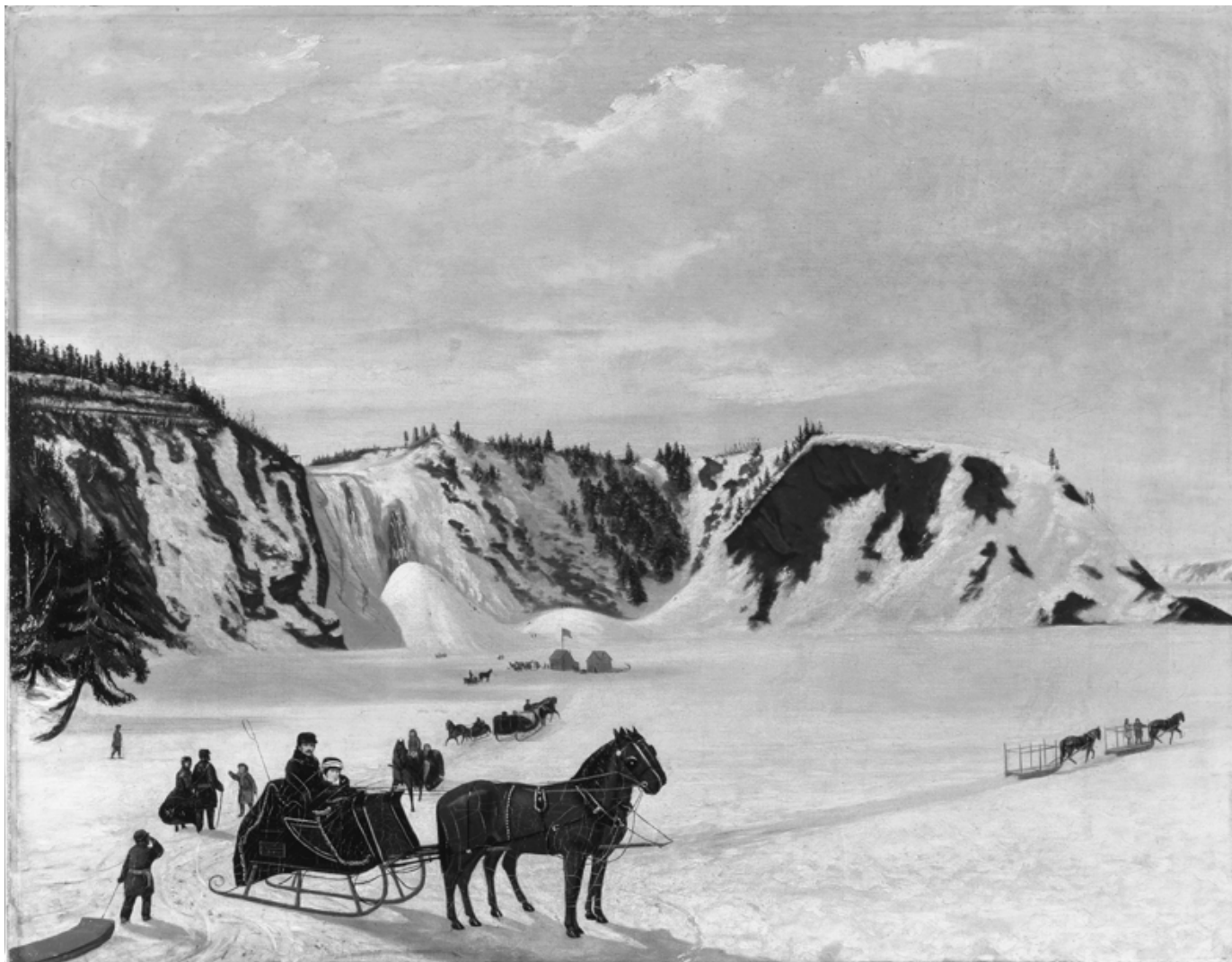
Service Longépé, Charlotte. Robert W. Service. *La Piste de l'imaginaire*. Chicoutimi, Les éditions JCL inc., 2015, 572 p.

Sicotte, Anne-Marie. *Le règne de la canaille. Les tuques bleues*. Tome 2, Montréal, Groupe Fides, 2015, 681 p.

## Yves Beauregard



## LE PAIN DE SUCRE EN PEINTURE DE TODD À DYNES



Joseph Dynes (Burlington, Ontario, 1825-1897), *Le Cône de glace de la chute Montmorency*, vers 1860; huile sur toile, 76 x 96,5 cm. Don de madame Elzéar Fiset, 1955.108. (Photo MNBAQ, Patrick Altman).

La populaire chute Montmorency est en toute saison un lieu de contemplation, de loisirs et de réjouissances aussi bien pour les citadins que pour les touristes. En hiver, les embruns et les vapeurs forment au pied du saut une colline de glace et de neige d'une trentaine de mètres de hauteur, familièrement

appelée le *Pain de sucre*. Ce phénomène naturel spectaculaire est devenu très tôt une attraction majeure des environs de Québec durant cette saison. Lieu propice à l'escalade, à la promenade en raquettes, à la glissade en luge ou en toboggan, à la ballade en carriole, à la course en traîneau, à la sculpture sur glace et même à

la danse et au pique-nique!, ce site « exotique » et festif a même captivé, de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle jusque vers 1850, plusieurs officiers aquarellistes britanniques. L'un deux, James Pattison Cockburn, en produira, à lui seul, une quinzaine de vues, entre 1826 et 1832.

L'Écossais Robert Clow Todd est le premier

peintre professionnel à avoir adopté, dans les années 1840, ce sujet de prédilection au point d'en avoir fait une marque de commerce (voir *Cap-aux-Diamants*, printemps 1996, p. 53). On lui attribue en effet une dizaine de vues du site. Dans ses compositions, les chutes servent avant tout de toile de fond à diverses figures déambulant autour d'un attelage haut de gamme disposé au premier plan, comme dans un décor de théâtre.

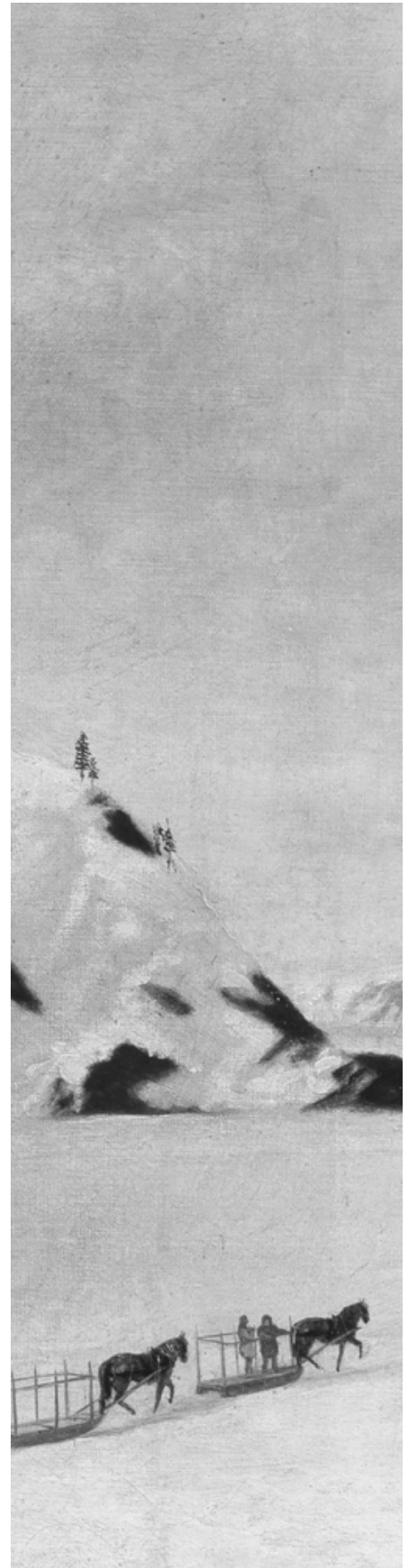
Cornelius Krieghoff a-t-il vu les peintures de Todd? Nous ne le savons guère. Chose certaine, il a lui aussi laissé au moins six tableaux reliés à cette thématique. Dès 1852, Krieghoff signe une première version du cône de glace (coll. Thomson du Musée des beaux-arts de l'Ontario, Toronto). L'année suivante, l'artiste fait éditer chez Ackermann & Co., à Londres, une lithographie sur le sujet. Au moins deux versions à l'huile sont aussi datées de 1853, l'une, petite, conservée au Musée des beaux-arts de Montréal, l'autre, très grande, elle aussi dans la collection Thomson à Toronto. Dans ce dernier cas, il s'agit non seulement de l'une des plus imposantes toiles de l'artiste, mais également de la version la plus achevée sur le thème. En effet, Krieghoff signe là une composition savante nettement plus ambitieuse et plus dynamique que celles de ses prédécesseurs. Dans un large panorama mettant en valeur la majesté du paysage et la démesure du site, les plans intermédiaires multiplient les groupes et les figures secondaires, avec une grande variété de véhicules hippomobiles, les riches attelages des clubs anglophones contrastant avec les voitures typiques des habitants du pays.

À son tour, le peintre et photographe Joseph Dynes (voir *Cap-aux-Diamants*, automne 2009, p. 59), qui connaît bien l'œuvre de Krieghoff, prolongera vers 1860 le type de composition initié par Todd. Dans l'édition du 5 avril 1856, le chroniqueur du *Quebec Morning Chronicle* rapporte que, lors d'une visite d'atelier : « *We especially admired a very accurate view of the Falls of Montmorency, depicting in a faithful and spirited style that interesting scene in its winter dress, with its cones of ice and*

*its motley visitors. This is just such a picture of a local and national character, as a public institution should be glad to purchase, if some private amateur does not forestall the chance* ». On lui connaît au moins quatre grandes versions du sujet, traitées de façon naturaliste, dont un tableau, aujourd'hui disparu, photographié par Ellisson & Co en 1857 (Musée des beaux-arts de Montréal et MNBAQ), un autre conservé au Musée royal de l'Ontario, à Toronto, daté aussi de 1857, et un dernier au MNBAQ, peint vers 1860. Plutôt dépouillée et assez rigide, cette dernière composition, rendue dans des teintes bleutées et rosées de fin d'après-midi, montre au fond deux cabanes temporaires servant d'auberge et, à droite, deux rustiques traînes à bâtons utilisées par les Canadiens français pour le transport des marchandises. À l'avant-plan, à côté d'un garçon traînant une luge, un couple figé, qui regarde fixement le peintre, est assis dans un *sleigh* de course d'officier, ici immobile. D'après la donatrice du tableau, née Henriette Juchereau-Duchesnay, il s'agit là d'un portrait de son grand-père, le marchand Cyrice Têtu, et de son épouse, Caroline Dionne, tous deux rendus avec précision. En raison du caractère statique de la scène, il n'est pas exclu que l'artiste se soit inspiré de clichés tant pour le site, rendu comme un décor de studio, que pour l'attelage et ses occupants. Dans le catalogue de vente après décès de l'artiste, en 1897, on retrouve encore trois variantes de ce thème présents dans son atelier (n<sup>os</sup> 62, 70-71).

À la suite de ces peintres, des photographes de renom, tels William Notman, Louis-Prudent Vallée et Alexander Henderson, ne seront pas en reste et vont satisfaire la demande en poursuivant, après 1860, la tradition d'un genre depuis longtemps devenu classique. Assurément, le Pain de sucre est devenu au cours du XIX<sup>e</sup> siècle une véritable icône de l'imagerie canadienne.

**Mario Béland, msrc**  
**Historien de l'art**



## Le disque de Noël le plus joué produit au Québec *Un Noël chez Isidore, de la famille Soucy*

Notre chronique précédente célébrait la musique d'Amédée « Jos » Larin et de sa famille (pensons au refrain « Envoye, envoye la p'tite jument »), au cours des années 1950. Or, durant cette même période, la famille Soucy produisait des disques traditionnels beaucoup plus enlevés, mais tout aussi authentiques. Initialement, les premiers enregistrements de la famille Soucy paraissaient d'abord sur 78 tours (souvent sur RCA Bluebird) puis en 33 tours au cours des années 1960, sur les étiquettes Gala et Dominion. Devenus introuvables, on peut désormais réentendre certains de ces classiques de notre folklore sur Internet ou en réédition sur CD. La compagnie Disques XXI a réédité en CD le classique *Un Noël chez Isidore*, sans doute le disque de Noël le plus joué jamais produit au Québec, désormais avec 25 titres, soit le double du contenu du microsillon paru un demi-siècle auparavant. On trouve parmi les suppléments de ce CD des giges, des quadrilles et même un *set callé* d'une durée de plus de dix-huit minutes.



Isidore Soucy, violoneux et compositeur (1899-1963). (<https://www.collectionscanada.gc.ca/gramophone/028011-1048-f.html>).

Au début des années 1950, la famille Soucy s'est fait connaître en enregistrant ce qui allait devenir un classique de la chanson folklorique québécoise, « Prendre un verre de bière mon Minou ». Véritable apologie de l'ivrognerie, cette chanson à boire a sou-



vent été reprise par la suite. Autre signe de sa popularité, la famille Soucy avait même son émission de télévision, *Chez Isidore*, au début des années 1960.

Paru en 1963 (étiquette Dominion LPS 48006), le disque de Noël de la famille Soucy (*Un Noël chez Isidore*) occupe une place à part en recréant en studio l'atmosphère des veillées du bon vieux temps. D'entrée de jeu, la pièce « Ça frappe à la porte » simule un peu maladroitement l'arrivée de la parenté à la maison durant le temps des fêtes, juste avant d'entonner un refrain rythmé : « Nous viderons nos verres, nous les remplirons, les viderons; nous viderons nos verres, nous les remplirons ». Cette pièce en trois parties débute par un bref extrait de rigodon, interrompu par la fameuse formule « les dominos, les femmes ont chaud ». Après quelques secondes de silence survient un bruit de cognement à la porte (d'où le titre); chacun répète tour à tour « on va avoir d'la visite » avant de saluer, un peu comme dans un radiroman d'autrefois, l'arrivée de la parenté : « Regarde-moi ça qui c'est qui arrive : mon oncle Isidore, ma tante Laura, mon oncle Eugène, sa femme, la p'tite cousine, le p'tit cousin, Fernando pis Jacqueline... ». Et la musique reprend de plus belle : « c'est la famille Soucy qui vient vous récréer... ». À l'origine, sur le microsillon, la pièce « Ça frappe à la porte » débutait la deuxième face; sur le CD, elle apparaît maintenant au tout début, ce qui est plus logique, car elle nous plonge immédiatement dans l'atmosphère du temps des fêtes. Musicalement, l'accordéon prédomine avec

un accompagnement au piano et presque toujours au violon. La pièce-titre contient des arpèges d'accords majeurs joués audacieusement à l'accordéon. On croit déceler sur certaines pièces plus rythmées des percussions ou de la batterie. Et toujours la belle voix de Fernando Soucy (1927-1975), fils du violoneux Isidore Soucy (1899-1963). On n'a plus retrouvé cette gaité, cette vivacité et cette authenticité par la suite. Stylistiquement, on pense aux giges traditionnelles, aux *reels*, mais avec une rythmique puissante et efficace qui serait parfois digne des mélodies cajuns les plus entraînantes, par exemple dans une chanson grivoise (« Pour boire il faut vendre »), interprétée ici par Oscar Morin, une autre légende du folklore populaire québécois. Seul point faible (et de taille) : sous un ton léger et prétendument humoristique, les textes sont souvent grivois et abominablement misogynes; on s'étonne qu'ils aient pu être acceptés à cette époque pourtant pas si lointaine.

**Yves Laberge**

### Sur la famille Soucy

La chanson « *Un Noël chez Isidore* », par la famille Soucy

<https://www.youtube.com/watch?v=2V31tu-1zuc>

La chanson « *Ça frappe à la porte* », par la famille Soucy

<https://www.youtube.com/watch?v=mtKMZpeXD8>

« *Prendre un verre de bière mon Minou* », par la famille Soucy

<https://www.youtube.com/watch?v=AD7s5eDVwUo>

### Sur CD

*Un Noël chez Isidore*, par la famille Soucy, XXI – CD 2 1657.

*Chez Isidore*, par la famille Soucy  
<http://collections.cinematheque.qc.ca/recherche/objets-et-documents/fiche/42175-chez-isidore-tele-metropole-canal-10-Disques-XXI>, <http://www.xxi-21.com/>

## Le mausolée d'Honoré Mercier restauré

La ministre des Relations internationales et de la Francophonie, Christine St-Pierre, et la présidente et directrice générale de la Commission de la capitale nationale du Québec, Françoise Mercure, ont inauguré le 1<sup>er</sup> octobre dernier le mausolée d'Honoré Mercier au cimetière Notre-Dame-des-Neiges. D'importants travaux de restauration ont été effectués sur le monument funéraire du 9<sup>e</sup> premier ministre du Québec. La cérémonie s'est déroulée en présence de nombreux descendants et représentants de la famille Mercier.

Le premier ministre Philippe Couillard a profité de l'événement pour rendre hommage aux hommes et aux femmes qui ont choisi de consacrer leur vie à la politique. La ministre St-Pierre a souligné pour sa part que les premiers ministres ont influencé le cours de l'histoire et méritent d'être rappelés à la mémoire des Québécoises et des Québécois. De son côté, la ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Protection et de la Promotion de la langue française, Hélène David, a rappelé que les premiers ministres québécois décédés ont été les



Inauguration du mausolée restauré d'Honoré Mercier. Plusieurs des descendants de la famille Mercier, réunis pour l'occasion. Photo : CCNQ, Paul Dionne.

premiers personnages historiques désignés à la suite de la mise en œuvre de la Loi sur le patrimoine culturel et que l'entretien de leurs lieux de sépulture constitue un geste de respect et de reconnaissance envers des acteurs importants de l'histoire du Québec.

La Loi sur le patrimoine culturel du Qué-

bec confère à la Commission de la capitale nationale la responsabilité de l'entretien et de la mise en valeur des lieux de sépulture des premiers ministres du Québec. La restauration du mausolée d'Honoré Mercier représente un important chantier pour la Commission qui a été créée il y a vingt ans.

## Six prix annuels de la Société des musées du Québec

À l'occasion de son congrès annuel et colloque *L'expérience du visiteur*, la Société des musées du Québec (SMQ) a procédé, le mercredi 30 septembre dernier, à la remise de ses Prix 2015. Les Prix de la SMQ visent à reconnaître, stimuler et récompenser l'excellence de la pratique muséale au Québec. Ils mettent à l'honneur des réalisations qui ont contribué, de façon significative, à l'avancement de la muséologie québécoise.

Le président des Prix de la SMQ 2015 et directeur du Planétarium Rio Tinto Alcan de Montréal, Pierre Lacombe, a souligné

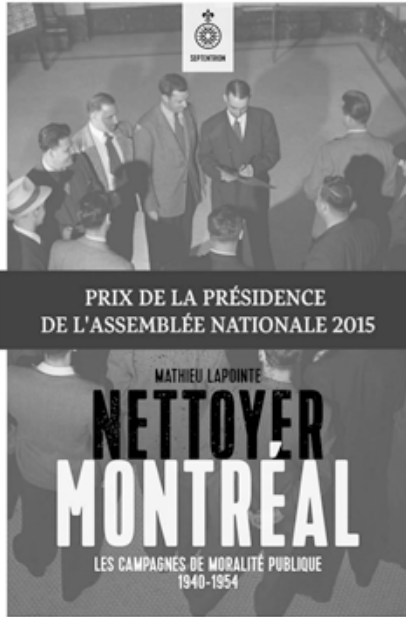
la très grande qualité des productions du réseau muséal québécois tout en évoquant le choix souvent difficile du jury devant autant de bonnes propositions. Les lauréats des Prix de la SMQ 2015 ont reçu un objet design signé par l'atelier NON-USELESS de Montréal.

Le prix Carrière a été décerné à Lise Bertrand en reconnaissance de son engagement auprès des Musées de la ci-



**SOCIÉTÉ DES MUSÉES  
DU QUÉBEC**

Sigle de la Société des musées québécois.



vilisation, de la qualité exceptionnelle de ses réalisations et de sa contribution exemplaire à la muséologie québécoise.

Le prix Excellence, groupe institutionnel 1 a été remis au Musée canadien de l'histoire de Gatineau pour l'exposition *Le Titanic canadien – L'Empress of Ireland*.

Le prix Excellence, groupe institutionnel 2 a été accordé à Bibliothèque et Archives nationales du Québec pour la trousse de médiation *Du texte au spectacle : le processus de création au théâtre*.

Le prix Excellence, groupe institutionnel 3 récompense La vieille fromagerie Perron de Saguenay pour la réalisation de sa nouvelle exposition-démonstration *De Perron en Perron 125 ans de savoir-faire*.

Le prix Audiovisuel et multimédia Té-

lé-Québec a été décerné à l'expérience chorégraphique multimédia participative *Danser Joe*, de l'exposition *Corps rebelles*, réalisée par les Musées de la civilisation et Moment Factory en collaboration avec la Fondation Jean-Pierre Perreault.

Le prix Publication a été remis au Musée des beaux-arts de Montréal pour sa publication *Benjamin-Constant. Merveilles et mirages de l'orientalisme*.

## DE NOMBREUSES RÉCOMPENSES POUR LES ÉDITIONS DU SEPTENTRION

Plusieurs ouvrages publiés par les éditions du Septentrion, de Québec, ont été primés au cours des dernières semaines.

Le Premier Prix des Grands Prix Desjardins de Lanaudière dans la catégorie Patrimoine a été attribué à Raymond Beaudoin pour son ouvrage *La vie dans les camps de bûcherons au temps de la pitoune*. La Société historique de Montréal a pour sa part décerné le Prix Robert-Prévost, remis tous les trois ans, à Gilles Lauzon pour son livre *Pointe-Saint-Charles* et à

Mathieu Lapointe pour son essai *Nettoyer Montréal*. Le prix annuel de la Société, le Prix Percy-W.-Foy, est allé à Louis Gagnon pour son livre intitulé *Louis XV et le Canada* ainsi qu'à Denis Goulet et Robert Gagnon pour leur ouvrage *Histoire de la médecine au Québec 1800-2000*.

Enfin, le Prix du Salon du livre du Saguenay-Lac-Saint-Jean dans la catégorie intérêt général a été accordé à Catherine Ferland et Dave Corriveau pour leur livre *La Corriveau. De l'histoire à la légende*.

**Jacques Saint-Pierre**

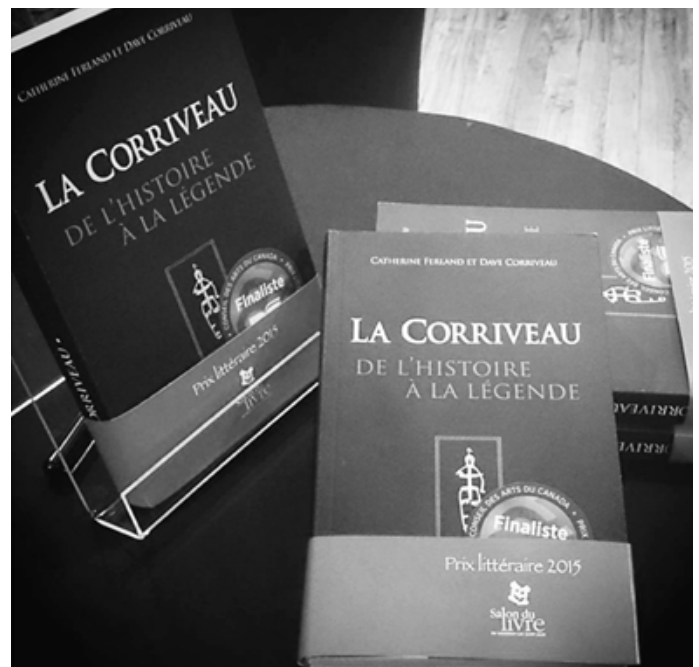


Photo. Catherine Ferland.

Depuis plus de 30 ans,  
les Éditions Cap-aux-Diamants  
publient une revue trimestrielle  
traitant de l'histoire du Québec.

Visitez le site web : [www.capauxdiamants.org](http://www.capauxdiamants.org)  
Tél. : (418) 656-5040 | Téléc. : (418) 656-7282  
[revue.cap-aux-diamants@hst.ulaval.ca](mailto:revue.cap-aux-diamants@hst.ulaval.ca)

# SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON FRANÇAISES DEPUIS 200 ANS

**E**n juillet dernier, en présence de plusieurs personnes réunies à la patinoire locale, Julie Briand est élue Miss Saint-Pierre-et-Miquelon. La gagnante de ce concours de beauté est choisie pour représenter l'archipel lors de l'élection de Miss France en décembre 2015. Bien que située à 25 km de Terre-Neuve, la collectivité d'outre-mer de Saint-Pierre-et-Miquelon participe ainsi à une des activités mondaines de l'Hexagone. Le géographe Henry Bauglign ne s'était donc pas trompé lorsque, au début du XX<sup>e</sup> siècle, il avait qualifié Saint-Pierre de « morceau de la vieille France fixé au rives américaines ».

Pour bien comprendre cette situation particulière, il faut remonter aux Cent-Jours de Napoléon; lesquels se concluent par la défaite de Waterloo, par la seconde abdication de l'empereur et par la signature du traité de Paris, en novembre 1815. Un article du traité précise que les îles Saint-Pierre-et-Miquelon sont désormais sous juridiction française, une juridiction qui prend alors un caractère définitif. À l'époque, l'intérêt de la France pour cet archipel est connu. Dès le XVI<sup>e</sup> siècle, des pêcheurs bretons, normands et basques utilisent ces îles comme base de pêche saisonnière. À compter de 1604, des établissements sédentaires dont l'agglomération de Saint-Pierre sont établis : durant 109 ans, jusqu'au traité d'Utrecht, l'archipel est une colonie française. Puis, l'instabilité s'installe : l'archipel bascule dans le giron britannique pour une cinquantaine d'années pour redevenir une colonie française en 1763. Cette situation prévaut jusqu'à la guerre d'Indépendance américaine lorsque, en 1778, une escadre anglaise dirigée par le gouverneur de Terre-Neuve, John Montagu, détruit les installations et déporte la population acadienne sous prétexte que la France donne son appui aux révolutionnaires américains. Le traité de Versailles de 1783 restitue Saint-Pierre-et-Miquelon à la France pour une décennie. Mais le chassé-croisé métropolitain se poursuit ensuite. L'archipel passe de la France à l'Angleterre puis de l'An-

gleterre à la France deux fois en vingt ans avant que le traité de Paris de 1815 ne scelle l'allégeance des Saint-pierre-et-miquelonnais. Ainsi, entre le traité d'Utrecht, en 1713, et le retour final des Français, un siècle plus tard, l'archipel fut pris et repris neuf fois alternativement par les Anglais et les Français; quatre fois, Saint-Pierre-et-Miquelon est totalement dévasté et tous ses habitants sont déportés...

L'intérêt de la France s'explique par l'attrait des pêcheries dans le secteur. Saint-Pierre-et-Miquelon devient un abri important pour les navires de pêche français après la chute de la Nouvelle-France en 1763. Une petite communauté acadienne d'environ 600 habitants s'y établit et exploite les ressources halieutiques du banc de Saint-Pierre. De plus, des pêcheurs saisonniers en partance de la France traversent l'Atlantique et, à l'arrivée, débarquent pour faire sécher la cargaison de poissons prise en route. Ils retournent ensuite une ou deux fois dans les eaux avoisinantes pour pêcher la morue. Saint-Pierre-et-Miquelon devient ainsi une tête de pont essentielle de l'industrie française de la pêche durant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. La localisation de l'archipel permet d'arrimer le travail des pêcheurs français avec le droit exclusif de pêche que la France détient sur le French Shore de Terre-Neuve de 1713 à 1904.

La rétrocession finale à la France se fait par étape. Le 26 août 1815, le capitaine anglais David Buckan reprend possession pour l'Angleterre des îles Saint-Pierre-et-Miquelon, alors inhabitées depuis plus de dix ans. Il ignore cependant que la guerre est finie en Europe, que Napoléon a été vaincu et que



*Spreading Fish, St. Pierre.* Peu de femmes s'aventurent en mer pour la pêche, mais elles participent activement au séchage de la morue. Illustration de Burns publiée dans Daniel Woodley Prowse. *A History of Newfoundland from the English, Colonial and Foreign Records.* Londres/New York, Macmillan and Co., 1895, p. 578.

l'archipel reste dans le giron de la France. En octobre suivant, un rapport est remis au ministre de la Marine et des Colonies, François Joseph de Gratet, vicomte du Bouchage. Ce document recommande qu'une expédition soit préparée pour permettre la réoccupation de Saint-Pierre-et-Miquelon par la France. Le 20 novembre 1815, le traité de Paris est signé et l'archipel devient définitivement un territoire français. En avril 1816, les premiers navires de l'expédition de reprise de possession quittent Saint-Malo, Brest et Rochefort. La flûte *La Revanche* arrive à Saint-Pierre la première, le 25 mai 1816. La cérémonie de rétrocession officielle a lieu enfin le 22 juin qui suit. Le bicentenaire de cet événement sera d'ailleurs le moment fort des reconstitutions historiques, des expositions et des activités organisées par l'association Célébrations 2016 qui prépare notamment un colloque sur l'histoire de Saint-Pierre-et-Miquelon en novembre 2015.

**François Droüin**

## MUSÉE MCCORD

(690, rue Sherbrooke Ouest, Montréal)

### Expositions permanentes.

*Porter son identité. La collection Premiers Peuples*

Montréal - Points de vue

### Jusqu'au 10 avril 2016.

*Montréal dans l'œil de Vittorio*  
50 ans de vie urbaine et de création graphique

### Jusqu'au 17 avril 2016.

*Le cirque de monsieur Lapin*  
6<sup>e</sup> édition de l'exposition de jouets

### À partir du 6 février 2016.

Artiste en résidence : Nadia Myre

## MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

(1, avenue Wolfe-Montcalm, Québec)

### Jusqu'au 10 janvier 2016.

*Jean-Paul Riopelle*

*Hommage à Rosa Luxemburg*

### Jusqu'au 3 avril 2016

*Interrelations*

*L'art de la miniature*

### Jusqu'au 23 mai 2016.

*Passion privée. L'art moderne du Québec de la collection Pierre Lassonde*

## MUSÉE DU FORT

(10, rue Sainte-Anne, Québec)

*Réouverture récente à la suite d'importantes rénovations et mises à jour.*

### Expositions permanentes.

*Le sort de la Nouvelle-France*  
*Si le Musée du Fort m'était conté*  
*ABC de la Nouvelle-France*

## MUSÉE DE LA CIVILISATION

(5, rue Dalhousie, Québec)

### Été 2015.

### À la suite d'un incendie, réouverture de l'exposition.

*C'est notre histoire*

### Jusqu'au 10 avril 2016.



### Égypte magique

Les anciens Égyptiens avaient une confiance inébranlable dans la magie où sont liés intrinsèquement les hommes, les dieux, les morts. Ils la considéraient à la fois comme la source d'une sagesse surnaturelle et un moyen d'influencer le destin. Selon un mythe égyptien, les dieux avaient employé la magie pour créer le monde et conféré des pouvoirs aux hommes pour les aider à survivre. L'exposition présente certaines pièces des plus importantes collections égyptiennes au monde.

### Jusqu'au 14 février 2016.

*Corps rebelles*

### Du 21 octobre 2015 au 15 septembre 2016.

*Lignes de vie*

*Art contemporain des Autochtones d'Australie*

### Jusqu'au 3 janvier 2016.

*Acquisitions récentes. Du nouveau dans nos collections.*

*D'un pôle à l'autre*

### Jusqu'au 17 janvier.

*Tirées par les chevaux*

## MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

(100, rue Laurier, Gatineau)

### Jusqu'au 3 janvier 2016.

*1867 – Rébellion et Confédération*

### Jusqu'au 3 janvier 2016.

*Terry Fox - Courir au cœur du Canada*

### Jusqu'au 19 juin 2016.

*Une arnaque presque parfaite! Les banques fantômes du Canada.*

### À partir du 3 décembre 2015.

*Vikings*

## MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL

(1379-1380, rue Sherbrooke Ouest, Montréal)

### Jusqu'au 3 janvier 2016.

*George S. Zimbel*

*Un photographe humaniste*

### Jusqu'au 31 janvier 2016.

*Une modernité des années 1920*

*Montréal, le groupe de Beaver Hall*

### À partir du 6 février 2016.

*Pompéi*

*Une ville romaine*

## MUSÉE DE L'AMÉRIQUE FRANCOPHONE

(2, côte de la Fabrique, Québec)

### Exposition de référence.

*Partir sur la route des francophones*

## MUSÉE RÉGIONAL DE VAUDREUIL-SOULANGES

(431, avenue Saint-Charles, Vaudreuil-Dorion)

### Du 19 septembre 2015 au 31 juillet 2016.

*Fréquences radio*

### Exposition permanente.

*Par les fenêtres de l'école... Coup d'œil sur notre histoire*

## MUSÉE QUÉBÉCOIS DE LA CULTURE POPULAIRE

(200, rue Laviolette, Trois-Rivières)

### Jusqu'au 26 juin 2016.

*Dans mon temps... les jouets*

### Jusqu'au 7 février 2016.

*La terre et ses maîtres céramistes*

### Jusqu'au 11 septembre 2016.

*En chair et en muscles : le phénomène des hommes forts québécois*

### Jusqu'au 7 février 2016.

*La terre et ses maîtres céramistes*

### Jusqu'au 17 février 2016.

*La gravure : un art à découvrir*

## MUSÉE DES URSULINES DE QUÉBEC

(12, rue Donnacona, Québec)

### Exposition permanente.

*L'Académie des demoiselles*

### Exposition temporaire.

*Le grand art de la broderie. Marie Lemaire des Anges et son atelier*

## MUSÉE DE LA GASPÉSIE

(80, boul. Gaspé, Gaspé, Québec)

### Exposition permanente.

*Gaspésie... Le grand voyage!*

### Jusqu'au 31 janvier 2016.

*La malédiction du Carricks et autres histoires de naufrages*

## **CHÂTEAU RAMEZAY - MUSÉE ET SITE HISTO- RIQUE DE MONTRÉAL**

(280, rue Notre-Dame, Montréal)

**Du 5 décembre 2015 au 3 janvier 2016.**

*Autour du foyer... traditions du temps des Fêtes*



## **MUSÉE DE CHARLEVOIX**

(10, chemin du Havre, La Malbaie)

**Exposition permanente.**

*Charlevoix raconté – fabuleux familial*

**Jusqu'au 27 mars 2016.**

*Nos trésors. Vos histoires*

**Jusqu'au 21 février 2016.**

*Marc Tremblay*

*Dessins à l'encre sur toile - patrimoine de Charlevoix*

## **MUSÉE CANADIEN DE LA GUERRE**

(1, place Vimy, Ottawa)

**Jusqu'au 31 décembre 2017.**

*Le salon d'honneur de la Légion royale canadienne*

**Jusqu'au 28 février 2017.**

*Des Canadiens ordinaires à des époques extraordinaires*

**Jusqu'au 3 avril 2016.**

*Grandes guerres. Grandes femmes*

## **POINTE-À-CALLIÈRE MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL**

(350, place Royale, Vieux-Montréal)



**À partir du 5 décembre 2015.**

*Sur les traces d'Agatha Christie*

**Jusqu'au 3 janvier 2016.**

*Neige*

**À partir du 16 février 2016.**

*Fragments d'humanité. Archéologie au Québec*

## **EXPORAIL, LE MUSÉE FERROVIAIRE CANADIEN**

(110, rue Saint-Pierre, Saint-Constant)

**Exposition permanente.**

*Vivre l'aventure ferroviaire au Canada*

## **LIEU HISTORIQUE NATIONAL MAISON WILFRID-LAURIER**

(16, rue Laurier Ouest, Victoriaville)

**Exposition permanente.**

*Laurier et son temps*

## **MUSÉE MARIUS BARBEAU**

(139, rue Sainte-Christine, Saint-Joseph-de-Beauce)

**Expositions permanentes.**

*La Beauce, mythes et réalités*

*Céramique de Beauce*

## **CENTRE D'HISTOIRE DE MONTRÉAL**

(335, place D'Youville, Vieux-Montréal)

**Jusqu'au 4 septembre 2016.**

*Dans l'Griff*

**Exposition permanente.**

*Traces, lieux, mémoires*

## **MUSÉE DE LA MÉMOIRE VIVANTE**

(710, avenue De Gaspé Ouest, Saint-Jean-Port-Joli)

**Expositions temporaires.**

*Partir pour la famille, croyances et réalités*

*Tableau de vie, plus qu'un portrait*

*Léon Trépanier, journaliste-villégiateur*

*Émotions Georges De Roy, photographe*

**Yves Beauregard**



# Complétez votre collection

LA REVUE D'HISTOIRE DU QUÉBEC

## CAP-AUX-DIAMANTS

### JE DÉSIRE OBTENIR LES NUMÉROS SUIVANTS (COCHER SVP )

- |   |   |   |
|---|---|---|
| <input type="checkbox"/> 18 En avant la musique!                | <input type="checkbox"/> 63 L'univers fascinant du livre          | <input type="checkbox"/> 97 Place au cirque!                              |
| <input type="checkbox"/> 23 Les communications                  | <input type="checkbox"/> 64 Plaisirs d'hiver                      | <input type="checkbox"/> 98 Bonne fête Trois-Rivières (1634-2009)         |
| <input type="checkbox"/> 24 Mon pays c'est l'hiver              | <input type="checkbox"/> 67 Magie de la musique traditionnelle    | <input type="checkbox"/> 100 Le passé mis en lumière                      |
| <input type="checkbox"/> 25 Des trésors de musées               | <input type="checkbox"/> 70 Les soins du corps                    | <input type="checkbox"/> 101 Deux siècles de journaux et de revues        |
| <input type="checkbox"/> 26 La religion au Québec               | <input type="checkbox"/> 77 Les Acadiens                          | <input type="checkbox"/> 102 Des villes et des maires                     |
| <input type="checkbox"/> 27 350 fois Montréal                   | <input type="checkbox"/> 78 Le pain, une longue histoire!         | <input type="checkbox"/> 104 Mode, mœurs, mémoire...                      |
| <input type="checkbox"/> 28 À votre santé! (Les boissons)       | <input type="checkbox"/> 79 Les Noirs au Québec                   | <input type="checkbox"/> 108 Nord et nordicité                            |
| <input type="checkbox"/> 29 Les grands anniversaires de 1992    | <input type="checkbox"/> 80 Le jour de l'An                       | <input type="checkbox"/> 110 Les arts en Nouvelle-France                  |
| <input type="checkbox"/> 30 Un parlement se raconte             | <input type="checkbox"/> 81 La famille Bonaparte et le Québec     | <input type="checkbox"/> 111 Les 100 ans du ministère des Transports      |
| <input type="checkbox"/> 31 Je me souviens... (Les archives)    | <input type="checkbox"/> 82 Quand la nature se fâche              | <input type="checkbox"/> 112 Sous la plume de jeunes historiens           |
| <input type="checkbox"/> 32 Regards sur l'enfance               | <input type="checkbox"/> 83 Scandales (politiques)                | <input type="checkbox"/> 113 Aspects inédit du sport au Québec            |
| <input type="checkbox"/> 35 Que le spectacle commence!          | <input type="checkbox"/> 84 Les années 1950                       | <input type="checkbox"/> 114 1663 : Le début d'un temps nouveau           |
| <input type="checkbox"/> 36 Incursions dans le quotidien        | <input type="checkbox"/> 86 Des forêts et des hommes              | <input type="checkbox"/> 115 Le traité de Paris de 1763                   |
| <input type="checkbox"/> 37 Des lieux chargés d'histoire        | <input type="checkbox"/> 87 Les Québécois et l'aviation           | <input type="checkbox"/> 116 L'histoire vivante : le passé au présent     |
| <input type="checkbox"/> 38 100 ans de cinéma                   | <input type="checkbox"/> 89 Les années 1960                       | <input type="checkbox"/> 117 1914 : Une année mémorable                   |
| <input type="checkbox"/> 39 La famille dans tous ses états      | <input type="checkbox"/> 90 Aventuriers et aventurières           | <input type="checkbox"/> 118 La vie religieuse en Nouvelle-France         |
| <input type="checkbox"/> 40 Les grands magasins                 | <input type="checkbox"/> 91 Tant d'histoires à raconter           | <input type="checkbox"/> 119 La conférence de Québec de 1864 revisitée    |
| <input type="checkbox"/> 41 Dix rendez-vous avec notre histoire | <input type="checkbox"/> 93 Histoire et lieux de mémoire          | <input type="checkbox"/> 120 Imprimeurs et éditeurs au Québec : 250 ans   |
| <input type="checkbox"/> 42 Présence du Moyen Âge au Québec     | <input type="checkbox"/> 94 Quatre cents ans d'histoire politique | <input type="checkbox"/> 121 Entre conflits et bonne entente              |
| <input type="checkbox"/> 43 Guerres et paix                     | <input type="checkbox"/> 95 Une histoire au féminin               | <input type="checkbox"/> 122 Les 350 ans du régiment de Carignan-Salières |
| <input type="checkbox"/> 49 La sexualité                        | <input type="checkbox"/> 96 Le français au Québec                 | <input type="checkbox"/> 123 Drummondville, deux siècles d'histoire       |
|   |   | <input type="checkbox"/> Hors série L'Institut canadien                   |
|   |   | <input type="checkbox"/> Hors série François de Laval                     |
|   |   | <input type="checkbox"/> Hors série Ville de Québec (2005)                |

#### Envoyez-moi les numéros cochés

Prix des numéros à l'unité : 9,50 \$. Hors série : 11,50 \$.  
Taxes et frais de poste et de manutention en sus.

#### PROFITEZ DE L'OFFRE DE 50% DE RABAIS

#### Envoyez-moi tous les numéros disponibles (66 exemplaires) pour seulement 295 \$

Frais de poste et de manutention inclus. • Tarifs valides au Canada seulement.

Pour commander :  
(418) 656-5040

### OFFRE D'ABONNEMENT

#### ABONNEMENT :

1 an : 35\$ | 2 ans : 60\$ (taxes incluses)

Institution : 1 an : 45\$ | 2 ans : 80\$ (taxes incluses)

Frais de poste et de manutention inclus. • Tarifs valides au Canada seulement.

- Je m'abonne pour 1 an  / 2 ans
- J'abonne un(e) ami(e) pour 1 an  / 2 ans

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ App. \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Téléphone ( ) \_\_\_\_\_

Courriel \_\_\_\_\_

#### MODE DE PAIEMENT :

- chèque  Visa  MasterCard

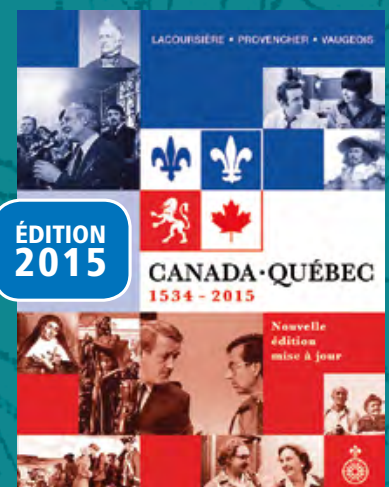
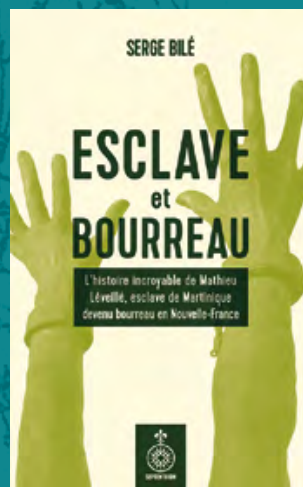
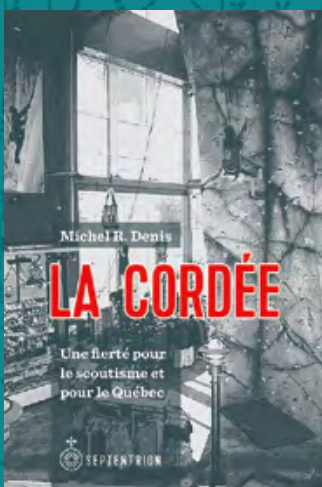
N° de carte

\_\_\_\_\_

Exp. \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

CAP-AUX-DIAMANTS, C.P. 26, Haute-Ville, Québec (Québec) G1R 4M8  
(418) 656-5040 • (418) 656-7282 • revue.cap-aux-diamants@hst.ulaval.ca



SEPTENTRION

TOUJOURS LA RÉFÉRENCE EN HISTOIRE AU QUÉBEC

www.septentrion.qc.ca

